

Paris, le 24 septembre 2009 - N° 245/D130

## Commission EMPLOI, QUALIFICATION et REVENUS du TRAVAIL

Avant-projet de programme statistique 2010

### Avertissement

Le décret du 20 mars 2009 relatif au Cnis et au Comité du secret statistique conforte le rôle du Cnis pour organiser la concertation entre les utilisateurs et les producteurs de la statistique publique. Il prévoit la mise en place de commissions thématiques en remplacement des formations existantes pour permettre une meilleure adéquation aux thèmes majeurs du débat économique et social. La Commission Emploi, qualifications et revenus du travail prend la suite de la formation Emploi, Revenus et en partie de la formation Education, formation. La commission s'assurera d'une bonne représentation des caractéristiques de l'offre et de la demande de travail. Elle s'intéressera notamment aux enjeux de la qualification et de la formation professionnelle tout au long de la vie. Elle est compétente sur la connaissance des revenus issus du travail qui constituent une composante essentielle du marché du travail.

page

<b>CENTRE D'ÉTUDES DE L'EMPLOI (CEE)</b> .....	3
<b>CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHE SUR LES QUALIFICATIONS</b>	
- CEREQ - Département entrées dans la vie active .....	6
<b>CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE</b>	
- Observatoire de l'emploi territorial .....	11
<b>INSEE</b>	
- Département Emploi et revenus d'activité .....	13
- Section Synthèse et conjoncture de l'emploi .....	13
- Division Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus .....	16
- Division Emploi .....	21
- Division Salaires et revenus d'activité .....	24
<b>MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI</b>	

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES, DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA VILLE**

- DARES .....	28
- Sous-direction « Emploi et marché du travail » .....	28
- Sous-direction « Suivi et évaluation des politiques d'emploi et de formation professionnelle » .....	36
- Sous-direction « Salaires, travail et relations professionnelles » .....	43

**MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ETAT**

- DGAFP - Bureau des statistiques, des études et de l'évaluation .....	50
------------------------------------------------------------------------	----

<b>POLE EMPLOI</b> .....	58
--------------------------	----

Pour information :

- programmes présentés à la Commission Services publics et services aux publics

**MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE**

- Direction générale de l'enseignement et de la recherche - DGER .....	60
------------------------------------------------------------------------	----

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE**

**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE**

- Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - DEPP et Sous-direction des systèmes d'information et études statistiques - SIES .....	64
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES, DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA VILLE**

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS**

- Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) .....	74
--------------------------------------------------------------------------------------------	----

- programmes présentés à la Commission Territoires

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

- Direction générale des collectivités locales (DGCL) .....	86
- Département des études et des statistiques locales (DESL) .....	86

## Centre d'études de l'emploi - CEE

### 1. Introduction

Le CEE est un Centre de recherche et n'est à ce titre que rarement un organisme directement producteur d'enquêtes statistiques. Il participe néanmoins directement à l'élaboration de sources statistiques par la prise en charge de la conception scientifique et/ou la coordination d'ensembles d'acteurs ou de prestataires. Ce fut le cas dans le cadre des enquêtes COI (Changements organisationnels et informatisation) dont le CEE est co-maître d'ouvrage aux côtés de l'Insee, de la Dares, de la Drees, et de la DGAFP : en 2005-2006 pour l'enquête COI auprès des entreprises, en 2006 pour l'enquête COI auprès des salariés, en 2007 pour les enquêtes COI auprès des employeurs de la Fonction Publique et auprès des hôpitaux. Dans le cadre de l'enquête SIP (Santé, itinéraires professionnels), le CEE a joué un rôle important : contribution à la mise en œuvre du questionnaire et animation du comité scientifique de l'enquête.

En outre, depuis mars 2007, le CEE pilote une Action coordonnée du 6<sup>ème</sup> PCRD, Meadow (Measuring the dynamics of organisations and work) dont l'objet est de formuler des préconisations pour la collecte d'une enquête européenne harmonisée sur les changements des organisations et du travail et leurs impacts économiques et sociaux.

### 2. Travaux nouveaux pour 2010

#### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Sans objet

#### 2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs

Sans objet

#### 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2010

*Le CEE participe à l'élaboration de sources statistiques (coordination, coproduction)*

#### L'enquête « Changements organisationnels et Informatisation » (COI)

Il s'agit d'un dispositif d'enquêtes couplées entreprises / salariés, conçues à l'origine par le CEE, puis développées et réalisées au sein d'un consortium qui réunit désormais l'Insee, la Dares, le CEE, le Sessi, le Scees et le Sesp, ainsi que la DGAFP et la Drees pour l'extension de COI à la fonction publique d'État et aux hôpitaux. Le rôle spécifique du Centre d'études de l'emploi est d'assurer la direction scientifique du dispositif et d'organiser la coordination du dispositif en vue du couplage entreprise/salariés. Le CEE, la Dares et l'Insee sont conjointement maître d'ouvrage de l'ensemble du dispositif et l'Insee est maître d'œuvre. Les travaux s'inscrivent dans le programme de l'unité de recherche du CEE, *Dynamiques des organisations et du travail*.

La collecte du volet « entreprises » de l'enquête (enquête COI-TIC) a été réalisée fin 2005 et début 2006. Celle auprès des salariés fin 2006. Des extensions de l'enquête COI ont été menées au cours de l'année 2007 auprès d'employeurs de la Fonction Publique d'État et auprès d'hôpitaux.

Au cours de l'année 2010, des travaux de recherche engagés depuis 2008 et 2009 vont se poursuivre :

- Changement organisationnel et informatisation, évolution des compétences et sélection des salariés (Coi-Cosa), projet financé dans le cadre d'un appel à projet de l'Agence nationale de la recherche et qui mobilise la base couplée ;
- études comparatives public/privé pour la DGAFP ;
- post-enquêtes sur la mise en place autour de la tarification à l'activité ;
- usage des langues étrangères dans les entreprises pour la DGLFLF.

#### L'enquête « Santé et itinéraires professionnels » (SIP)

La première vague de l'enquête Santé et itinéraires professionnels a été réalisée en 2006 (par la Drees, la Dares et l'Insee). Pour cette première vague, le CEE a réalisé un bilan des sources quantitatives dans le champ de la santé et des itinéraires professionnels et a participé activement à la

conception du questionnaire et du protocole d'enquête. Il a par ailleurs animé (et présidé en la personne de Serge Volkoff) le Comité Scientifique qui en 2009 s'est notamment réuni pour lancer un appel à projets d'exploitations de l'enquête.

Dans ce cadre, des équipes du CEE ont été retenues et mèneront en 2010 différentes exploitations de l'enquête autour de problématiques liant santé et travail.

Par ailleurs, une ré-interrogation est prévue en 2010, et le CEE est associé à la réflexion engagée sur la réédition de l'enquête.

### 3. Opérations répétitives

Néant

### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

### 5. Aspects particuliers du programme 2010

#### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Ces aspects sont abordés essentiellement dans le cadre de l'utilisation de sources nationales, en particulier de différents fichiers administratifs à des fins d'évaluation des politiques publiques. Des travaux spécifiques ont déjà conduit à la production d'indicateurs aux niveaux locaux, notamment les Zones d'emploi et les Zones urbaines sensibles.

A partir du modèle Solstice – Système d'observations localisées et de simulation des trajectoires d'insertion, de chômage et d'emploi – développé au CEE en lien avec l'Université d'Évry, divers fichiers administratifs (les DADS, les fichiers de l'ANPE et de la Cnaf,... et en 2009 les fichiers du recensement de la population), sont utilisés pour produire des indicateurs au niveau local et des études sur le retour à l'emploi.

#### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Sans objet

#### 5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »

Le CEE, dans le cadre d'un appel à projets lancé par le Haut commissariat aux solidarités actives contre la pauvreté a été retenu pour évaluer trois projets d'expérimentations sociales, évaluations qui donneront lieu à la constitution de protocoles spécifiques d'observation :

- le Programme régional d'actions qualifiantes territorialisées en Île-de-France (REAQTIF) mise en œuvre par la Région Île-de-France vise à sécuriser l'accès à la formation et à l'emploi de publics en difficultés et éloignés de l'emploi, en mettant en œuvre un programme qualifiant territorialisé. Il consiste à expérimenter, sur plusieurs territoires franciliens, de nouvelles modalités de construction du programme régional de formation. Trois innovations institutionnelles seront notamment testées : 1) la contractualisation avec des territoires franciliens (intercommunalités) de pactes pour l'emploi, la formation et le développement économique, dont le volet formation comprendra notamment la mise en œuvre d'un nouveau programme qualifiant territorialisé ; 2) l'identification avec les acteurs locaux des besoins prioritaires de formation en fonction des caractéristiques des territoires et des publics ; 3) la construction d'une réponse formation « sur mesure », à vocation qualifiante et tournée vers la reprise d'emploi, comprenant des modules complémentaires d'accompagnement des bénéficiaires tout au long de leur parcours.

Le CEE sera l'évaluateur de ce projet dans une double dimension : 1) qualitative, afin d'évaluer la construction du dispositif et la capacité des acteurs territoriaux et régionaux à faire émerger à la fois les besoins de formation et les réponses correspondantes, avec une valeur ajoutée par rapport aux dispositifs existants ; 2) quantitative en mobilisant des approches complémentaires (suivi d'indicateurs et quasi-expérience).

- le Programme de lutte contre l'échec à l'université par des mesures d'accompagnement renforcé, mis en place par l'Université de Marne-la-Vallée vise à expérimenter une réforme des dispositifs de lutte contre l'échec et l'abandon en première année de licence qui consiste à renforcer l'accompagnement personnalisé des étudiants depuis le lycée jusqu'à la fin de la première année. Il est mené par l'Université de Marne-la-Vallée et sera évalué par le CEE l'incidence de l'accompagnement personnalisé renforcé sur la trajectoire des étudiants concernés, le CEE propose de constituer des groupes tests et des groupes de contrôle sur la base d'un tirage aléatoire.

- le Programme Pack-insertion, mis en place par le Conseil général du 77, vise à faciliter l'accès ou le retour à l'emploi de personnes en insertion bénéficiaires du RMI. L'expérimentation consiste en une coordination départementale d'une offre de service constituée d'ateliers spécifiques de formation de courtes durées regroupés sous forme de modules allant du social au professionnel. Il s'agit de proposer des étapes de formation pouvant être actionnées à la demande. L'évaluation du dispositif se fera via une méthodologie d'expérimentation contrôlée avec assignation aléatoire des personnes dans une cohorte test et une cohorte témoin (taille des groupes-"cohortes" = 400 personnes).

#### 5.4. Aspects « européens »

##### Meadow (Measuring the dynamics of organisations and work)

Le projet d'Action Coordinée du 6<sup>ème</sup> PCRD, Meadow, coordonné par Nathalie Greenan, directrice de l'unité de recherche Dynamique des organisations et du travail du CEE a débuté le 1<sup>er</sup> mars 2007 et met à contributions 14 laboratoires de 9 pays européens : Allemagne, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Danemark, Suède, Hongrie, Belgique et France. D'une durée de 3 ans, ce projet d'un budget d'1,2 million d'euros, établira des recommandations pour la collecte et l'interprétation de données harmonisées au niveau européen sur les changements des organisations et du travail et leurs impacts économiques et sociaux. Le projet MEADOW part du constat de l'absence de statistiques harmonisées sur l'organisation et les changements organisationnels qui pourraient contribuer directement à la qualité de la décision politique en Europe. La connaissance sur l'organisation interne des entreprises et des administrations en Europe est fragmentaire et incomplète, et manquent des informations nécessaires pour approfondir la connaissance de l'impact des pratiques organisationnelles et des processus de changement sur les performances économiques et sociales. Des statistiques harmonisées de qualité pourraient contribuer à la définition d'initiatives politiques visant à développer la flexibilité et l'adaptabilité des organisations et des salariés tout en améliorant la qualité du travail.

En 2008, une première version des cinq chapitres composant le corps des recommandations a été réalisée et discutée lors de la seconde assemblée générale du projet qui s'est tenue à Budapest les 6 et 7 mars et d'un workshop qui a eu lieu à Nuremberg les 25-26 septembre. Une première version des questionnaires employeurs et salariés en anglais a été élaborée en décembre 2008 et discutée lors de réunions de travail à Londres et à Paris.

En 2009, les 4 et 5 février s'est tenu à Aalborg au Danemark le premier meeting rassemblant l'ensemble des parties prenantes au projet. Le but principal de la rencontre était de présenter les résultats du projet à mi-parcours aux différentes institutions du système statistique européen c'est-à-dire Eurostat, les instituts nationaux de statistiques, les ministères et les agences collectant la statistique publique pour les États membres. Ces différents représentants ont été activement associés au dialogue autour d'un premier avant-projet de questionnaires, un questionnaire salariés et un questionnaire employeurs, qui garantissent la couverture de l'ensemble des besoins nationaux. La question des organisations nationales à mettre en œuvre pour permettre la réalisation d'une enquête européenne a également été débattue. Les questionnaires seront en 2009 traduits puis testés dans 8 pays auprès d'entreprise, d'organismes publics et de salariés de ces organismes.

En 2010, le projet Meadow s'achèvera dans le cadre de son financement européen mais la réflexion d'ores et déjà engagée se poursuivra autour de l'organisation adéquate et les financements nécessaires au développement d'une enquête européenne.

## 6. Diffusion des travaux

Les travaux d'études et de recherches réalisés par les chercheurs du CEE sont diffusés via le quatre pages mensuel du CEE, *Connaissance de l'emploi* et via les *Rapports de recherche* et *Documents de travail* - [http://www.cee-recherche.fr/fr/c\\_pub1.htm](http://www.cee-recherche.fr/fr/c_pub1.htm).

## Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) Département Entrées dans la vie active

### 1. Introduction

Le passage d'enquêtes de cheminement segmentées par niveau de formation à l'interrogation unique d'une génération de sortants de formation initiale (au sens du bilan formation-emploi) a représenté une inflexion importante du système statistique d'observation de l'insertion professionnelle au CEREQ intervenue à la fin des années quatre-vingt-dix. Le souci de produire périodiquement des résultats comparables a conduit à la **réalisation régulière d'enquêtes de type " génération "**.

On peut distinguer deux finalités principales pour ces enquêtes :

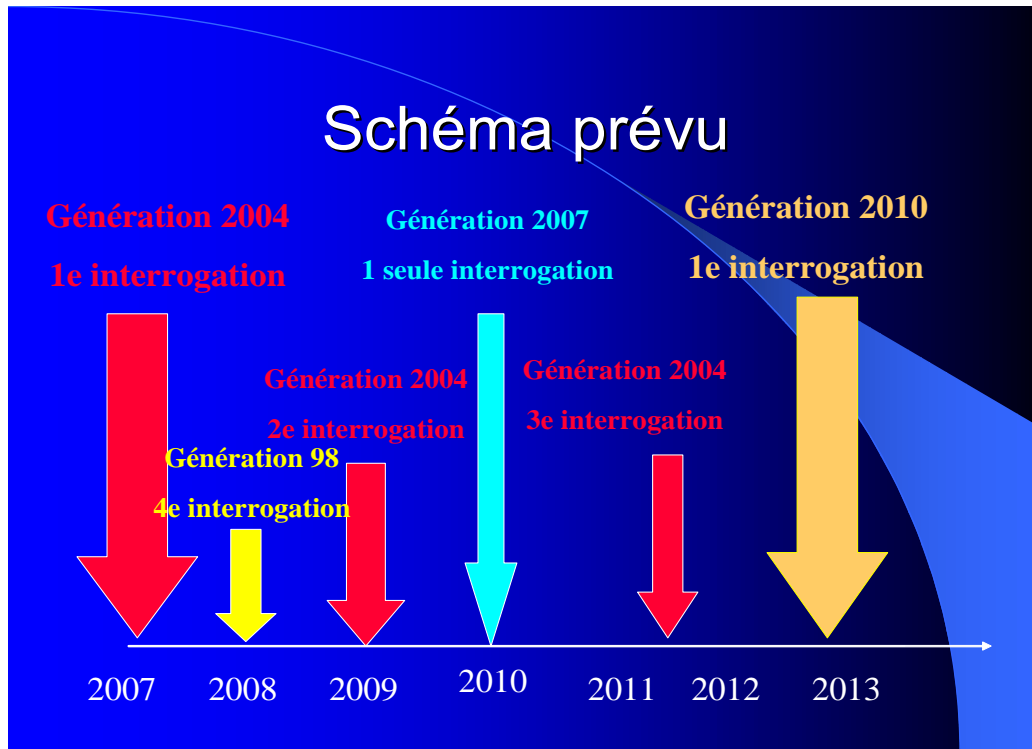
- **produire des données standards**, dans un délai relativement court après l'interrogation, et comparables d'une enquête à l'autre, dans une perspective **d'aide à la décision**. Les indicateurs utilisés sont des indicateurs d'état (taux d'emploi, taux de chômage, PCS....) et de parcours mis au point au cours de l'exploitation de " génération 92 ".
- **contribuer à la compréhension des processus d'insertion** en mettant l'accent sur une analyse approfondie des parcours et des premières mobilités professionnelles après la sortie du système éducatif.

Les enquêtes génération s'enchaînent au rythme d'une génération nouvelle de sortants tous les trois ans :

- **une enquête « génération pleine »** (40 000 questionnaires environ), en deux étapes :
  - . une première interrogation à trois ans après la sortie du système éducatif, principalement tournée vers la production d'indicateurs et des usages institutionnels ;
  - . des ré-interrogations à 5 et à 7 ans plus centrées sur les usages analytiques (notamment sur la question des parcours, des mobilités sur moyen terme) et permettant en outre d'approfondir certains constats de la première étape (par exemple, sur les insertions les plus problématiques).
- **une enquête « mini-génération »** reproduisant sur une taille plus réduite (10 000 questionnaires environ) l'interrogation à trois ans de la génération pleine.

L'enchaînement est donc le suivant : génération 98 (avec plusieurs interrogations) ; mini-génération 2001, génération 2004 (avec plusieurs interrogations), mini-génération 2007, ... (voir schéma ci-dessous)

Ce dispositif permet aussi de répondre à des demandes d'extensions nationales ou régionales portant sur les jeunes issus de certains niveaux formation, de certaines spécialités de formation ou sur des jeunes ayant bénéficié de certaines mesures pour la formation. Les échantillons peuvent donc être élargis en conséquence.



## 2. Travaux nouveaux ou rénovés pour 2010

### *Génération 2007*

La Génération 2007 doit être interrogée au printemps 2010. La collecte des bases d'anciens élèves ou étudiants a été réalisée en 2008-2009.

## 3. Opérations répétitives

Néant

## 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

## 5. Aspects particuliers du programme 2010

### 5.1 Aspects « régionaux et locaux »

Comme pour les précédentes enquêtes, des extensions régionales de l'enquête Génération 2007 seront proposées au financement des Régions.

### 5.2 Aspects « environnement et développement durable »

Néant

### 5.3 Aspects « européens »

Néant

## 6. Diffusion des travaux

Comme pour les enquêtes précédentes, les premiers résultats de Génération 2007 feront l'objet de plusieurs publications :

- un ouvrage « Quand l'école est finie... » livrant des chiffres clés sur les parcours des jeunes par grand niveau de formation et spécialité agrégée.
- un numéro du BREF Céreq.

Pour Génération 98, les dernières interrogations (en 2008) feront l'objet d'études thématiques et donneront lieu à publication dans les collections du Céreq et dans des revues scientifiques.

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Thème et opérations	Unité responsable	Suivi	Observations
Dispositif renouvelé d'observation des entrées dans la vie active	<b>CEREQ -Départ. Entrées dans la vie active</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Génération 2004 : 2<sup>e</sup> interrogation réalisée en 2009</li> <li>- Génération 2007 : en préparation</li> </ul>	



## Annexe

### liste de quelques publications issues des enquêtes Génération

#### Bref - Lettre mensuelle d'information sur les travaux du CEREQ

- « Être diplômé de l'enseignement supérieur, un atout pour entrer dans la vie active ». J. Calmand, P. Hallier, BREF CEREQ n° 241, mai 2007
- « Génération 2004 : une génération pénalisée par la conjoncture ». O. Josph, A. Lopez, F. Ryk, BREF CEREQ n° 248, mai 2007
- « Vivre en couple et être parents. Impacts sur les débuts de carrière ». D. Epiphane, T. Couppié, BREF CEREQ n° 241, mai 2007
- « Les sept premières années de vie active de la Génération 98. Entre insertion et débuts de carrière ». T. Couppié, C. Gasquet, A. Lopez, BREF CEREQ n° 234, octobre 2006
- « Jeunes issus de l'immigration. Une pénalité à l'embauche qui perdure... ». R. Silberman, I. Fournier, BREF CEREQ n° 226, janvier 2006
- « D'une génération à l'autre ... Les "effets" de la formation initiale sur l'insertion ». J. Rose, BREF CEREQ n° 222, septembre 2005
- « De la thèse à l'emploi. Les débuts professionnels des jeunes titulaires d'un doctorat ». J-F. Giret, BREF CEREQ n° 220, juin 2005
- « Les salaires des hommes et des femmes. Des progressions particulièrement inégales en début de vie active ». A. Dupray et S. Moullet, BREF CEREQ n° 219, mai 2005
- « Les mobilités en début de vie professionnelle. Externes ou internes aux entreprises, des évolutions aux effets très différents ». A. Dupray, BREF CEREQ n° 216 février 2005
- « L'apprentissage : une idée simple, des réalités diverses ». J-J. Arrighi, BREF CEREQ n° 223 octobre 2005
- « Pourquoi changer de région en début de vie active ». V. Roux, BREF CEREQ n° 210 juillet-août 2004
- « Lorsque le processus d'insertion professionnelle paraît grippé ». V. Mora, BREF CEREQ n° 206 mars 2004
- « Les jeunes issus de l'immigration. De l'enseignement supérieur au marché du travail ». FRICKEY Alain -, MURDOCH Jake, PRIMON Jean-Luc, BREF CEREQ n° 206 février 2004
- « Les jeunes « sans qualification » Un groupe hétérogène, des parcours divers ». C. Gasquet BREF CEREQ n° 202 novembre 2003
- « Les jeunes qui sortent sans diplôme de l'enseignement supérieur ». G. Thomas, BREF CEREQ n° 200 septembre 2003
- « Quelle utilité les cap et bep tertiaires ont-ils aujourd'hui ? ». T. Couppié, A. Lopez, BREF CEREQ n° 196 avril 2003
- « L'enseignement supérieur professionnalisé. Un atout pour entrer dans la vie active ? » J-François Giret, Stéphanie Moullet, Gwenaëlle Thomas, n° 195 mars 2003
- « Géographie de l'insertion – Plus de difficultés dans les régions du Nord et du Sud ». D. Martinelli, BREF CEREQ n° 186, mai 2002.
- « Génération 98 – A qui a profité l'embellie économique ? ». D. Epiphane, JF Giret, P. Hallier, A. Lopez, JC. Sigot, BREF CEREQ n° 181, décembre 2001.

#### Ouvrages

- « Quand l'école est finie...Premiers pas dans la vie active de la Génération 2004 » . Céreq, 2008
- « Quand la carrière commence...les sept premières années de vie active de la Génération 98 » . Céreq, 2007
- « Quand l'école est finie...Premiers pas dans la vie active de la Génération 2001 » . Céreq, 2005
- « Des formations, pour quels emplois ? » coordonné par J-F. Giret, A. Lopez, J. Rose, La Découverte 2005
- « De l'enseignement supérieur à l'emploi : les trois premières années de vie active de la Génération 98 » , J-F. Giret, S. Moullet, G. Thomas. Céreq, Décembre 2002.

**Revues**

« Bilan formation-emploi. De l'école à l'emploi : parcours », Dossier, ECONOMIE ET STATISTIQUE, 2004, n° 378-379 (paru en juillet 2005)

« De l'école à l'emploi. » Les débouchés filière par filière. Quelles formations pour quel métier. Le lien formation-emploi analysé par quinze spécialistes. ALTERNATIVES ECONOMIQUES, janvier 2005, Hors-série pratique n° 17, 144 p.

« Ces territoires qui façonnent l'insertion », Dossier, FORMATION EMPLOI, juillet-septembre 2004, n° 87, pp. 45-62

**Tableaux statistiques sur le site web du Céreq**

Génération 98 – indicateurs standard d'insertion par diplôme – décembre 2002.

## Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) Observatoire de l'emploi territorial

La loi n° 2007-209 du 19 février 2007 modifie profondément l'article 12-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 sur les missions du Centre National de la Fonction Publique Territoriale « **CNFPT** », notamment l'alinéa 3 qui précise que le CNFPT est chargé de « *la gestion de l'observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la fonction publique territoriale ainsi que le répertoire des emplois de direction énumérés aux articles 47 et 53* ».

### 1. Exposé de synthèse

L'action du Centre National de la Fonction Publique Territoriale « CNFPT » se situant sur le champ de la formation professionnelle, l'établissement a développé, depuis 1991, l'observation et l'anticipation sur les emplois, les métiers et la formation des territoriaux.

A l'instar des programmes annuels précédents, cette proposition pour l'année 2010, se fonde sur deux orientations générales qui visent à :

- consolider les partenariats avec le Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale, la Direction Générale des Collectivités Locales, les centres de gestion, l'INSEE, la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique et notamment l'observatoire de l'emploi public, les associations d'élus... ;
- renforcer la fonction d'observation et de prospective au service des missions de l'établissement.

### 2. Travaux nouveaux pour 2010

#### 2.1. Enquêtes nouvelles

- Étude sur les emplois et métiers des cadres de niveau A
- Fiches prospectives sur les principaux métiers territoriaux (dynamique de qualification et de recrutement)
- Enquêtes statistiques régionales sur les métiers territoriaux : Bretagne, Corse, PACA, Franche-Comté et Midi-Pyrénées.

#### 2.2. Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

- Mise à jour du répertoire des métiers territoriaux.
- Les emplois de direction et la parité dans les emplois supérieurs des collectivités territoriales.
- Les contrats aidés dans les collectivités territoriales : exploitation des fichiers de la DARES.

### 3. Opérations répétitives

- *L'enquête de conjoncture sur l'emploi territorial n°15*

Cette enquête retrace, tous les ans et avec un délai de fabrication de trois mois, la situation et les grandes tendances de l'emploi territorial. Elle se fonde sur les réponses téléphoniques d'un panel de 2700 collectivités.

- *Synthèse des bilans sociaux 2007*

Réalisée à la demande du conseil supérieur de la FPT et en partenariat avec la DGCL, portant sur les thématiques suivantes :

- Évolution et flux statutaires des effectifs
- Formation
- Temps de travail
- Emploi des travailleurs handicapés
- Santé et les conditions de travail
- Dialogue social et droits sociaux
- Action sociale des collectivités.

#### **4. Allégement de la charge statistique des entreprises (collectivités territoriales)**

- Dématérialisation de la collecte d'informations (formulaire en ligne pour les enquêtes de conjoncture)

#### **5. Aspects particuliers du programme 2010**

##### **5.1 Aspects « régionaux et locaux »**

Les résultats des enquêtes et synthèses statistiques sont systématiquement déclinés par région administrative, par délégation régionale « CNFPT » et éventuellement par département et mis à la disposition de l'échelon géographique régional.

##### **5.2 Aspects « Environnement »**

Rien à signaler

##### **5.3 Aspects « européens »**

Rien à signaler

#### **6. Liste des publications**

Toutes les publications de l'observatoire sont disponibles et téléchargeables sur le site : [www.observatoire.cnfpt.fr](http://www.observatoire.cnfpt.fr)

**INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales**  
**Département Emploi et revenus d'activité**  
**Cellule « Synthèse et conjoncture de l'emploi »**

## 1. Exposé de synthèse

La cellule Synthèse et conjoncture de l'emploi est responsable des estimations d'emploi et de chômage, ainsi que de l'analyse de la conjoncture sur ces sujets. Elle réalise également des projections de population active à long terme (jusqu'à 2060).

Les estimations d'emploi à un niveau géographique fin sont en cours de refonte dans le cadre du projet Estel (échéance septembre 2009). En attendant Estel, la cellule perfectionne la méthode actuelle des estimations d'emploi, en investissant sur l'expertise des sources et les travaux conduits en direction régionale. Ce perfectionnement passe également par une extension progressive du champ des publications trimestrielles d'emploi salarié (secteurs non marchands privés, emploi salarié agricole, etc.).

Parallèlement, la cellule assure la diffusion des séries d'emploi et de chômage, *via* des publications conjoncturelles (*Informations Rapides* à un rythme infra-annuel) ou non (*Insee Résultats* annuels sur l'emploi départemental et sectoriel, les séries longues du marché du travail, les projections de population active). Elle contribue aux *Notes de conjoncture* et à plusieurs autres publications de l'Insee pour présenter la conjoncture de l'emploi et du chômage.

La cellule réalise et publie enfin des études ponctuelles sur le fonctionnement du marché du travail (saisonnalité de l'emploi et de l'activité, halo du chômage, ...).

## 2. Travaux nouveaux pour 2010

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

La cellule participe à deux groupes dans le cadre du projet de refonte de l'enquête Emploi : groupe « techniques avals » et groupe « questionnaire ».

Le premier groupe de travail étudie tous les aspects de construction d'estimateurs à partir des données de l'enquête Emploi : système de pondération et méthode de correction des non-réponses, analyse des biais (biais de rotation, effet *proxy*, etc), construction d'estimateurs longitudinaux, mensualisation des séries, ... Pour l'analyse des biais de réponse dans l'enquête, des appariements exploratoires entre enquête emploi et certains fichiers administratifs sont en cours de réalisation (Dads, Fichier historique des demandeurs d'emploi). La CNIL a d'ores et déjà rendu un avis favorable à l'appariement avec les DADS. Le dossier relatif à l'appariement avec le fichier historique des demandeurs d'emploi est en cours d'examen. Les travaux du groupe de travail ont débuté en 2008 et devraient se poursuivre jusqu'à l'aboutissement du projet de refonte de l'enquête Emploi. Les travaux méthodologiques à partir des appariements de l'enquête Emploi avec les DADS et le fichier historique auront lieu principalement en 2010.

### 2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010

Le champ des estimations trimestrielles d'emploi sera élargi en 2010 afin de tirer parti des améliorations d'Epure 2. Ce champ devrait couvrir la totalité de l'emploi salarié, avec l'entrée dans le champ de l'emploi public, des particuliers employeurs et de l'agriculture.

### 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

Avec la production de l'emploi par zone d'emploi la cellule reprendra à son compte la production des taux de chômage par zone d'emploi (réalisée actuellement par le DAR). L'objectif est ainsi d'assurer une cohérence dans la production statistique des données locales du marché du travail.

### 3. Opérations répétitives

- Estimations trimestrielles nationales du chômage au sens du BIT ; estimations départementales trimestrielles
- Estimations trimestrielles d'emploi salarié concurrentiel ; Estimations d'Emploi Localisées (Estel) au niveau zone d'emploi.

#### 3.1. Enquêtes

Néant.

#### 3.2. Exploitation de fichiers administratifs

Aucune exploitation en production de fichiers administratifs, mais utilisation de fichiers administratifs produits par d'autres divisions de l'Insee ou à l'extérieur, à des fins de production et d'étude : Fichier historique de Pôle emploi, fichier des établissements cotisant à l'Unedic, fichiers des DADS (établissement et poste), fichiers EPURE (données des Urssaf), etc.

#### 3.3. Autres travaux

Néant.

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
Estimations départementales d'emploi et de chômage trimestriel	INSEE - cellule synthèse et conjoncture de l'emploi		Poursuite des séries (les séries départementales d'emploi seront normalement diffusées à partir de la fin 2009, et produites sur une base régulière en 2010)
Indicateurs conjoncturels sur l'emploi et le chômage	INSEE - cellule synthèse et conjoncture de l'emploi		Poursuite des séries d'emploi et de chômage ; prise en compte du rapport du CNIS sur la diversité des indicateurs du marché du travail ; enrichissement des méthodes
Estimations localisées d'emploi	INSEE - cellule synthèse et conjoncture de l'emploi		En 2010 Estel sera en production courante
Estimation trimestrielle du chômage par zones d'emploi	INSEE - cellule synthèse et conjoncture de l'emploi		Poursuite des séries (actuellement réalisée par le DAR)

### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

### 5. Aspects particuliers du programme 2009

#### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Le projet Estel, qui vise (entre autres) à produire le nombre de personnes en emploi au lieu de domicile, a une vocation à servir les intérêts locaux. La « brique » de base pour le calcul des estimations d'emploi sera la commune. Même si les estimations ne seront pas diffusables pour toutes les communes, ce niveau de production permettra un gain important, à la fois en termes de finesse de l'analyse (possibilité, par exemple, de suivre l'emploi dans certaines grosses communes ou agglomérations) et de pertinence des découpages territoriaux (possibilité de zonages « à façon »). Le projet Estel doit aboutir en septembre 2009 par la production de l'emploi au 31.12.2007.

## 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Néant.

## 5.3. Aspects « européens »

La cellule participe à la task force d'Eurostat sur les indicateurs complémentaires au taux de chômage (prolongement des travaux du groupe de travail du CNIS présidé par JB de Foucauld). La dernière réunion aura lieu début 2010 et devrait déboucher sur une proposition de liste d'indicateurs.

## 6. Diffusion des travaux

A cette date, les seules publications qui peuvent être déjà anticipées pour la cellule sont les publications récurrentes habituelles :

- *Informations Rapides* mensuels et trimestriels (emploi et chômage)
- Participation aux notes de conjoncture
- *Insee Résultats* (estimations départementales et régionales d'emploi et de chômage ; séries longues sur le marché du travail)

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2004-2008

RAS

## Annexe

### Liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009

#### Contributions habituelles

Informations Rapides sur l'emploi et le chômage (fréquence mensuelle et trimestrielle)

Vue d'ensemble de la conjoncture du marché du travail (France Portrait Social, ouvrage « les salaires en France », ...)

Fiches « emploi » et « chômage » de la note de conjoncture, encadrés ponctuels

Notes méthodologiques sur les estimations d'emploi et de chômage

#### Insee-Résultats sur le Web

« L'emploi départemental et sectoriel (1989 - 2006) - Le chômage départemental (1981 - 2007) », IR 83 soc, juin 2008

« Séries longues sur le marché du travail (jusqu'à 2006) », IR 82 soc, juin 2008

#### Insee-Première

« Aux frontières du chômage et de l'inactivité », Hélène Thélot, Insee Première, n°1207, Aout 2008

« Deux étudiants du supérieur sur dix ont un emploi », Élise Coudin, *Insee Première*, n°1204, juillet 2008

#### Économie et Statistique

« Projections de population active 2006-2050 : des actifs en nombre stable pour une population âgée toujours plus nombreuse. », Élise Coudin, n°408-409, mai 2008

#### Autres publications

« Le halo de l'emploi et le sous-emploi », dans « L'autre défi de l'emploi : la qualité », *Insee Référence*, Novembre 2008

## Division Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus (EFA)

### 1. Exposé de synthèse

Les sources administratives connaissent une utilisation sans cesse croissante en statistique. Aussi l'Insee a-t-il entrepris de rénover les différentes exploitations qui en sont faites dans le domaine de l'emploi et des salaires. De nouvelles chaînes informatiques de production et une meilleure organisation du travail des agents doivent permettre d'améliorer les délais et la qualité des données, tout particulièrement aux niveaux géographiques les plus fins. Des outils de diffusion plus conviviaux doivent faciliter l'accès des différents utilisateurs aux données. Enfin, l'amélioration de l'information disponible sur l'emploi et les revenus d'activité doit conduire à alléger, ou même à supprimer, certaines enquêtes.

Dans le cadre de la refonte du Système d'information sur l'emploi et les revenus (SIERA), 2010 verra la fin du projet Particuliers-employeurs. L'ensemble du champ salarié sera à cette date couvert en données trimestrielles et annuelles à partir de sources administratives ce qui permettra à Estel de construire un socle d'emploi salarié corrigé de la multiactivité.

### 2. Travaux nouveaux pour 2010

#### 2.1 Enquêtes nouvelles pour 2010

Néant.

#### 2.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010

**PE** : La fin de la mise en service de l'application relative aux salariés des particuliers-employeurs est prévue mi-2010 avec la livraison du fichier détail annuel de diffusion propre aux PE. Au préalable, les données issues de l'application PE auront complété les fichiers annuels de diffusion issus des DADS et d'Epure.

**Siasp** : La refonte du système d'information sur les agents de l'État sera terminée fin 2009. La refonte a consisté à élargir le champ de l'actuel FGE aux trois fonctions publiques en données annuelles et à alimenter l'application Epure 2 en données trimestrielles sur la fonction publique d'État. La production des données est assurée par le pôle Fonction publique de Bretagne.

#### 2.3 Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

Les opérations de maintenance pour prendre en compte le changement de nomenclature d'activité ont été effectuées en 2008. Début 2010, les produits de diffusion annuelle seront disponibles en Naf rev2 sur la validité 2008.

Dans le cadre du changement de nomenclature d'activités, une refonte du fichier d'apprentissage de la CS utilisé par l'application Dads a été engagée. Compte tenu de la qualité croissante de la PCS-ESE déclarée dans les DADS, cette refonte s'accompagne d'une réorientation des travaux de reprise manuelle vers une codification de la PCS-ESE sur l'ensemble du champ salarié. Les premiers résultats exhaustifs en PCS-ESE seront disponibles début 2011.

En 2010, une réflexion sera engagée dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle norme 4DS qui viendra se substituer à la DADS-U diffusée depuis 2002. En parallèle, la division engagera des travaux de refonte pour prendre en compte la montée en charge de la DADS mensuelle (DSN) à compter de 2012.



### 3. Opérations répétitives

Thèmes et opérations	Unité responsable	Observations
Dmmo	F220	Fichiers administratifs mouvements de main d'œuvre (trimestriel)
Colter	F220	Enquête annuelle sur les effectifs des Collectivités territoriales
Epure	F220	Exploitation trimestrielle des fichiers administratifs des Urssaf et de la MSA
PE	F220	Exploitation annuelle et trimestrielle des fichiers administratifs sur les données sociales des salariés des PE
SIASP (ex FGE)	F220	Mise au format commun de données d'emploi et de salaires sur les 3FP
DADS	F220	Exploitation annuelle des DADS et production d'un fichier tous salariés-tous employeurs

#### 3.1. Enquêtes

**Collectivités locales (Colter)** : Enquête sur les effectifs au 31 décembre, dont une nouvelle application de traitement a été déployée au sein de l'Insee début 2002. Les résultats au 31 décembre 2008 seront disponibles début 2010. Ce sera la dernière enquête réalisée, les données correspondantes sortiront désormais de la chaîne Siasp.

#### 3.2. Fichiers administratifs

**DMMO** : Exploitation Dares-Insee des déclarations mensuelles de mouvement de main-d'œuvre des établissements de plus de 50 salariés (évolution mensuelle de l'emploi, entrées et sorties). Sa rénovation s'est achevée en 2004 par la mise en place d'un outil d'accès aux données pour les agents de l'Insee et du ministère du travail.

**Urssaf-MSA** : Exploitation des BRC-Urssaf (Epure) : évolutions trimestrielles de l'emploi et des masses salariales, reprises largement par les estimations d'emploi nationales. L'application Epure 2 a été mise en service au premier semestre 2008. Les données des Urssaf sont complétées en gestion par les employeurs du régime agricole (Agriculture, coopératives, Crédit agricole, Chambre d'agriculture, etc.) et par la fonction publique d'Etat provenant de l'application SIASP. En 2010, les produits de diffusion d'Epure seront complétés par des données trimestrielles en provenance de l'application PE offrant ainsi aux utilisateurs une couverture exhaustive de l'emploi salarié en données conjoncturelles.

**PE** : CESU, DNS, PAJE

L'Insee est destinataire depuis fin 2005, des données sociales relatives aux salariés des particuliers-employeurs. A compter de la validité 2008, ces données sont intégrées dans une chaîne informatique de traitement, l'application « PE ». Cette chaîne produit en sortie un fichier agrégé à destination d'Epure 2 et un fichier détail en complément du champ DADS.

**Dads** : Exploitation annuelle des déclarations sociales des employeurs. Données sur l'emploi et les rémunérations aux différents échelons géographiques.

La norme DADS devrait progressivement permettre de mieux comprendre l'articulation entre les évolutions du net perçu et celles du salaire brut (validité 2007).

En 2010, les efforts pour inciter les entreprises des régimes spéciaux (ex GEN principalement) à déclarer tous leurs agents à la CNAV seront poursuivis. C'est déjà le cas de la RATP, de France Télécom, du CNRS et de la SNCF. Ces actions de sensibilisation, qui visent à supprimer le « bilatéral DGI » sont conduites conjointement avec l'Unité « Très grandes entreprises » (IDF) de la CNAVTS et l'administration fiscale. Ne devrait rester à terme dans le circuit DGI que le régime agricole dont les règles en matière de déclaration sociale diffèrent de celles des autres régimes (pas de BRC mais une DADS trimestrielle).

Conformément aux objectifs concernant SIERA, des fichiers postes et salariés « au format Dads » couvrant l'ensemble des salariés et de leurs employeurs indépendamment de l'application qui les aura produits, seront progressivement mis à disposition des chargés d'étude de l'Insee et des SSM. Ces fichiers seront enrichis des nouvelles variables sur la condition d'emploi (nature du contrat de travail,

quotité du travail, heures travaillées) disponibles dans la norme Dads-U. Des fichiers établissements enrichis en variables d'intérêt seront mis à disposition des chercheurs via le Comité du secret.

**Dads-PCS-ESE** : emplois par sexe et profession. L'enquête sur la structure des emplois (ESE), supprimée en 1999, est désormais intégrée à la Dads. A compter de la validité 2008, cette variable a été rendue obligatoire dans la DADS pour tous les salariés.

**Siasp** : Traitement des fichiers de paie de la Comptabilité Publique et de la Défense et des Dads du champ public. A compter de la validité 2008, la production courante sur les données d'emploi et de rémunération des trois fonctions publiques est assurée par le pôle « FP » de Bretagne.

La nouvelle chaîne permettra de disposer de données homogènes d'emploi et de revenus d'activité par corps et grade sur les trois fonctions publiques. A cet effet, une nomenclature des corps et de grade dans la fonction publique hospitalière a été introduite dans la Dads. Cette nomenclature a été élaborée par la DHOS et la DREES.

#### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

L'enquête Colter étant supprimée, ce seront 80 000 questionnaires en moins envoyés aux collectivités locales en 2010. Les exploitations sur les collectivités territoriales seront effectuées à compter de la validité 2009 à partir des Dads.

Les travaux qualité menés autour des DADS des trois fonctions publiques permettent d'envisager un allègement sensible des autres enquêtes auprès des collectivités locales et de la fonction publique hospitalière pour la fin du moyen terme.

#### 5. Aspects particuliers du programme 2010

##### 5.1 - Aspects « régionaux et locaux »

Les sources administratives sur l'emploi et les rémunérations font l'objet d'investissements pour obtenir des données mieux localisées.

**Dads** : Les travaux de dégroupement des Dads (affectation des salariés à leur bon établissement de travail, dans le cas de déclarations regroupées pour plusieurs établissements de la même entreprise), dont Clap assure la maîtrise, sont intégrés dans les fichiers mis à disposition des utilisateurs. Des actions de sensibilisation sont menées au sein du Comité TDS auprès des gros employeurs continuant à faire des déclarations groupées en infraction avec la législation sociale en matière d'accidents du travail.

**Siasp-État** : Depuis 2005, Clap prend en charge la sirétisation des fichiers de paie des agents de l'État. Comme pour les Dads, Clap transmet le résultat de ces travaux à la section Siasp qui les intègre dans le fichier détail des agents de l'État. Avec la mise en place du volet conjoncturel de Siasp pour Epure, le pôle Fonction publique codifie désormais le SIRET du lieu de travail.

##### 5.2 - Aspects « environnement et développement durable »

Néant.

##### 5.3 - Aspects « européens »

Les réponses aux demandes d'Eurostat concernant les statistiques annuelles de salaires (gains annuels bruts moyens par catégorie socioprofessionnelle) sont établies à partir des Dads depuis fin 1999.

La fourniture trimestrielle à Eurostat de l'évolution des masses salariales par secteur d'activité, en réponse au règlement sur les statistiques conjoncturelles, est assurée à partir des bordereaux Urssaf depuis 2001.

Les extensions ECMOSS et LCI aux employeurs publics devraient être satisfaites en partie à partir d'Epure 2 et de Siasp dès 2010.

## 6. Diffusion des travaux

L'objectif est que l'ensemble des produits en sortie des Dads soit mis à disposition des utilisateurs moins de 18 mois après la fin de la validité de référence. Les publications des résultats définitifs couvriront l'ensemble du champ salarié à compter de la validité 2008 (mise à disposition en 2010).

La publication de résultats avancés sur les salaires du secteur privé devrait intervenir avant la fin de l'année qui suit la clôture de la validité.

Concernant la fonction publique, l'objectif 2010 est de mettre à disposition des données homogènes sur les trois fonctions publiques 2008 16 mois après la fin de la validité de référence (effectifs par statut et décomposition des rémunérations). Ces données alimentent en effet le rapport faits et chiffres dans la Fonction publique présenté aux partenaires sociaux à l'été 2010.

A compter de janvier 2010, l'application ARIANE qui calcule le provisionnement des retraites des agents de l'État pourrait être alimentée en données provisoires 2010.

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Dmmo	F220			Arrêt de la diffusion
Colter	F220			Supprimée à c de 2010
Epure	F220			
DADS	F220		Dads tous salariés à c de 2008  Passage à la PCS	Pas de retard  Repoussé à la validité 2009
Application PE	F220	Mise en production complète mi-2010		Pas de retard
Application SIASP (ex FGE)	F220	Mise en production complète fin 2009		Pas de retard

## Annexe

### Liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009

#### **DMMO :**

Insee-Résultats Web annuel sur les mouvements de main-d'œuvre dans les établissements de plus de 50 salariés et plus », résultats 2006, n°77 Soc février 2008.

#### **Dads :**

Insee-Résultats Web « les salaires dans l'industrie, le commerce et les services » résultats 2006, n°88 soc, Insee.fr, novembre 2008.

Insee-Première sur les salaires dans les entreprises en 2007 à paraître en avril 2009.

Insee-Première sur la difficulté de devenir cadre par promotion n° 1062, janvier 2006.

Insee-Première évaluation des conditions d'emploi entre 1977 et 1999 n°1104, octobre 2006.

La multiactivité dans le secteur marchand en 2003 Données sociales, édition 2006.

Guide nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles des emplois salariés d'entreprise (PCS-ESE) 2003 en janvier 2003

#### **PE :**

Insee-Première "Les salariés des particuliers-employeurs en 2006" n°1173 - Janvier 2008

Dossier sur le revenu salarial 2006 de ces personnels dans l'ouvrage « Référence sur les salaires », novembre 2008.

Dossier sur les employeurs de service à la personne en 2006 pour « France portrait social », automne 2008.

#### **Siasp-État :**

Insee-Résultats Web sur les agents de l'État au 31 décembre 2004, n°61 soc, mars 2007.

Insee-Résultats Web sur les salaires des agents de l'État, validité 2002-2003-2004, n°76 soc, Insee.fr février 2008.

Insee-Première sur les salaires des agents de l'État en 2006, n° 1211, octobre 2008.

Insee-Première sur les agents de l'État au 31 décembre 2003, n° 1034, juillet 2005.

Dossier Économie et Statistiques sur l'emploi public, n° 369-370, 2003.

#### **Collectivités territoriales :**

Insee-Première sur l'emploi dans les collectivités territoriales au 31.12.2006, n° 1205, juillet 2008.

Insee-Première sur les salaires dans la fonction publique territoriale en 2006, n° 1223, février 2009.

Insee-Résultats Web sur les effectifs au 31 décembre 2006, n° 90 soc, janvier 2009.

## Division Emploi

### 1. Exposé de synthèse

En 2010, la refonte de l'enquête Emploi sera bien amorcée. Tout d'abord, l'extension de l'échantillon sera finalisée au T2 2009 ; la taille de l'échantillon aura alors été augmentée de 50%. Le renouvellement de l'échantillon actuel débutera alors. En outre, la suite du projet de rénovation de l'enquête à horizon de l'année 2012 sera en préparation. Ce projet englobe notamment une réécriture de la chaîne de traitement qui a vieilli. Le questionnaire sera également revu (notamment le module formation qui cherchera à mieux cerner les reprises d'étude et à distinguer les formations formelles et non-formelles). L'enquête Emploi dans les Dom sera homogénéisée avec celle de la métropole, afin de permettre une meilleure intégration des résultats des Dom et de ceux de la métropole. Une mensualisation de l'exploitation des données sera étudiée ainsi que la façon de mieux couvrir les communautés. Enfin, les travaux méthodologiques permettant de fiabiliser les résultats de l'enquête seront poursuivis : méthodes de correction des non-réponses, analyse des biais dans l'enquête, construction éventuelle d'estimateurs longitudinaux.

Le module complémentaire européen attaché à l'enquête Emploi portera sur la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale (2010).

Les travaux sur l'implémentation de la nomenclature internationale des professions (CITP) revue en 2008 et sur l'articulation des nomenclatures de professions et des nomenclatures sociales française et européenne/internationale seront poursuivis.

L'année sera chargée côté conception d'enquête, sur les thèmes de la formation continue (AES) et de l'évaluation des compétences des adultes (IVQ/Piaac).

### 2. Travaux nouveaux pour 2010

#### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

En 2010, le module complémentaire européen attaché à l'enquête Emploi portera sur la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale.

En avril 2010, la capisation du nouveau questionnaire de l'enquête Emploi sera finalisée et un test en bureau aura lieu. Un test Capi sera mené en octobre 2010 pour tester ce nouveau questionnaire sur le terrain.

La conception d'AES 2011 (Adult Education Survey), en co-maîtrise d'ouvrage avec la Dares, devra être finalisée, pour une collecte en 2011. Il en sera de même pour IVQ (Information et Vie Quotidienne) et Piaac (Programme for international assessment of adult competencies) (collecte en 2011 et 2012). Par ailleurs, il faudra concevoir le module complémentaire européen 2011, portant sur l'emploi des personnes handicapées.

#### 2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2010

Néant.

#### 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2010

Néant.

### 3. Opérations répétitives

#### 3.1. Enquêtes

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi	Observations
Enquête sur l'emploi	Division emploi		
Enquête sur l'emploi dans les DOM	CRIEM		
Enquête sur l'entrée dans la vie adulte	Division emploi		
Gestion des nomenclatures PCS et spécialités de formation	Division emploi		

#### 3.2. Exploitation de fichiers administratifs

Sans objet.

#### 3.3. Autres travaux

Sans objet.

### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet.

### 5. Aspects particuliers du programme 2009

#### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Sans objet.

#### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Sans objet.

#### 5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Sans objet.

#### 5.4. Aspects « européens »

La division Emploi participe à la task force d'Eurostat de préparation du module complémentaire 2012 sur le passage à la retraite. Elle participera également à la task force préparatoire à l'enquête AES.

La task force d'Eurostat sur l'amélioration de la qualité des variables éducation dans l'enquête emploi et les autres enquêtes ménages devrait se terminer fin 2009, et déboucher sur des propositions concrètes de modification des variables européennes sur le champ des diplômes et de la formation tout au long de la vie.

Les travaux sur les nomenclatures internationales socioprofessionnelles seront à mener en lien avec Eurostat, notamment avec ce qu'Eurostat mettra en place sur Esec suite aux réponses, en juin 2009, à l'appel d'offres européen sur le test du projet de nomenclature socio-économique européenne Esec.

### 6. Diffusion des travaux

La diffusion des résultats trimestriels de l'enquête Emploi sur le chômage et le sous-emploi se poursuivra sous la forme d'Informations Rapides. Les résultats de l'ensemble de l'enquête sur l'année 2009 seront diffusés avec : un Insee Première au mois de mai 2010 portant sur les résultats structurels de l'année 2009 ; des tableaux détaillés (Insee Résultats) sur le site internet de l'Insee à l'été 2010 ; le fichier de données individuelles anonymisées sur le site internet de l'Insee à l'été 2010 ;

un fichier de production et de recherche géré par le Centre Quételet à l'été 2010 ; de nombreux tableaux sur divers supports de publication de l'Insee.

Une liste des publications diffusées en 2008-2009 est jointe en annexe.

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

### TRAVAUX NOUVEAUX

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi	Observations
Module complémentaire 2010 Conciliation entre vie professionnelle et vie familiale	Division emploi		
Module complémentaire 2011 Emploi des personnes handicapées	Division emploi/Dares		
IVQ	Division emploi (encore incertain)		Date prévue : fin 2011
PIAAC	Division emploi (encore incertain)		Date prévue : 2012
AES	Division emploi - Dares		Date prévue : 2011
FQP	Division emploi		Date prévue : 2013
Projet de refonte de l'enquête emploi	Division emploi		Date prévue de mise en place : 2012

## Annexe

### liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009

#### INSEE Première

- François Chevalier, Isabelle Macario-Rat, Anne Mansuy - Une photographie du marché du travail en 2007, n°1206, août 2008
- Magali Befly (Depp), Élodie Leprévost (Depp), Daniel Martinelli (Insee) - Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2007 : Formation et emploi des jeunes dans les régions françaises, n°1219, janvier 2009

#### Fichier de données individuelles

- Fichier détail des données de l'enquête Emploi de l'année 2006 : juillet 2008
- Fichier détail des données de l'enquête Emploi de l'année 2007 : décembre 2008
- Fichier de production et de recherche du module complémentaire 2003 Formation tout au long de la vie : septembre 2008
- Fichier de production et de recherche de l'enquête complémentaire à l'enquête emploi de 2005 sur les conditions de travail : février 2008
- Fichier de production et de recherche de l'enquête Entrée dans la vie adulte 2005 et 2006 : septembre 2008

#### Insee Résultats

- Enquête Emploi 2007 (octobre 2008)

## Division Salaires et revenus d'activité

### 1. Exposé de synthèse

Comme les années précédentes, l'activité de la division en 2010 sera fortement structurée par les règlements européens adoptés ces dernières années et régissant la production de données structurelles et conjoncturelles sur les salaires et le coût du travail.

Le règlement européen cadre n° 530/1999 du 9 mars 1999 qui régit les enquêtes sur le coût de la main-d'œuvre (ECMO) et sur la structure des salaires (ESS), prévoit une enquête sur le coût de la main d'œuvre 2008 à livrer en 2010 et une enquête sur la structure des salaires en 2010 à livrer à Eurostat en juillet 2012. Si l'Ecmo 2008 couvre, comme déjà l'Ecmo 2004, le champ de la santé et de l'éducation, l'ESS 2010 devra couvrir, en plus, le champ de l'administration (État et collectivités locales) et peut-être celui des entreprises de moins de 10 salariés. Pour ce faire, l'Ecsmoss classique sera étendue, pour la validité 2009 (enquête réalisée en 2010) aux collectivités locales via le dispositif habituel et une enquête postale combinée à l'exploitation du fichier de paie des agents de l'état permettra d'assurer l'extension à la fonction publique d'Etat. Si l'extension aux très petites entreprises devient obligatoire en 2010, l'Insee y répondra sans extension du champ de l'Ecsmoss, mais grâce au recours aux DADS combinés à l'enquête Acemo annuelle (de la DARES) dédiée à ce type d'entreprise via le rajout d'une variable supplémentaire.

C'est dans le cadre d'un autre règlement (le règlement cadre n° 450/2003 du 27 février 2003) que l'Insee produit régulièrement depuis le début 2005 l'indice du coût du travail (ICT). En juin 2009, on réalisera le basculement de l'ICT dans la nouvelle nomenclature et l'extension au non-marchand (santé, éducation, administration). Cela pourrait se traduire à échéance de deux ou trois ans par la production d'indicateurs conjoncturels nouveaux sur les salaires dans la fonction publique. Parallèlement, en 2009, en remplacement de l'ICHT, l'Insee produira un nouvel indice de coût du travail pour l'indexation des contrats. Ce nouvel indice proche de l'ICT se déclinera lui aussi dans la nouvelle nomenclature. Il a été présenté à la formation Emploi-Revenus du 14 mars 2008.

Concernant les revenus des non-salariés, le projet de la base de données ETI (revenu et effectif des non-salariés) couvrant l'ensemble du champ, notamment les agriculteurs et les professions médicales devrait aboutir en juin 2009 permettant notamment à Estel de déboucher à la même date.

Enfin, en 2010, un ensemble de panels permettra de suivre les trajectoires des salariés du public comme du privé ainsi que celles des non-salariés. Un appariement global (salarié + non-salariés) de ces panels est envisagé à cet horizon (2010 ou 2011), sous réserve d'un accord de la Cnil.

Au final, tous ces projets pourraient être affectés par le projet de création du pôle statistique de Metz.

### 2. Travaux nouveaux pour 2010

#### 2.1 Enquêtes vraiment nouvelles

- Les Ecsmoss, en 2010, ne sont plus des enquêtes nouvelles même si en 2010 leur champ sera étendu. Elles sont évoquées dorénavant dans la rubrique « Enquêtes répétitives ».

- En 2011, une enquête postale au domicile de 20 000 agents de l'état sera lancée pour couvrir ce segment des Ecsmoss (en complément des données déjà disponibles dans le fichier de paie des agents de l'état). Elle portera notamment sur la formation et la carrière du salarié. Ce sera la première enquête de ce type réalisée sur ce public sur le thème des salaires. L'année 2010 sera consacrée à la préparation de cette enquête postale.

#### 2.2 Sources administratives nouvelles

L'étude des revenus des travailleurs indépendants et employeurs privilégiait jusqu'à présent les sources fiscales (fichiers des BIC/BNC) ainsi que les DADS pour les dirigeants salariés.

Depuis 2004, l'Insee a lancé un projet de constitution d'une base de données ETI plus large (Entrepreneurs individuels mais aussi gérants majoritaires) à partir de deux sources administratives



(l'Acoss et la MSA) couvrant un champ beaucoup plus large (avec notamment les agriculteurs et les professions de santé). Ce projet qui se veut pour les non-salariés l'équivalent des Dads et qui a été présenté à la séance du 24 février 2006 du CNIS devrait être opérationnel en juin 2009. Il permettra d'enrichir notablement la connaissance des revenus des non salariés. Il alimentera Estel (Estimation localisée d'emploi).

A horizon 2010 ou 2011, les divers panels gérés par SRA (DADS, SIASP et NS) seront reformatés pour être en cohérence avec le futur EDP. De la sorte, on bénéficiera pleinement de l'élargissement de l'EDP. De plus, on envisage de rapprocher le panel « tous salariés » du panel NS pour étudier comment les trajectoires salariales antérieures des créateurs d'entreprises permettent de comprendre leur dynamique propre. Cela fera l'objet d'une demande à la Cnil.

### 2.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

En juillet 2010, l'Insee devra fournir à Eurostat les résultats de l'Ecmo 2008. Cette livraison fondée sur l'agrégation des deux vagues d'enquête (Ecmoss 2007 et 2008), se fera en juin 2010. Comme pour l'Ecmo 2004, le champ requis couvre l'éducation et la santé. Cette réponse se fera, pour le second secteur, comme pour le secteur marchand à partir de des 2 enquêtes, mais pour ce qui est de l'éducation, s'appuiera sur le fichier de paie des agents de l'État.

Depuis juin 2005, on livre chaque trimestre à Eurostat, qui le diffuse, un indice du coût du travail. A partir de juin 2009, année de basculement de la statistique d'entreprise dans la nouvelle nomenclature d'activité, cet indice a été étendu aux secteurs non-marchands. Cela devrait probablement nous permettre de diffuser en 2011 de nouveaux indicateurs de salaires dans les 3 fonctions publiques.

Cette refonte de l'ICT a été l'occasion d'une réflexion sur la rénovation du dispositif des ICHT-TS mise en œuvre en 2009.

## 3. Opérations répétitives

En 2006, après être passée au Comité du Label, l'Enquête sur la Structure des Salaires 2005, dans sa nouvelle configuration, en lien avec le projet d'annualisation des enquêtes sur le coût de la main-d'œuvre et la structure des salaires, est, pour la première fois, sur le terrain de mars à décembre, dans un format de questionnaire orienté sur la structure des salaires. En 2007, on a réalisé la deuxième vague de la même enquête, complétée par une enquête postale auprès d'un sous-échantillon de salariés, à leur domicile, pour recueillir des éléments complémentaires sur leur diplôme, leurs carrières, leur ménage ainsi que des questions quant à leur appréciation de leur salaire.

En 2008 et en 2009 l'Ecmoss avec un format de questionnaire orienté Ecmo et un questionnaire allégé par rapport à celui de l'Ecmo 2004 (notamment sur la durée réelle du travail) a permis l'achèvement d'un premier cycle de 4 ans.

C'est pourquoi, l'Ecmoss repassera en 2009 au CNIS pour avis d'opportunité, en vue du prochain cycle de 4 ans.

Depuis le début 2008, l'Insee et la Dares ont commencé à diffuser les premiers résultats du dispositif annualisé.

### Travaux répétitifs

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
Ecmoss	F240		Annuel
ICT	F240		Trimestriel
Ouvrage Les salaires en France	F240		Annuel jusqu'à présent, rénovation en cours
Ouvrage « Les revenus d'activité des indépendants »	F240		Tous les 2 ans
Base « Non-salariés »	F240		Annuel
Panel « Tous salariés »	F240		Annuel

#### **4. Allègement de la charge statistique des entreprises**

Concernant l'Ec Moss, la fourniture de résultats pour les entreprises de moins de 10 salariés, qui pourrait être à l'avenir demandée par Eurostat, pourrait se faire en 2010 sans alourdissement de la charge statistique pesant sur les entreprises, à partir des Dads et de l'enquête Acemo réalisée par la Dares auprès de cette population.

#### **5. Aspects particuliers du programme 2010**

##### **5.1. Aspects « régionaux et locaux »**

Le projet non-salarié alimente directement depuis 2009 un autre projet de l'Insee consacré aux estimations localisées d'emploi (Estel).

Par ailleurs, la mise à disposition de la base non-salariés exhaustive devrait permettre des études fines au niveau local sur l'emploi et les revenus des non-salariés.

##### **5.2. Aspects « environnement et développement durable »**

Néant.

##### **5.3. Aspects « européens »**

Le cadre européen conditionne largement la statistique sur les salaires. Au niveau structurel, les enquêtes biennales sur le coût de la main-d'œuvre et la structure des salaires sont régies par un règlement européen. Et, au niveau conjoncturel, l'Insee fournit chaque trimestre un indice de coût du travail (ICT) et l'évolution des masses salariales pour l'industrie, le BTP et les services. De même, SRA fournit à Eurostat des données annuelles sur le coût de la main-d'œuvre et sur les salaires.

C'est dans ce cadre que deux grandes opérations de la division, l'ICT et l'Ec Moss sont réalisées.

#### **6. Diffusion des travaux**

La diffusion des travaux sur les salaires se fait prioritairement selon 4 voies

- Productions d'Insee Première annuels sur les salaires ou les revenus d'activité
- Réalisation régulière de deux ouvrages de la collection Référence l'un sur les salaires l'autre sur les revenus d'activité des non-salariés.
- Contributions régulières sur le thème des salaires et des revenus d'activité dans d'autres publications de l'INSEE (France Portrait Social, Regards sur la parité, TEF).
- Mise à disposition de données sur le Web. A travers la rubrique « La France en faits et en chiffres », un nombre de plus en plus important de tableaux documentés est mis à disposition.

Une réflexion est en cours sur l'ouvrage de référence annuel sur les salaires. Est à l'étude notamment la possibilité d'élargir son contenu aux conditions d'emploi (qualité de l'emploi) et de salaires des salariés.

#### **7. Suivi des travaux prévus au programme moyen terme 2009-2013**

## Travaux nouveaux

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
Extension de l'Ecmoss aux administrations d'état et locales (Ecmoss 2009)	F240		A mettre en œuvre en 2010
Enquête complémentaire à l'Ecmoss 2010	F240		A mettre en œuvre en 2011. A destination des agents de l'État. Questionnaire portant notamment sur la carrière et la formation initiale
Extension de l'Ecmoss aux moins de 10 salariés	F240		Si demande d'Eurostat, à mettre probablement en œuvre en 2010 ou 2011 en s'appuyant sur l'enquête annuelle Acemo des moins de 10 salariés de la Dares.
Extension de l'Indice trimestriel du coût du travail aux sections L, M, N, O.	F240		A mettre en œuvre au début 2009
Rénovation de l'Indice du Coût Horaire du Travail (ICHT)	F240		A mettre en œuvre au début 2009
Indice des traitements bruts de la FPE	F240		Suppression (fin 2009) au profit d'un nouvel indice de la DGAFP, l'EMGI
Rénovation de la base « non-salariés »	F240		Base mise en production en juin 2009 qui devrait donner lieu à une première rénovation en 2010 ou 2011

## Annexe

### Liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009

#### INSEE-Première

- Les salaires dans les entreprises en 2006 : une hausse modérée- N°1174 - janv 2008
- Le revenu d'activité des entrepreneurs individuels en 2005 - N°1175 - fevr 2008
- Les salaires des agents de la fonction publique territoriale en 2005 - N°1182 - mars 2008
- Industrie, commerce, services, De l'influence du territoire sur les revenus des non-salariés - N°1185 - avril 2008
- Les salaires des agents de l'État en 2006 - N°1211 - oct. 2008
- Une heure de travail salarié en 2004 - 2 fois plus cher mais 2 fois plus productive qu'en 1975 - N°1214 - nov. 2008
- Les salaires des agents de la fonction publique territoriale en 2006- N°1224 - fév. 2009

#### Collection Références

- Contribution à la Vue d'ensemble
- France Portrait social 2008-2009 (novembre 2008).
- Les salaires en France, édition 2008 - novembre 2008.

**Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi**  
**Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville**  
**DARES - Sous-direction « Emploi et marché du travail »**

## 1. Exposé de synthèse

La sous direction Emploi Marché du Travail traite des domaines de l'emploi, du chômage, des métiers et des qualifications ainsi que de l'emploi des personnes handicapées. Elle publie des informations conjoncturelles mensuelles et trimestrielles (demandeurs d'emploi en fin de mois, mouvements de main d'œuvre, entrées et sorties des salariés dans les établissements, évolution de l'emploi salarié, évolution de l'intérim, tensions sur le marché du travail), assure le suivi annuel des mesures défensives de la politique de l'emploi (restructurations, chômage partiel, mesures de préretraites et de retraites progressives) et conduit des travaux d'études et d'évaluation, notamment sur l'accompagnement des demandeurs d'emploi, l'utilisation des contrats par les entreprises, les emplois vacants, la prospective des métiers et des qualifications, l'indemnisation du chômage.

Au cours de l'année 2010, les travaux visant à mieux rendre compte du fonctionnement du marché du travail, suite aux recommandations du rapport du groupe de travail du Cnis présidé par J.-B. de Foucauld, se poursuivront : l'enquête auprès des demandeurs d'emploi entrants sur les listes de Pôle emploi sera menée et exploitée, en collaboration avec Pôle emploi ; les estimations trimestrielles d'emplois vacants dans le secteur marchand seront améliorées et étendues à un champ plus large (secteur non marchand, entreprises de 1 à 9 salariés) si les études de faisabilité concluent que cela est possible ; les exploitations du fichier issu du rapprochement des DADS et du FHS seront poursuivies.

Afin d'améliorer la qualité des statistiques sur les flux de main-d'œuvre, la refonte du dispositif de collecte des DMMO et des EMMO, entamée en 2009, sera poursuivie. La collecte sera sous traitée et une gestion de référentiel commune aux deux dispositifs sera assurée à la DARES pour mieux prendre en compte la démographie des entreprises. Des études sur les ruptures de contrat de travail à partir de ces sources seront menées.

Les évolutions et la dynamique du marché du travail par métiers seront étudiées : rénovation des « fiches-métiers » par la prise en compte de nouvelles sources et des nouvelles nomenclatures de Familles professionnelles ; projections à moyen terme d'emploi par métiers dans le cadre de l'exercice sur la prospective des métiers à l'horizon 2020, piloté par le CAS.

La sous-direction continuera à mener des travaux d'évaluation sur l'accompagnement des demandeurs d'emploi et participera à l'évaluation du RSA. Enfin, l'année 2010 verra la fin de l'élaboration du module 2011 de l'enquête Emploi sur l'insertion des personnes handicapées.

## 2. Travaux nouveaux pour 2010

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

- Enquête auprès des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (en collaboration avec la Drees).
- Enquête auprès des demandeurs d'emploi entrants sur les listes de Pôle emploi (en collaboration avec Pôle emploi).
- Fin de l'élaboration du module 2011 de l'enquête Emploi sur l'insertion des personnes handicapées

## **2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010**

- Étude sur les ruptures de contrat de travail à partir de DMMO et EMMO.
- Exploitation approfondie du fichier issu du rapprochement des DADS et du FHS (sur l'accompagnement, l'indemnisation, l'activité réduite).
- Aménagements de la chaîne des déclarations d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH) en fonction des modifications de la législation.

## **2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010**

- Pour améliorer la qualité des statistiques sur les flux de main-d'œuvre, le dispositif de collecte sera refondu. La collecte des DMMO et celle des EMMO seront sous traitées. Une gestion de référentiel commune aux deux dispositifs sera assurée à la DARES afin de mieux prendre en compte la démographie des entreprises. L'ensemble des applications sera expertisé et un guide statistique rédigé.
- Pour améliorer l'expertise sur l'emploi et les mouvements de main d'œuvre, les différentes sources permettant de décrire leurs caractéristiques structurelles (taille, sexe, âge, types de contrats, modalités de fin de contrat...) seront comparées. Ce chantier débute en 2009 sur la mesure des embauches par type de contrat, avec les sources DMMO-EMMO, DADS et DUE.
- Les estimations trimestrielles d'emplois vacants fondées actuellement sur ACEMO pour le secteur marchand seront améliorées et complétées éventuellement par des données sur les secteurs non marchands et sur les entreprises de 1 à 9 salariés, si les études de faisabilité concluent que cela est possible.
- La nomenclature des Familles professionnelles, révisée suite à la refonte de la nomenclature ROME de l'ANPE, servira de référence aux travaux sur les métiers, en particulier ceux relatifs à la prospective et aux projections d'emploi en 2020.
- Rénovation des « fiches-métiers » : prise en compte des nouvelles sources et des nouvelles nomenclatures (familles professionnelles en fonction du nouveau ROME de Pôle Emploi), mise au point d'une nouvelle présentation et rénovation des indicateurs. Cette rénovation induira des travaux nouveaux sur la transformation des structures des métiers, la mobilité professionnelle et les entrées et sorties de métiers.
- Exercice sur la prospective des métiers à l'horizon 2020. La nouvelle méthode de prospective des métiers, mise au point par le groupe de travail piloté par le CAS, sera appliquée pour les prochaines projections à moyen terme d'emploi par métiers
- Exploitation de l'enquête TeO

## **3. Opérations répétitives**

<b>Opérations répétitives</b>	<b>Unité responsable</b>	<b>Suivi</b> <i>(ne rien inscrire)</i>	<b>Observations</b>
<b>Enquêtes</b>			
Enquête sur les mouvements de main-d'œuvre auprès des établissements de 1 à 49 salariés, en complément de la déclaration mensuelle à laquelle sont assujettis les établissements de 50 salariés ou plus	DARES SD-EMT		
Enquête Sortants : publication trimestrielle	DARES SD-EMT		
<b>Exploitation de fichiers administratifs</b>			
Exploitation des déclarations mensuelles de mouvements de main-d'œuvre	DARES SD-EMT		
Exploitation des fichiers mensuels de relevés de missions d'intérim	DARES SD-EMT		
Statistiques mensuelles sur les demandeurs d'emploi inscrits et les offres collectées par Pôle emploi	DARES SD-EMT		
Exploitation du fichier historique des demandeurs d'emploi de Pôle emploi	DARES SD-EMT		
Exploitation des fichiers des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE et des offres déposées à l'ANPE pour évaluer les tensions par métiers	DARES SD-EMT		
Exploitation annuelle de l'exercice 2008 de la DOETH	DARES SD-EMT		
<b>Autres travaux répétitifs</b>			
Suivi statistique de l'emploi dans le secteur marchand	DARES SD-EMT		
Suivi statistique des ruptures conventionnelles	DARES SD-EMT		
Production trimestrielle des indicateurs du SPE : taux de sortie de Pôle emploi de plus de trois mois nationaux et régionaux pour certains publics cibles, éloignés de l'emploi	DARES SD-EMT		
Suivi statistique des dispositifs de préretraites publiques et des dispenses de recherche d'emploi	DARES SD-EMT		
Suivi statistique des mesures d'accompagnement des plans sociaux	DARES SD-EMT		
Suivi statistique de la récurrence sur les listes de Pôle emploi	DARES SD-EMT		
Bilan annuel des allocations de la solidarité	DARES SD-EMT		
Bilan annuel de l'indemnisation du chômage	DARES SD-EMT		
Poursuite des travaux sur les tensions par métiers et étude de leur lien avec les emplois vacants par secteurs d'activité	DARES SD-EMT		
Suivi de l'harmonisation des nomenclatures des métiers au niveau international (Esec, Isco)	DARES SD-EMT		

#### **4. Allègement de la charge statistique des entreprises**

- Depuis 2007, les entreprises assujetties à la déclaration mensuelle de mouvements de main-d'œuvre peuvent télé-déclarer leur déclaration. En 2009, un nouveau service sera offert, la déclaration via un échange de données informatisées. En 2010, la télédéclaration sera étendue à l'enquête EMMO.
- Mise au point éventuelle de l'échange de données informatiques pour la DOETH, en fonction des résultats de l'étude d'opportunité menée en 2009.

#### **5. Aspects particuliers du programme 2010**

##### **5.1. Aspects « régionaux et locaux »**

- Le système d'information sur l'intérim et sur les flux de main-d'œuvre dans les grands établissements continuera de fournir des résultats par région ou département.
- Les services déconcentrés n'interviendront plus dans la collecte des DMMO (régions test en 2010, généralisation en 2011).
- Mise à jour de l'outil sur les tensions du marché du travail par Fap fines et par régions. Alimentation de l'outil du PSAR de Lille (Insee).
- Alimentation des SEPES en données sur les demandeurs d'emploi et les offres d'emploi collectées par Pôle emploi.

##### **5.2. Aspects « environnement et développement durable »**

néant

##### **5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »**

Participation aux travaux d'évaluation sur le RSA et l'accompagnement des demandeurs d'emploi

##### **5.4. Aspects « européens »**

- Amélioration des estimations d'emplois vacants (demande d'Eurostat).
- Participation avec l'Insee aux travaux sur l'harmonisation des nomenclatures de professions
- Suivi des nomenclatures des métiers au niveau international (Esec, Isco)
- Participation aux travaux sur la prospective par métiers menés au niveau européen (cedefop)
- Mise au point du module ad-hoc 2011 sur l'insertion des personnes handicapées

#### **6. Diffusion des travaux**

Les études de la Dares feront essentiellement l'objet de publication sous la forme de « Premières Synthèses » tandis que les indicateurs seront diffusés dans les publications « Premières Informations ».

#### **7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013**

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Système d'information emploi/chômage/personnes handicapées	Dares	En cours en 2009		Poursuite en 2010
Ruptures du contrat de travail	Dares	En cours en 2009	A partir de EMMO-DMMO et de la remontée de données administratives sur les ruptures conventionnelles	Poursuite en 2010
Suivi des formes particulières d'emploi	Dares	En cours en 2009 sur l'intérim	Suite du Rapport de Foucauld	
Trajectoires des demandeurs d'emploi à partir du FH-DADS	Dares	En cours en 2009	Suite du Rapport de Foucauld	
Entrants sur les listes de Pôle emploi	Dares	Démarrage fin 2009	Suite du Rapport de Foucauld	
Emplois vacants, besoins en main d'œuvre	Dares	Groupe de travail piloté par la Dares en vue de répondre à la demande européenne	Suite du Rapport de Foucauld	
Incitation au retour à l'emploi (RSA)	Dares	Mise en place du SI en 2009		Études d'évaluation commencées fin 2009
Nomenclatures de métiers	Dares	En cours		
Prospective des métiers	Dares	Début de projections d'emploi par métiers		
Exploitation de l'enquête TeO	Dares	Débutera en 2009		



## Annexe

## Publications diffusées effectivement en 2008-2009

2008

	Type	Titre
01.1	PI	Marché du travail en novembre 2006
01.2	PI	Conjoncture de l'emploi et du chômage au 3e trimestre 2007 : rebond de l'activité, l'emploi continue sur sa lancée
04.1	PI	Évolution de l'emploi salarié en novembre 2007 : indicateurs mensuels
06.1	PI	Marché du travail en décembre 2006
06.2	PI	Tensions sur le marché du travail au 3e trimestre 2007
07.1	PI	Mouvements de main-d'œuvre au 4e trimestre 2006
07.2	PI	Emploi intérimaire au 3e trimestre 2007
08.1	PI	Évolution de l'emploi salarié en décembre 2007 : indicateurs mensuels
09.3	PS	Quand les demandeurs d'emploi travaillent : un tiers des inscrits à l'ANPE exercent une activité réduite
10.2	PI	Marché du travail en janvier 2008
12.1	PI	Emploi salarié au 4e trimestre 2007
12.2	PI	Évolution de l'emploi salarié en janvier 2008 : indicateurs mensuels
14.1	PI	Marché du travail en février 2008 SORTIE LE 27 MARS
16.2	PI	Conjoncture de l'emploi et du chômage au 4e trimestre 2007 : l'emploi reste dynamique malgré un ralentissement de l'activité
16.3	PI	Mouvements de main-d'œuvre en 2006
17.2	PI	Évolution de l'emploi salarié en février 2008
18.1	PI	Tensions sur le marché du travail au 4e trimestre 2007
19.1	PI	marché du travail en mars 2008
21.1	PI	Évolution de l'emploi salarié en mars 2008
23.1	PI	Marché du travail en avril 2008
23.2	PI	Emploi intérimaire au 4e trimestre 2007
25.1	PI	Insertion par l'activité économique en 2006
25.4	PI	Emploi salarié au 1er trimestre 2008
25.5	PI	Évolution de l'emploi salarié en avril 2008
26.1	PI	Emploi, chômage, population active : bilan des évolutions 2005-2007
27.1	PI	Marché du travail en mai 2008
28.1	PS	Loi d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés du 10 juillet 1987 : éléments de bilan
28.3	PI	Dispense de recherche d'emploi fin 2008 : 5,9 % des 55-64 ans
29.1	PI	Conjoncture emploi chômage au 1er trimestre 2008
30.2	PI	Tensions sur le marché du travail au 1er trimestre 2008
30.3	PI	Évolution de l'emploi salarié en mai 2008
32.1	Pi	Marché du travail en mai 2008
33.2	PI	Emploi intérimaire au 1er trimestre 2008
33.4	PI	Évolution emploi salarié en juin 2008
35.2	PI	Marché du travail en juin 2008
36.1	PI	Emploi intérimaire au 2e trimestre 2008
36.2	PI	Nombre de personnes dispensées de recherche d'emploi se stabilise en 2006
37.1	PI	Mouvements de main-d'œuvre au 2e semestre 2007
37.2	Pi	Évolution de l'emploi salarié en juillet 2007
37.3	PI	Emploi salarié au 2e trimestre 2008

39.1	PI	Du contrat nouvelles embauches au CDI
40.1	PI	Marché du travail en août 2008
40.2	PS	Forte baisse des autorisations de chômage partiel entre 1995 et 2005
41.2	PI	Emploi intérimaire au deuxième trimestre 2008 : en fort repli
42.1	PI	Évolution de l'emploi salarié en août 2008
43.1	PI	Conjoncture de l'emploi et du chômage au 2ème trimestre 2008
44.1	PI	Marché du travail en septembre 2008
44.2	PS	Emploi et chômage des 50-64 ans en 2007
46.1	PS	Obligation d'emploi des personnes handicapées en 2006
46.2	PI	Tensions sur le marché du travail au 2e trimestre 2008
46.3	PI	Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 3e trimestre 2008 : résultats provisoires
46.4	PI	Évolution de l'emploi salarié en septembre 2008
47.1	PS	Accès à l'emploi des personnes handicapées en 2007
48.1	PI	Marché du travail en octobre 2008
51.2	PI	Emploi salarié au 3e trimestre 2008
51.3	PI	Évolution de l'emploi salarié en octobre 2008
51.7	PS	Profil des demandeurs d'emploi selon leur statut au regard de l'indemnisation au titre du chômage en 2006
135	Document d'étude	« Recours au chômage partiel entre 1995 et 2005 »
141	Document d'étude	« Modèles de projections d'emploi par métier à moyen terme. Panorama des expériences menées dans différents pays »
142	Document d'étude	« Retour sur l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en 2005 et 2006 : une estimation révisée de l'impact des modifications de la gestion et du suivi des demandeurs d'emploi sur le nombre d'inscrits à l'ANPE, en tenant compte de l'indemnisation »
	Autres publications	<p>« Femmes et hommes dans l'emploi », in L'emploi nouveaux enjeux 2008, Insee-références, pp. 85-94</p> <p>« Métiers de femmes, métiers d'hommes : où en est-on ? » Monique Meron in <i>Les relations formation-emploi</i> en 55 questions, Jean-Jacques Paul et José Rose éd. Dunod, 2008, pp. 17-24</p> <p>« Salaires par métiers » in « Les salaires en France », Insee-Références 2008</p> <p>« Contribution à la mise au point d'une nouvelle méthode de projection d'emploi par métier » rapport de stage ENSAE de Céline Duval sous la direction de Laure Omalek</p> <p>Fiche sur l'emploi des personnes handicapées dans « L'emploi nouveaux enjeux » - Insee-références 2008</p> <p>« L'usage des contrats de travail » dans « l'emploi nouveaux enjeux », Insee – références 2008</p>

**2009**

01.1	PI	Marché du travail en novembre 2008
05.2	PI	Marché du travail en décembre 2008
09.1	PI	Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en janvier 2009
13.1	PI	Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en février 2009
03.3	PI	Conjoncture de l'emploi et du chômage au 3e trimestre 2008
07.1	PI	Tensions sur le marché du travail au 3e trimestre 2008
09.3	PI	Préretraites publiques en 2007
12.1	PS	Emploi et chômage des 15-29 ans en 2007
03.2	PI	Évolution de l'emploi salarié en novembre 2008
07.2	PI	Évolution de l'emploi salarié en décembre 2008
11.1	PI	Emploi salarié au 4e trimestre 2008
03.3	PI	Conjoncture de l'emploi et du chômage au 3e trimestre 2008
05.1	PI	Emploi intérimaire au 3e trimestre 2008
05.3	PS	La mobilité entre métiers : 30% des personnes en emploi en 1998 avaient changé de métier en 2003

## **DARES - Sous-direction « Suivi et évaluation des politiques d'emploi et de formation professionnelle »**

### **1. Exposé de synthèse**

Tout au long du moyen terme 2009-2013, les divers dispositifs de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle continueront à être suivis et évalués : exploitation régulière des données administratives sur les publics et les structures, enquêtes statistiques sur les bénéficiaires ou les utilisateurs, enquêtes de suivi permettant d'évaluer l'impact du passage en dispositif. En 2010, les opérations nouvelles devraient porter notamment sur les jeunes signataires d'un contrat d'autonomie et les personnes passées par les structures de l'insertion par l'activité économique. Les enquêtes en 2 vagues, réalisées en 2008 et 2009, visant à connaître le devenir des bénéficiaires de contrats aidés, de contrats de professionnalisation et de stages de formation, ainsi que les conditions de déroulement de ces dispositifs, seront largement exploitées et valorisées.

Les systèmes d'information seront adaptés aux évolutions des dispositifs (notamment pour la mise en place du contrat unique d'insertion en 2010) et la dématérialisation croissante devrait permettre une réduction des délais d'exploitation des données de suivi (par exemple sur les contrats d'apprentissage ou les organismes agréés de services à la personne).

Les données physiques et financières sur les politiques de l'emploi continueront à alimenter la base de données européenne « Politiques du marché du travail » (PMT).

L'enquête sur la formation continue en entreprise CVTS 4 (Continuous Vocational Training Survey), régie par un règlement européen, doit avoir lieu en 2011. Elle sera préparée en 2009 et 2010. La Dares y sera associée, le Céreq étant pilote de cette enquête. Un règlement d'application relatif à l'enquête européenne AES (Adult Education Survey) sur la participation des adultes à la formation tout au long de la vie doit aussi être préparé en 2009-2010, pour une collecte éventuelle à ce stade en 2011-2012. La Dares, l'Insee, le Céreq et la DEPP devraient participer à ces travaux préparatoires et à la conception de la prochaine AES en France.

### **2. Travaux nouveaux pour 2010**

#### **2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an**

Différentes enquêtes ponctuelles ou de périodicité supérieure à l'année, contribuant à l'évaluation des politiques de l'emploi et de formation professionnelle, ont été inscrites au programme du moyen terme 2009-2013, sans que puissent toutefois être anticipées toutes les opérations de cette nature, le lancement d'enquêtes nouvelles ou renouvelées pouvant être nécessaire compte tenu des nouveaux dispositifs mis en place ou des évolutions des dispositifs existants.

Au cours de l'année 2010, devraient ainsi être lancées :

- une enquête auprès de jeunes des quartiers ayant signé un contrat d'autonomie dans le cadre du Plan Espoir Banlieues, afin de connaître leur parcours, les modalités de l'accompagnement dont ils ont bénéficié et leur opinion sur le dispositif ;
- une enquête auprès de personnes passées par les structures de l'insertion par l'activité économique, afin de connaître leur devenir ainsi que les modalités du passage dans la structure (activité professionnelle, accompagnement social...).

Par ailleurs, la Dares s'associera le cas échéant au projet d'expérimentation sur le dispositif « Défense 2<sup>ème</sup> chance » qui pourrait être lancé en lien avec la Délégation interministérielle à la Ville.

L'enquête sur la formation continue en entreprise CVTS 4 (Continuous Vocational Training Survey), régie par un règlement européen, doit avoir lieu en 2011. Elle sera préparée en 2009 et 2010. La Dares y sera associée, le Céreq étant pilote de cette enquête. Un règlement d'application relatif à l'enquête européenne AES (Adult Education Survey) sur la participation des adultes à la formation

tout au long de la vie doit aussi être préparé en 2009-2010, pour une collecte éventuelle à ce stade en 2011-2012. La Dares, l'Insee, le Céreq et la DEPP devraient participer à ces travaux préparatoires et à la conception de la prochaine AES en France.

Si l'engagement de la France dans le projet PIAAC (Programme for the International Assessment of Adult Competencies), vaste programme de l'OCDE sur les compétences des adultes, est confirmé, la Dares devrait participer au suivi du projet, qui déboucherait sur le lancement d'une enquête internationale en 2012 avec un test d'assez grande ampleur en 2010.

## **2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010**

Le contrat unique d'insertion doit être mis en place au 1<sup>er</sup> janvier 2010 et prendre la forme d'un nouveau CAE fusionnant les actuels CAE et CAV et d'un nouveau CIE fusionnant les CIE et CIRMA. Le système d'information sur les contrats aidés sera alors adapté à ces évolutions, ainsi que les exploitations statistiques des conventions d'embauche (profil des entrants, caractéristiques des contrats et des employeurs...), dans la lignée des travaux antérieurs sur les contrats aidés du Plan de cohésion sociale.

La mise en place du plan de modernisation de l'insertion par l'activité économique en 2009 conduit à refondre le système d'information, et notamment à disposer d'indicateurs de suivi des sorties plus riche que par le passé. Ces données devraient faire l'objet d'exploitations nouvelles en 2010.

Le suivi des contrats d'apprentissage devrait pouvoir être réalisé à partir de 2010 sur la base de l'application Ari@ne, et non plus des formulaires Cerfa papier, le système de suivi dématérialisé des contrats de professionnalisation étant quant à lui opérationnel depuis 2008. Dans les deux cas, les systèmes de suivi dématérialisés doivent permettre de disposer non seulement de flux, mais aussi de stocks.

Le suivi du secteur des services à la personne devrait tirer profit en 2010 à la fois du traitement par l'Insee des données sur les particuliers-employeurs, qui pourrait permettre de disposer de données sur l'emploi et les heures rémunérées à un rythme trimestriel, et des investissements réalisés sur le champ des organismes agréés, l'extranet nOva mis en place par l'Agence nationale des services à la personne devant alors être très largement utilisé par les organismes et permettre une remontée plus rapide des données sur leur activité et leurs salariés.

Plus généralement, se poursuivront en 2010 les travaux de consolidation des systèmes d'information sur les politiques de l'emploi et de la formation professionnelle ou d'adaptation aux évolutions des dispositifs.

## **2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010**

Les travaux d'analyse d'impact, contrôlant rigoureusement des biais de sélection entre personnes passées par un dispositif et personnes non bénéficiaires, continueront à être développés, sur la base d'enquêtes ou de données administratives telles que le fichier historique des demandeurs d'emploi : impact du passage en contrat aidé sur la trajectoire professionnelle, impact d'un accompagnement renforcé sur le taux de retour à l'emploi, impact du passage des demandeurs d'emploi en formation sur la durée du chômage et le type d'emploi retrouvé...

## **3. Opérations répétitives**

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
<b>Enquêtes</b>			
<b>Exploitation de fichiers administratifs</b>			
Conventions d'embauches en contrats aidés	DARES-SEPEFP		A adapter en 2010 à la mise en place du contrat unique d'insertion
Bénéficiaires d'un accompagnement à la création d'entreprise par la NACRE	DARES-SEPEFP		Système d'information mis en place en 2009
Structures et salariés de l'IAE	DARES-SEPEFP		Système d'information refondu en 2009
Suivi des organismes agréés de services à la personne (activité et salariés)	DARES-SEPEFP		Une réduction des délais de mise à disposition est attendue de la mise en place de l'extranet nOva
Embauches exonérées dans les territoires	DARES-SEPEFP		
Exploitation des fichiers de politiques d'emploi géolocalisés (ZUS/hors ZUS)	DARES-SEPEFP		
Contrats d'apprentissage	DARES-SEPEFP		Le système de suivi dématérialisé devrait être opérationnel en 2010, permettant une réduction des délais d'exploitation
Contrats de professionnalisation	DARES-SEPEFP		Le système de suivi dématérialisé est opérationnel depuis 2008 : dès le 1 <sup>er</sup> semestre 2009 sont publiées les données sur 2008
Activité des missions locales et suivi du CIVIS	DARES-SEPEFP		Suivi en continu. Adaptations éventuelles suivant fin ou prolongation du CIVIS en 2010
Validation des acquis de l'expérience	DARES-SEPEFP		La saisie d'un formulaire Cerfa interministériel devrait permettre d'avoir des données individuelles pour tous les ministères certificateurs
Jeunes signataires d'un contrat d'autonomie	DARES-SEPEFP		Saisie des contrats et des formulaires de suivi mise en place en 2009
<b>Autres travaux répétitifs</b>			
Élaboration des comptes de l'emploi	DARES-SEPEFP		La publication devrait se caler sur le champ des politiques ciblées de la base européenne Politiques du marché du travail (à partir de 2009)
Élaboration de la dépense nationale pour la formation professionnelle et l'apprentissage	DARES-SEPEFP		

#### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Le suivi statistique standard des politiques d'emploi et de formation professionnelle est réalisé sur la base de données administratives (par exemple : conventions d'embauches en contrat aidé, entrées en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, suivi des organismes agréés de services à la

personne, etc.), de plus en plus souvent dématérialisées. Pour 2010, des progrès sont notamment à attendre sur le suivi des contrats d'apprentissage ou des services à la personne (cf. point 2.2).

Les enquêtes réalisées auprès des bénéficiaires des dispositifs s'appuient sur ces données comme bases de sondage et visent à compléter les informations – souvent limitées, voire inexistantes sur le devenir des bénéficiaires – y figurant, en veillant à ne pas redemander aux enquêtés d'informations déjà connues par les données administratives (pour 2010, exemples de l'enquête auprès des jeunes signataires d'un contrat d'autonomie ou sur le devenir des personnes sorties des structures de l'IAE).

## **5. Aspects particuliers du programme 2009**

### **5.1. Aspects « régionaux et locaux »**

La Dares souhaite développer des études visant à analyser les disparités régionales de mobilisation de politiques publiques d'emploi et de formation professionnelle. Après l'analyse en 2009 des disparités des trajectoires des jeunes à la sortie d'un CIVIS, celles d'insertion des sortants de contrats aidés devraient faire l'objet d'analyses en 2010. Les travaux visant à suivre et analyser la mise en œuvre des politiques publiques d'emploi dans les territoires de la politique de la ville seront poursuivis.

La nouvelle refonte du tableau de bord mensuel de suivi des politiques d'emploi et d'accompagnement des restructurations entreprise en 2009 devrait déboucher sur la mise à disposition de données détaillées et de modules cartographiques au niveau régional et départemental non seulement sur les nouvelles entrées en mesure, mais aussi sur les effectifs présents à un moment donné.

### **5.2. Aspects « environnement et développement durable »**

Un des piliers du développement durable met l'accent sur la nécessité de conserver et mobiliser au mieux le capital humain disponible. La formation professionnelle, le développement des compétences et les politiques publiques visant à améliorer l'employabilité des personnes en difficultés d'insertion participent de ce fait à une bonne mobilisation des ressources humaines au service du développement durable. Les travaux qui seront menés sur ces thèmes contribuent sous cet aspect à améliorer la connaissance quantitative ou qualitative du développement durable.

### **5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »**

Par ses missions, la sous-direction du suivi et de l'évaluation des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle développe de nombreux travaux d'évaluation des politiques publiques dans ses domaines de compétence (cf. point 2). Pour mémoire, les enquêtes nouvelles en 2010 qui contribueraient à l'évaluation des politiques publiques seraient :

- une enquête auprès de jeunes des quartiers ayant signé un contrat d'autonomie dans le cadre du Plan Espoir Banlieues ;
- une enquête auprès de personnes passées par les structures de l'insertion par l'activité économique ;
- la Dares s'associera le cas échéant au projet d'expérimentation sur le dispositif « Défense 2<sup>ème</sup> chance » qui pourrait être lancé en lien avec la Délégation interministérielle à la Ville.

Par ailleurs, en 2008-2009 la sous-direction du suivi et de l'évaluation des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle a lancé de nombreuses enquêtes visant à contribuer à l'évaluation des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle. Ces enquêtes seront exploitées au cours des années 2009 et 2010 au minimum et la collecte des données se poursuivra en 2010 pour une partie d'entre elles. Parmi ces enquêtes, certaines permettent des analyses d'impact, en contrôlant des biais de sélection entre personnes passées par un dispositif et personnes non bénéficiaires :

- une enquête de suivi destinée à évaluer l'expérimentation menée dans le cadre du marché d'accompagnement des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur par des opérateurs privés de placement a démarré mi-2008 et se poursuivra jusqu'en 2010 ;
- les enquêtes de suivi lancées en 2009 dans le cadre de l'expérimentation « accompagnement renforcé des apprentis » à Tulle s'étaleront jusqu'en 2011 ;
- une enquête en deux vagues auprès de bénéficiaires d'un contrat aidé du Plan de cohésion sociale et d'une population-témoin a été lancée fin 2008 et se poursuit en 2009 ; elle vise à

évaluer l'impact du passage en contrat aidé sur la trajectoire professionnelle des demandeurs d'emploi ainsi qu'à connaître le déroulement du contrat.

D'autres ne permettent pas de réelles analyses d'impact, mais par la connaissance des bénéficiaires des dispositifs et de leurs parcours, contribuent à l'évaluation qui peut en être faite :

- une enquête en deux vagues (2008, 2009) auprès des bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation sera exploitée en 2010 ; elle vise à connaître la trajectoire professionnelle des bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation ainsi que le déroulement du contrat ;
- une enquête en deux vagues (2008, 2009) auprès de demandeurs d'emploi ayant suivi un stage de formation sera exploitée en 2010 ; elle vise à connaître la trajectoire professionnelle des stagiaires ainsi que le déroulement du stage.

Enfin, l'exploitation de fichiers administratifs contribue également à l'évaluation des politiques publiques, avec analyse d'impact dans certains cas (analyse de l'impact des formations suivies par les demandeurs d'emploi sur leur trajectoire par exemple, sur la base du fichier historique des demandeurs d'emploi apparié avec les DADS).

#### **5.4. Aspects «européens »**

L'enquête sur la formation continue en entreprise CVTS 4 (Continuous Vocational Training Survey), régie par un règlement européen, doit avoir lieu en 2011. Elle sera préparée en 2009 et 2010. La Dares y sera associée, le Céreq étant pilote de cette enquête. Un règlement d'application relatif à l'enquête européenne AES (Adult Education Survey) sur la participation des adultes à la formation tout au long de la vie doit aussi être préparé en 2009-2010, pour une collecte éventuelle à ce stade en 2011-2012. La Dares, l'Insee, le Céreq et la DEPP devraient participer à ces travaux préparatoires et à la conception de la prochaine AES en France.

### **6. Diffusion des travaux**

Les études de la Dares feront essentiellement l'objet de publication sous la forme de « Premières Synthèses » tandis que les indicateurs seront diffusés dans les publications « Premières Informations ».

### **7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013**



Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
enquête en deux vagues auprès des bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation	DARES-SEPEFP	Réalisation en 2008 et 2009	Vague 2008 réalisée, vague 2009 en préparation	
enquête en deux vagues auprès de demandeurs d'emploi ayant suivi un stage de formation	DARES-SEPEFP	Réalisation en 2008 et 2009	Vague 2008 réalisée, vague 2009 en préparation	
enquête de suivi destinée à évaluer l'expérimentation menée dans le cadre du marché d'accompagnement des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur par des opérateurs privés de placement	DARES-SEPEFP	Réalisation de mi-2008 à 2010	En cours selon le calendrier prévu	
enquêtes de suivi destinées à évaluer l'expérimentation « accompagnement renforcé des apprentis » à Tulle	DARES-SEPEFP	Réalisation de début 2009 à 2011	En cours selon le calendrier prévu	
enquête auprès de jeunes ayant signé un contrat d'autonomie dans le cadre du Plan Espoir Banlieue	DARES-SEPEFP	Envisagée pour 2010	Prévue pour 2010	
enquête en deux vagues auprès de bénéficiaires d'un contrat aidé du Plan de cohésion sociale et d'une population-témoin	DARES-SEPEFP	Réalisation en 2008 et 2009	Vague 2008 réalisée, vague 2009 en préparation	
enquête auprès de personnes passées par les structures de l'insertion par l'activité économique	DARES-SEPEFP	Envisagée pour 2009 ou 2010	Envisagée pour 2010	
projet d'expérimentation sur le dispositif « Défense 2 <sup>ème</sup> chance »	DARES-SEPEFP	Envisagé sur 2009 et 2010	Non encore décidé	
Préparation, suivi, exploitation de la prochaine enquête européenne AES	DARES-SEPEFP	Calendrier imprécis alors	Début des travaux de la task force européenne en juin 2009	
Participation au programme PIAAC	DARES-SEPEFP	Test en 2010, collecte en 2012	Modalités de participation de la France encore incertaines	

## Annexe

## Publications diffusées effectivement en 2008-2009

## 2008

04.2	PS	Congé individuel de formation
14.2	PS	Formation continue (enquête REPONSE)
14.3	PS	Tenter un diplôme au cours de sa carrière
15.1	PI	Apprentissage en 2006
15.2	PI	Contrat de professionnalisation en 2006
33.1	PS	Formation des demandeurs d'emploi en 2006
34.1	PS	Candidats à la VAE d'un titre ou diplôme de niveau V en 2005
34.2	PS	Parcours des candidats à la VAE d'un titre ou diplôme de niveau V
44.3	PS	VAE en 2006 dans les ministères certificateurs
44.4	PS	Entreprises et VAE : quels usages ?
47.2	PS	Offre de formation continue en 2006
49.1	PS	Dépense nationale pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage en 2006
02.1	PS	Activité des missions locales et PAIO en 2006
02.2	PS	Contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)
09.1	PS	Devenir des créateurs d'entreprise bénéficiaires de l'Accre en 2004
09.2	PS	Bénéficiaires de l'Accre jugent l'accompagnement à la création d'entreprise
20.1	PS	Contrats d'aide à l'emploi du PCS dans les zones urbaines sensibles en 2006
25.1	PI	Insertion par l'activité économique en 2006
25.2	PI	Aides aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise en 2006
29.3	PS	Contrat d'insertion dans la vie sociale : la moitié des jeunes sur la voie de l'insertion 18 mois après
30.1	PS	Coût de la politique de l'emploi en 2006
33.1	PS	Formation des demandeurs d'emploi en 2006
35.1	PS	Devenirs des salariés sortis d'un contrat aidé du PCS en 2006, six mois après la fin de l'aide de l'État
41.1	PS	Usage de la médiation et processus de professionnalisation dans le dispositif adultes-relais
47.3	PS	Embauches dans les territoires de la politique de la ville en 2006
48.2	PS	Services à la personne en 2006
51.1	PS	Activité des missions locales et PAIO en 2007
51.4	PS	Contrats aidés du plan de cohésion sociale en 2007
136	Document d'étude	« Enquête auprès des chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise ayant bénéficié de l'ACCRE en 2004 »
	Autres publications	« Créations et créateurs d'entreprises » dans « l'emploi, nouveaux enjeux », Insee – références, 2008 « L'accompagnement des jeunes peu qualifiés par les missions locales », Les travaux de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale 2007-2008, documentation Française, avril. « Les jeunes de ZUS accompagnés par les missions locales », Rapport 2008 de l'Observatoire National des ZUS, novembre.

## 2009

08.1	PS	VAE au ministère chargé de l'emploi en 2007
07.4	PS	Contrat jeunes en entreprise : bilan fin 2007

## DARES - Sous-direction « Salaires, travail et relations professionnelles »

### 1. Exposé de synthèse

La sous-direction « Salaires, travail et relations professionnelles » traite des domaines des salaires, du temps de travail, des relations professionnelles, des conditions de travail et de la santé au travail. Elle est chargée du dispositif ACEMO (enquêtes sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre).

Quatre axes prioritaires structureront l'activité de la sous-direction en 2010 :

1. La prise en compte dans le dispositif ACEMO du besoin d'informations résultant des évolutions législatives et réglementaires (évolution des dispositifs d'épargne salariale, modification du calendrier de revalorisation du SMIC). Par ailleurs, sera engagée la refonte des enquêtes ACEMO. Elle visera à rendre mieux compte des évolutions des principaux éléments des rémunérations ainsi que des caractéristiques des salariés directement concernés par les relèvements du SMIC. On s'attachera à accroître la rationalisation de la partie structurelle du dispositif, à la lumière des évolutions de l'ensemble du système d'observation de l'emploi et des revenus (DADS-U, dispositif ECMOSS, ...). La refonte sera « lourde » et supposera à la fois une modification des questionnaires et des applications informatiques. La possibilité de répondre *via* Internet sera par ailleurs offerte aux entreprises.

2. La production de données et d'études sur la santé et les itinéraires professionnels ainsi que sur les risques psycho sociaux au travail. L'enquête SIP (Santé et itinéraire professionnel) sera notamment mobilisée ; sa deuxième vague sera réalisée fin 2010. En 2010 commencera la préparation de la nouvelle édition de l'enquête « Conditions de travail » de 2012 : elle se déroulera dans des conditions largement renouvelées dans la mesure elle ne sera plus une enquête complémentaire à l'enquête Emploi et où il est envisagé de la coupler à une enquête « Entreprises ».

La sous-direction concourra également aux efforts faits pour améliorer l'information sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et, en liaison avec l'Institut national de veille sanitaire, publiera des données renouvelées.

3. Le suivi de l'évolution des relations professionnelles, de l'implantation des institutions représentatives et des syndicats, de la négociation d'entreprise et des conflits. La quatrième édition de l'enquête REPONSE (Relations professionnelles et négociations d'entreprises) sera lancée. L'enquête a pour objectif de comprendre la dynamique des relations professionnelles au sein des établissements entre directions, institutions représentatives du personnel et salariés. L'évolution du questionnaire visera notamment à appréhender les premiers impacts de la réforme, engagée en 2009, des règles de représentativité et l'évolution des dispositifs de rémunération.

4. La poursuite des travaux relatifs au temps de travail : sa durée (grâce à l'exploitation des enquêtes ECMOSS et de l'enquête Emploi) et son organisation dans le contexte des évolutions législatives intervenues.

### 2. Travaux nouveaux pour 2010

#### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

##### • Les salaires

Le département « salaires et conventions salariales » poursuivra l'exploitation des enquêtes ACEMO sous leur forme actuelle qui constituera jusqu'en 2012 le socle de l'activité de production. Cependant les évolutions de la législation conduiront le département à modifier son calendrier d'observation des salariés concernés par les revalorisations du SMIC. De même, l'enquête PIPA relative à l'épargne salariale sera adaptée en fonction de l'évolution des dispositifs.

L'année 2010 verra également la poursuite des exploitations du dispositif annualisé des enquêtes sur le coût de la main-d'œuvre et la structure des salaires (ECMOSS) de l'INSEE, pour mesurer les inégalités salariales entre hommes et femmes et selon l'origine, ou encore pour analyser les caractéristiques des salariés au SMIC. D'autres sources (DADS, enquête emploi, panel DADS) seront aussi mobilisées pour analyser les inégalités salariales. Des confrontations entre les résultats produits à l'aide de ces différentes sources seront produites, en particulier pour ce qui concerne les dispositifs d'épargne salariale.

La fourniture d'informations statistiques sur les salaires par branches professionnelles (ou par regroupement de celles-ci en champs conventionnels) constituera une priorité maintenue du département.

#### • Les relations professionnelles

En 2010-2011 le département «relations professionnelles et temps de travail» lancera la quatrième édition de l'enquête REPONSE (Relations professionnelles et négociations d'entreprises) qui se déroule tous les six ans, les précédentes ayant eu lieu en 1992-1993, 1998-1999 et 2004-2005. L'enquête a pour objectif de comprendre la dynamique des relations professionnelles au sein des établissements entre directions, institutions représentatives du personnel et salariés. Le questionnement porte sur la présence et la nature des instances de représentation du personnel, la tenue de négociations, la conclusion d'accords collectifs ainsi que l'existence de conflits. Elle repose sur des entretiens en face à face avec des représentants de la direction et des représentants du personnel d'établissements des secteurs concurrentiels non agricoles ainsi que sur l'interrogation, par voie postale, d'un échantillon représentatif de leurs salariés.

#### • La santé au travail et les conditions de travail

- **Santé et itinéraire professionnel** : La deuxième vague de l'enquête SIP (Santé et itinéraires professionnels), réalisée par l'INSEE pour le compte de la DARES et de la DREES, sera réalisée fin 2010.
- **Conditions de travail** : En 2010 commencera la préparation de la nouvelle édition de l'enquête « Conditions de travail » de 2012. Cette nouvelle édition de l'enquête se déroulera dans des conditions largement renouvelées dans la mesure où cette enquête ne sera plus complémentaire à l'enquête Emploi et que l'on envisage de la coupler à une enquête « Entreprises ».
- **Accidents du travail et maladies professionnelles** : La DARES publiera en 2010 des indicateurs sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (AT-MP) du régime général (CNAM-TS) pour les années 2007-2008. Elle élargira cet exercice aux données de la MSA.

### 2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010

Néant

### 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

Une nouvelle refonte des enquêtes ACEMO sera mise en chantier à partir de 2010. Tout en conservant le socle de l'observation conjoncturelle de l'emploi, des salaires et de la durée du travail, elle visera à rendre mieux compte des évolutions des principaux éléments des rémunérations (salaires, primes, épargne salariale) ainsi que du nombre et des caractéristiques des salariés directement concernés par les relèvements du SMIC. A cette occasion, on s'attachera à accroître la rationalisation de la partie structurelle du dispositif, à la lumière des évolutions de l'ensemble du système d'observation de l'emploi et des revenus (enrichissement de la DADS-U, mise à profit améliorée du dispositif ECMOSS, ...). Seront plus particulièrement concernées l'enquête complémentaire sur la répartition des salariés et les conventions collectives, l'enquête PIPA et l'enquête sur les petites entreprises (TPE), qui couvre les entreprises de moins de 10 salariés. La refonte sera « lourde » et supposera à la fois une modification des questionnaires et des applications informatiques. La possibilité de répondre *via* l'internet sera par ailleurs offerte aux entreprises.

## 3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
<b>Enquêtes</b>			
Enquête trimestrielle ACEMO (y compris un volet spécifique sur le SMIC)	SCS		Calendrier du volet SMIC modifié suite à la modification de la date de revalorisation du SMIC (déplacée du 1 <sup>er</sup> juillet au 1 <sup>er</sup> janvier à partir de 2010)
Enquête annuelle complémentaire ACEMO sur la répartition des salariés et les conventions collectives	SCS		
Enquête annuelle ACEMO sur la négociation, la représentation des salariés et les conflits	SCS-RPTT		Enquête annuelle ayant pour objectif de fournir des indicateurs réguliers sur l'importance de la négociation dans les entreprises, son contenu et ses acteurs ainsi que sur les grèves (part des entreprises ayant connu au moins une grève et nombre de jours de grève). Elle est réalisée en début d'année auprès de 10 000 entreprises du champ ACEMO.
Enquête annuelle ACEMO sur les très petites entreprises	SCS		Enquête annuelle sur les entreprises de 1 à 9 salariés
Enquête annuelle ACEMO sur la participation, l'intéressement, les plans d'épargne d'entreprise et l'actionnariat des salariés (PIPA)	SCS		
<b>Exploitation de fichiers administratifs</b>			
Exploitation des accords liés à l'épargne salariale (y compris les nouveaux dispositifs)	SCS		
Exploitation plus systématique de la source DADS pour produire des données sur les salaires auparavant issues du dispositif ACEMO, allégé depuis la refonte de 2005-2006 et pour produire des indicateurs par branches professionnelles	SCS		
Licenciements des salariés protégés	RPTT		Fichier construit à partir de l'instruction, par les services de l'Inspection du travail, des demandes d'autorisation de licenciement de salariés protégés ou du contrôle des dossiers de rupture conventionnelle les concernant.
<b>Autres travaux répétitifs</b>			
Apurement/redressement des enquêtes annuelles ECMOSS	SCS		
Suivi des accords d'entreprise	RPTT		Ces travaux reposent sur l'exploitation d'une base de données issues des informations enregistrées par les services départementaux du ministère du travail lors du dépôt obligatoire des accords par les entreprises. Ces données permettent notamment d'identifier les entreprises ou les établissements déposant les textes ainsi que les caractéristiques principales de ces derniers : leur nature (accord, avenant, dénonciation, désaccord, adhésion), les signataires et les thèmes

			principaux. Outre une exploitation annuelle sur données provisoires au premier trimestre 2010 pour le Bilan de la négociation collective en 2009, une exploitation des données définitives sera réalisée au second semestre 2010 et ses résultats publiés sous la forme d'un 'Premières Synthèses' (nouveau introduite dès 2009).
Enquête Santé et Itinéraires Professionnels, 2 <sup>e</sup> vague (2010) <b>(sous réserve de l'obtention du label en juin 2009)</b>			Après une première interrogation réalisée fin 2006-début 2007 auprès de 14000 personnes dans le cadre de l'enquête Santé et Itinéraires Professionnels, l'INSEE procède pour le compte de la DARES et de la DREES à une seconde interrogation fin 2010 auprès des mêmes personnes, pour lesquelles un suivi d'adresse a été organisé. Il s'agit de décrire les principaux événements de santé et de carrière professionnelle intervenus entre les deux vagues, ainsi que l'état de santé et les conditions d'emploi et de travail à la date de la deuxième interrogation, de façon à permettre des analyses longitudinales des liens entre itinéraires professionnels et santé des personnes

#### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

- Enquêtes ACEMO

L'échantillon de l'enquête trimestrielle ACEMO était passé de 62 000 à 57 000 établissements en janvier 1996, puis en janvier 1999 à 38 000. Depuis janvier 2006, seuls 33 500 établissements sont enquêtés : un important investissement méthodologique a permis de relever le seuil d'exhaustivité de 100 à 250 salariés, tout en améliorant la précision.

Parallèlement, la simplification des questionnaires et la substitution des DADS aux enquêtes ont été poursuivies et approfondies. Plusieurs questions ont été supprimées et le questionnement a été adapté aux systèmes d'information des entreprises, afin de faciliter la réponse de ces dernières et de raccourcir le temps de réponse.

Pour autant, la qualité et la quantité des informations produites n'ont pas diminué. La coopération étroite avec l'INSEE a notamment permis de rationaliser le dispositif d'observation en matière d'emploi et de salaires : l'enquête annuelle ACEMO a ainsi pu être supprimée grâce à l'annualisation du dispositif (préexistant) de collecte des enquêtes sur le coût de la main-d'œuvre et la structure des salaires, et aux avancées dans la mise à disposition de l'exploitation des DADS.

Depuis 2006, le suivi des salariés bénéficiaires de la revalorisation du SMIC est effectué à partir de l'exploitation conjointe d'une question posée dans l'enquête sur les petites entreprises et d'un volet spécifique au questionnaire de l'enquête trimestrielle portant sur le 2<sup>ème</sup> trimestre, évitant ainsi l'envoi d'une enquête ad hoc sur ce thème.

Depuis 2007, l'échantillon de l'enquête sur la participation, l'intéressement, les plans d'épargne d'entreprise et l'actionnariat des salariés (PIPA) a été limité au champ des entreprises de 10 salariés ou plus. Le nombre d'unités enquêtées a ainsi été ramené de 23 000 à 17 000 entreprises. Dans le même temps, un questionnement spécifique sur le thème de l'épargne salariale a été intégré à l'enquête sur les entreprises de 1 à 9 salariés, par substitution à un questionnement devenu obsolète.

La prochaine refonte du système d'enquêtes ACEMO sera mise en chantier à partir de 2010. Elle devrait permettre d'accroître encore la rationalisation de la partie structurelle du dispositif, à la lumière des évolutions de l'ensemble du système d'observation de l'emploi et des revenus (enrichissement de la DADS-U, mise à profit améliorée du dispositif ECMOSS, ...). La possibilité de répondre *via* l'internet sera par ailleurs offerte aux entreprises.

## 5. Aspects particuliers du programme

### 5.1 - Aspects « régionaux et locaux »

Néant

### 5.2 - Aspects « environnement et développement durable »

Néant

### 5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

#### Suivi des rémunérations :

Les principales préoccupations identifiées sur le sujet sont :

- la production de données sur les niveaux et variations de salaires dans des nomenclatures correspondant mieux aux niveaux de la négociation en la matière ;
- le dénombrement, les caractéristiques et le montant des rémunérations effectivement perçues par les salariés « au SMIC » ;
- les inégalités de rémunérations liées aux caractéristiques des personnes, et en premier lieu au genre ;
- l'impact des dispositifs d'épargne salariale (écarts de rémunérations, substitution éventuelle avec les salaires,...).

La réponse à ces demandes passera par une exploitation plus systématique des données administratives et enquêtes existantes ou d'ores et déjà programmées.

### 5.4 - Aspects « européens »

Les indicateurs statistiques demandés par Eurostat dans le cadre du règlement STS (heures travaillées dans l'industrie et la construction) sont élaborés et transmis chaque trimestre depuis 2001 par le département « Relations professionnelles et temps de travail » dans les délais prévus.

Le département « salaires et conventions salariales » fournit également chaque trimestre à l'INSEE depuis la mi-2003 une mesure des emplois vacants : un questionnement sur les difficultés de recrutement et le nombre d'emplois vacants a été introduit à cet effet dans le questionnaire de l'enquête trimestrielle, à compter du quatrième trimestre 2002.

## 6. Diffusion des travaux

Les études de la Dares feront essentiellement l'objet de publication sous la forme de « Premières Synthèses » tandis que les indicateurs seront diffusés dans les publications « Premières Informations ».

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Refonte du dispositif ACEMO	SCS	2012	Début du projet en 2010	Travaux préparatoires engagés
Dispositif ECMOSS	SCS	2013	automatiser au mieux l'intervention de la DARES sur les fichiers bruts fournis par l'INSEE	En cours
Enquête REPONSE	RPTT	2010	Enquête périodique	Travaux préparatoires engagés
Enquête Conditions de travail	CTS	2012	Début du projet en 2010	

## Annexe

### liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009

#### Relations professionnelles et Temps de travail

16.1	PS 2008	Paradoxe du syndicalisme français
17.1	PI 2008	Heures supplémentaires au 4e trimestre 2007
27.3	PS 2008	Négociations collectives et grèves en 2006 dans le secteur marchand : la question salariale au centre des négociations d'entreprise et des grèves
28.2	PI 2008	Heures supplémentaires au 1er trimestre 2008
40.3	PI 2008	Élections aux comités d'entreprise en 2005-2006
40.4	PI 2008	Heures supplémentaires au 2ème trimestre 2008
40.5	PS 2008	Évaluation du volume d'heures supplémentaires rémunérées des salariés des secteurs concurrentiels en 2006
03.1	PI 2009	Heures supplémentaires au 3e trimestre 2008
06.1	PS 2009	Licenciement des salariés protégés et gestion de la main-d'œuvre par les entreprises
137	Documents études	Élections aux comités d'entreprise de 1989 à 2004 : une étude de l'évolution des implantations et des audiences syndicales
139	Documents études	Mesurer les grèves dans les entreprises : des données administratives aux données d'enquêtes
140	Documents études	Évaluation de la loi du 4 mai 2004 sur la négociation d'accords dérogatoires dans les entreprises
143	Documents études	Enquête sur trois secteurs : la Poste, sous-traitance pétrochimique et restauration rapide. Le syndicalisme face aux différentes formes de la flexibilité
144	Documents études	Flexibilité et action collective. Salariés précaires et représentation syndicale
145	Documents études	Les retournements de l'improbable. Les conditions de la mobilisation collective des intermittents du spectacle et des salariés de grandes librairies et de centres d'appel
	Autres publications	Contribution à la fiche sur les instances paritaires (part des femmes élues aux CE), dans « Regards sur la parité », Insee- Référence, 2008  Contribution à la fiche relative à la durée du travail des salariés à temps complet, dans « L'emploi, nouveau enjeux », Insee –références, 2008

#### Organisation et conditions de travail – Santé au travail

03.1	PS 2008	Pénibilité du travail et sortie précoce de l'emploi
05.1	PS COI 2008	Prévention des risques professionnels vue par les salariés
07.3	PS Sumer 2008	Ouvriers du bâtiment et des travaux publics (enquête SUMER 2003)
22.1	PS Sumer 2008	Facteurs psychosociaux au travail (enquête SUMER 2003)
22.2	PS Sumer 2008	Comportements hostiles dans le cadre du travail (enquête SUMER 2003)
29.2	PS COI 2008	Se sentir capable de faire le même travail jusqu'à 60 ans : le poids des facteurs psycho-sociaux
09.2	PS 2009	Conditions de travail des salariés immigrés en 2005 (enquête Conditions de travail 2005)
	Autres publications	« L'évolution des conditions de travail », dans « l'emploi, nouveaux enjeux » Insee - Références, 2008. « Risques professionnels : les femmes sont-elles à l'abri ? » dans « regards sur la parité », Insee - Références, 2008.



## Rémunérations, salaires et négociations salariales

08.2	PI 2008	ACEMO, résultats provisoires au 4ème trimestre 2007
10.1	PI 2008	Emploi dans les très petites entreprises en juin 2006
10.3	PI 2008	Bénéficiaires de la revalorisation du SMIC au 1er juillet 2007
13.1	PI 2008	ACEMO, résultats définitifs au 4ème trimestre 2007
21.2	PI 2008	ACEMO résultats provisoires au 1er trimestre 2008
25.3	PS 2008	Épargne salariale en 2006
26.2	PI 2008	ACEMO résultats définitifs au 1er trimestre 2008
26.3	PI 2008	Évolution des salaires de base par branches professionnelles en 2007
27.2	PI 2008	Rémunérations dans les entreprises en 2006
33.3	PI 2008	ACEMO résultats provisoires au 2ème trimestre 2008
38.1	PI 2008	ACEMO résultats définitifs au 2ème trimestre 2008
44.5	PS 2008	Écarts de salaire entre les hommes et les femmes en 2006
45.1	PI 2008	Structure des rémunérations en 2005
46.3	PI 2008	ACEMO résultats provisoires au 3ème trimestre 2008
51.5	PI 2008	Emploi dans les très petites entreprises en juin 2007
52.1	PI 2008	ACEMO résultats définitifs au 3ème trimestre 2008
07.3	PI 2009	ACEMO : résultats provisoires 4ème trimestre 2008
12.2	PI 2009	ACEMO : résultats définitifs 4ème trimestre 2008
146	Documents études	La nouvelle méthode d'échantillonnage de l'enquête trimestrielle ACEMO depuis 2006 - Amélioration de Neyman
	Autres publications	<p>« Les écarts de salaire horaire entre les hommes et les femmes en 2006 », INSEE Références sur les salaires, 2008.</p> <p>« Salaire minimum de croissance », fiche pour INSEE références sur les salaires, 2008.</p> <p>« Part des primes dans la rémunération », fiche pour INSEE références sur les salaires, 2008.</p> <p>« Le SMIC », complément pour le rapport du Conseil d'Analyse Économique « Salaire minimum et bas revenus : comment concilier justice sociale et efficacité économique ? »</p>

**Ministère du budget, des comptes publics de la fonction publique et de la réforme de l'Etat**  
**DGAFP - Bureau des statistiques, des études et de l'évaluation**

## 1. Exposé de synthèse

Le bureau des statistiques, des études et de l'évaluation de la DGAFP mène son activité à partir de trois types de sources : mobilisation de sources administratives (fichier de paye des agents de l'État, déclarations annuelles de données sociales, procès-verbaux d'élections aux commissions administratives paritaires,...) ; mobilisation de données de gestion (exploitation de fichiers, réalisation d'enquêtes dématérialisées de nature exhaustive auprès des administrations) ; extension ou mobilisation sur le champ de la fonction publique de grandes enquêtes statistiques par sondage, aussi bien auprès des salariés que des employeurs.

Trois évolutions législatives et institutionnelles sont à même de faire évoluer les missions du SSM Fonction publique au cours de l'année 2010 :

- le projet de loi sur la refondation du dialogue social, dont la discussion est prévue au Parlement avant l'été 2009, conduira à la mise en place d'une instance de concertation commune aux trois versants de la fonction publique d'ici 2010. Au-delà des thèmes transversaux de nature juridique et réglementaire, y seront abordés : le dialogue social trois fonctions publiques ; des questions transversales de nature statistique (emploi public sous tous les angles, santé et sécurité au travail, ...), avec notamment la présentation du rapport annuel sur l'état de la fonction publique.
- la loi organique n°2009-403 du 15 avril 2009 fait obligation au gouvernement de transmettre au Conseil d'État et au Parlement, à l'appui de la plupart des projets de loi, des études d'impact répondant à un ensemble détaillé d'exigences. A l'instar des services statistiques ministériels, le SSM Fonction publique a vocation à contribuer à ce type d'études et figurera sur l'extranet de l'évaluation préalable mis au point par le secrétariat général du Gouvernement. A noter en particulier que la loi organique prévoit systématiquement une évaluation des conséquences des projets de loi sur l'emploi public.
- le rattachement de la DGAFP au ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique depuis le 1/01/09 pourrait conduire à une évolution des missions du service statistique.

Pour ce qui concerne le programme à moyen terme 2009-2013, les avancées seront importantes en 2010.

En matière de transparence de l'emploi public, l'application SIASP de l'Insee (système d'information sur les agents des services publics) fournira au bureau des statistiques, des études et de l'évaluation à partir de 2010 des informations harmonisées (s'appuyant sur la norme 4DS) sur les trois fonctions publiques, permettant ainsi d'améliorer le traitement des questions suivantes : frontières et transferts entre les trois fonctions publiques ; évaluation très attendue des flux de personnels (recrutements et départs à la retraite) ; suivi des parcours professionnels (dont les mobilités et les promotions) à partir de panels d'agents.

Pour ce qui concerne le suivi des rémunérations des agents selon leurs différentes composantes, l'application SIASP de l'Insee constituera également l'élément central du dispositif d'observation, aussi bien en niveau qu'en évolution, en moyenne qu'en distribution, pour l'ensemble des agents et pour diverses populations (entrants, sortants,...). La construction et la publication d'une batterie d'indicateurs pertinents répondant aux besoins de comparabilité entre les trois fonctions publiques, en collaboration avec l'Insee, la DGCL et la Drees, permettront de tenir compte au mieux des caractéristiques des salariés de chacune des composantes de la fonction publique.

Dans le domaine de la mobilisation des grandes enquêtes statistiques sur le champ de la fonction publique, de nouveaux investissements seront réalisés en 2010 : enquête Génération 2007 à 3 ans du

Cereq avec une extension aux écoles de formation initiale de la fonction publique ; mobilisation sur le champ de la fonction publique de l'enquête SIP 2006 avec ré-interrogation en 2010. Se poursuivront en parallèle, les enquêtes SUMER-extension à la fonction publique de l'État à titre expérimental et l'enquête SaLSa-volet trois fonctions publiques.

Dans le cadre du projet de création d'un infocentre fonction publique, autour d'un noyau dur constitué par l'Opérateur National de Paye, l'année 2010 sera consacrée, après la phase de cadrage de 2009, à l'expression détaillée des besoins liés aux deux composantes du SID : le SID 3FP s'appuyant principalement sur l'application SIASP de l'Insee concernera les trois fonctions publiques et sera accessible en 2012 ; le SID FPE s'appuyant sur les SIRH des ministères sera centré sur la fonction publique de l'État et sa montée en charge sera progressive de 2012 à 2016. Après avoir permis la constitution d'un noyau commun aux systèmes d'information des ressources humaines des ministères, cet infocentre devrait pouvoir se substituer à plusieurs des enquêtes de nature administrative réalisées auprès des ministères.

Enfin, la phase de test du dispositif de collecte via internet élaboré en 2009 se poursuivra en 2010 avec l'enquête Recrutements 2008 dans la fonction publique de l'État. Dans le même temps, la diffusion des travaux auprès du grand public connaîtra des avancées très significatives : mise en ligne gratuite sur le site internet de la fonction publique de tableaux standards selon un calendrier progressif (d'abord ceux élaborés dans le cadre du rapport annuel) ; affichage d'un calendrier des publications selon un rythme trimestriel.

## 2. Travaux nouveaux pour 2010

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

#### 2.1.1 Enquêtes nouvelles

- **Enquête de cheminement tous niveaux de sortie du système éducatif (Génération 2007 à trois ans)** : extension aux écoles de formation initiale de la fonction publique, en collaboration avec le Cereq.

A travers l'interrogation de la génération des sortants de formation initiale de 2007, il s'agit en particulier d'éclairer le recrutement de stagiaires et l'insertion des jeunes issus des écoles de formation initiale de la fonction publique, avec un zoom particulier sur les débuts de parcours de l'encadrement supérieur.

Sous l'égide du Cereq, l'enquête a obtenu un avis d'opportunité favorable au sein de la formation emploi-revenus du CNIS du 31 mars 2009 et le passage au comité du Label est prévu pour septembre 2009. Après une année 2009 consacrée à la constitution des bases de sondage à partir des bases de données des écoles de formation initiale de la fonction publique, la phase de collecte est prévue au printemps 2010 pour des premiers résultats à partir de début 2011.

#### - **Enquête sur les congés maladie dans la fonction publique :**

La connaissance statistique des arrêts maladie des agents de l'État et leur analyse qualitative est aujourd'hui parcellaire alors que les données chiffrées relatives au nombre et à l'occurrence des congés pour maladie constituent des indicateurs pertinents pour mesurer l'état de santé des salariés et donner, de manière plus générale, un éclairage sur la situation des agents en matière de GRH.

Une enquête annuelle portant sur le nombre et l'occurrence des arrêts maladie dans la fonction publique est donc envisagée auprès des employeurs publics à l'horizon 2010. Ces remontées statistiques devraient alimenter les indicateurs relatifs à la santé et à la sécurité au travail consolidés pour la fonction publique sous l'égide de l'instance commune aux trois versants de la fonction publique. Cette enquête bénéficiera des expériences menées antérieurement par la DGAFP (enquête de 2003), la DGCL (bilans sociaux tous les deux ans) et la DHOS (enquête bilan social de 2006).

#### 2.1.2 Enquêtes de périodicité supérieure à un an

- **Enquête sur la perception des SALaires et rémunérations par les SALariés (SaLSa) édition 2009** : réalisation d'un volet consacré aux trois versants de la fonction publique, en collaboration avec le Cepremap.

L'enquête a un double objectif. Il s'agit d'une part d'évaluer l'importance, pour les équilibres sociaux et la négociation salariale, des sentiments ressentis par les personnes quant à leur rémunération

(niveau de rémunération mais aussi ses composantes). D'autre part, il s'agit de mieux comprendre l'incitation au travail et les liens entre sentiments d'équité et motivation des salariés. Au croisement de problématiques économiques et sociologiques, un des intérêts majeurs de cette enquête est de porter sur les représentations liées aux salaires (références en termes de positionnements respectifs, critères mobilisés pour justifier ou critiquer le montant du salaire, modalités de perception du salaire).

Le volet « secteur privé » de l'enquête SalSa a recueilli un avis d'opportunité au CNIS le 11 juin 2008, sous l'égide de l'Insee et du CNRS (financement par l'Agence Nationale de la Recherche). La collecte s'est déroulée fin 2008-début 2009 pour des premiers résultats prévus en 2010. Il s'agit ici de réaliser, sur la base du même questionnaire (avec quelques ajouts spécifiques à la fonction publique), une interrogation en 2009 auprès des agents des trois versants de la fonction publique selon un calendrier voisin de publication des résultats.

- **Enquête SURveillance MEDicale des Risques professionnels (SUMER) édition 2009** : extension à titre expérimental à la fonction publique de l'Etat, en collaboration avec la Dares, avec en parallèle une expérimentation dans la fonction publique territoriale.

Il s'agit de connaître les expositions des salariés à des risques professionnels, avec des informations sur les caractéristiques des salariés, les caractéristiques de l'établissement employeur et la nature des contraintes organisationnelles. Le Comité du label du 11 septembre 2008 a attribué le label d'intérêt général et de qualité statistique à l'ensemble de l'opération.

Réalisée dans le secteur privé (éditions 1987, 1994 et 2002-2003) et le secteur hospitalier incluant les hôpitaux publics (pour la première fois en 2002-2003), l'enquête SUMER fait l'objet d'une expérimentation dans la fonction publique de l'État, en association avec les médecins de prévention (Économie et Finances, Intérieur, Équipement et Développement durable, Défense, Aviation Civile, Culture, CNRS, Services du Premier Ministre,...). Après une année 2009 consacrée à la collecte, l'année 2010 sera dédiée à la phase d'exploitation afin de publier des premiers résultats à partir de la fin 2010.

### 2.1.3 Enquêtes renouvelées

Deux enquêtes **annuelles auprès des directions de personnel des ministères**, portant sur le champ de la fonction publique de l'État, font l'objet d'une rénovation pour collecte à partir de 2010 :

- **Accidents du travail et maladies professionnelles**, pour amélioration de la qualité et de la comparabilité avec le secteur privé
- **Emplois de direction et d'inspection générale** (part des femmes) dans les trois fonctions publiques, après redéfinition des objectifs de l'enquête

Enfin, suite à l'étude de faisabilité en cours sur la mesure des emplois vacants dans la fonction publique (cf. directive statistique européenne), **l'enquête Recrutements 2010** pourrait faire l'objet d'une extension à l'ensemble des établissements publics, pour couvrir de manière exhaustive le champ de la fonction publique de l'État.

## 2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2010

- **Exploitation des systèmes d'information sur les agents de l'État, des collectivités territoriales et des hôpitaux et autres établissements de santé** :

A partir de 2010, le bureau des statistiques, des études et de l'évaluation exploitera un fichier résultant du système d'information de l'Insee sur les agents des services publics (SIASP), qui sera désormais disponible sur les trois fonctions publiques. Pour ce qui concerne spécifiquement le périmètre de la fonction publique de l'État, le service statistique exploitera, à des fins d'informations plus détaillées, à la fois des fichiers mensuels anonymisés issus directement de la paye des agents de l'État (origine et champ DGFIP) et un fichier annuel anonymisé issu du retraitement statistique par l'Insee de ces fichiers de base. Ces deux types de fichiers sont utilisés simultanément par le bureau depuis 2009 pour répondre à des besoins liés à la précocité ou/et le niveau de consolidation de l'information.

Enfin, le service statistique Fonction publique exploitera, sur des périodes de cinq années consécutives, les fichiers annuels issus de la paye des agents de l'État après retraitement statistique par l'Insee, enrichis d'un identifiant individuel crypté : ces traitements permettront d'améliorer la mesure annuelle des entrées et des sorties dans la fonction publique.

Au total, ces fichiers constitueront une source essentielle pour les études :

- analyse des frontières et des transferts entre les trois fonctions publiques
- caractéristiques des agents des trois fonctions publiques

- rémunérations des agents selon leurs différentes composantes, en niveau, en évolution, en moyenne et en distribution, pour l'ensemble et pour diverses populations (entrants, sortants,...)
- entrées et départs, mobilités et promotions dans la fonction publique

- **Refonte du dispositif de collecte sur les élections aux commissions administratives paritaires centrales** (procès-verbaux annuels liés à des mandats de trois ans). Celle-ci sera envisagée en 2010 du fait du changement de mode de représentation des organisations syndicales dans le cadre du projet de loi sur la refondation du dialogue social.

- **Exploitation de l'échantillon interrégimes de cotisants 2007 de la Drees (en association avec celui des retraités 2004)** pour améliorer la connaissance des polypensionnés de la fonction publique et des caractéristiques des nouveaux pensionnés des trois fonctions publiques.

- **Exploitation des fichiers du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique** (FIPHFP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations) dès lors que les données auront atteint un niveau suffisant de fiabilité, dans le cadre des collaborations en cours.

### 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

- **Développement des études longitudinales** (suivi des mobilités et des trajectoires avec impact sur les rémunérations) à partir du **panel des agents de l'État constitué par l'Insee** puis sur le champ des trois fonctions publiques (panel Insee issu de SIASP à venir).

- **Exploitation de la Labour Force Survey sur le champ** de la fonction publique, ou plutôt du « **public service** », pour des besoins de comparaisons internationales, sachant qu'il n'existe pas à ce jour de définition harmonisée de la fonction publique au niveau européen.

- **Mobilisation, sur le champ de la fonction publique, de dispositifs statistiques existants** pour une meilleure compréhension des revenus des ménages comportant au moins un agent de la fonction publique (État, Territoriale et Hospitalière) et de l'impact des politiques sociales (notamment celles des employeurs publics) en faveur des agents de la fonction publique (État, Territoriale et Hospitalière) sur leurs revenus :

- **exploitation statistique de l'enquête Familles-Employeurs (EFE) – édition 2004 sur le champ de la fonction publique**
- **exploitation statistique de l'enquête Revenus Fiscaux de l'Insee sur le champ de la fonction publique.**

- **Exploitation statistique de l'enquête Changements Organisationnels et informatisation (COI) – édition 2006-2007 dans une optique de comparabilité public/privé**, en collaboration avec le Cee et la Dares, sous les angles suivants : analyse des liens entre les changements organisationnels, les conditions de travail des salariés et leur satisfaction au travail dans les secteurs privé et public, en fonction notamment, du type de changement organisationnel, des caractéristiques de l'entreprise/de l'administration et de ses salariés, ainsi que de la nature des relations sociales dans l'entreprise/l'administration ; comparaison des fonctions et des formes d'encadrement (accès différenciés aux fonctions, méthodes différentes dans les pratiques de management, formations spécifiques).

- **Mobilisation, sur le champ de la fonction publique, de l'enquête Santé et Itinéraires Professionnels (SIP) – édition 2006 avec ré-interrogation en 2010**, en collaboration avec la Dares et la Drees. Le SSM Fonction publique est représenté au sein du collège d'expertise sur les risques psychosociaux mis en place fin 2008 suite au rapport de la mission Nasse-Légeron et animé par l'Insee.

Il s'agira ainsi de mieux connaître les déterminants de la santé liés aux parcours professionnels et conditions de travail, mais également de repérer l'incidence de l'état de santé sur le parcours professionnel des agents des trois fonctions publiques. Ces informations pourront alimenter les indicateurs relatifs à la santé et à la sécurité au travail consolidés pour la fonction publique sous l'égide de l'instance commune aux trois versants de la fonction publique.

## 3. Opérations répétitives pour 2010

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
<b>Enquêtes</b>			
- les recrutements de la fonction publique de l'État	Pôle Recrutements et parcours		Adaptation du questionnaire à la législation en vigueur y compris directive statistique européenne sur la mesure des emplois vacants
- la formation professionnelle des agents de l'État			Adaptation du questionnaire à la législation en vigueur Articulation avec projets statistiques sur la formation tout au long de la vie
- la transparence de l'emploi et la mobilité statutaire (Tems) dans la fonction publique de l'État	Pôle Emploi Pôle Recrutements et parcours		Adaptation du questionnaire à la législation en vigueur
- l'utilisation du compte épargne temps (CET)			Adaptation du questionnaire à la législation en vigueur
<b>Exploitation de fichiers administratifs</b>			
Fichiers des agents de l'État (FGE)	Pôle Emploi		Montée en charge de l'application SIASP de l'Insee
DADS	Pôle Emploi		Montée en charge de l'application SIASP de l'Insee
Statistique Annuelle des Établissements (SAE)	Pôle Emploi		
Échantillon interrégimes de retraités 2004	Pôle Salaires et retraites		
<b>Autres travaux répétitifs</b>			
Exploitation des procès-verbaux d'élection aux CAP			Phase transitoire avant rénovation du dispositif de collecte

#### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Non concerné pour ce qui concerne les entreprises au sens strict.

Néanmoins, si l'on élargit le concept d'entreprises aux employeurs de la fonction publique, l'allègement de la charge statistique constitue une préoccupation permanente du bureau des statistiques, laquelle se traduit par deux projets majeurs :

- la mise en place d'un système d'information décisionnel autour de l'Opérateur National de Paye ;
- la mise en place d'un dispositif de collecte par internet pour les enquêtes auprès des DRH des ministères.

En premier lieu, le bureau participe au projet de création d'un système d'information décisionnel (SID ou infocentre), autour d'un noyau dur constitué par l'Opérateur National de Paye, qui sera utilisé à terme pour les indicateurs et études sur la fonction publique.

Après la phase de cadrage de 2009, l'année 2010 sera consacrée à la phase d'expression détaillée des besoins du SID, dans ses deux composantes : le SID 3FP s'appuyant principalement sur l'application SIASP de l'Insee concernera les trois fonctions publiques et sera accessible en 2012 ; le SID FPE s'appuyant sur les SIRH des ministères sera centré sur la fonction publique de l'Etat et sa montée en charge sera progressive de 2012 à 2016. Après avoir permis la constitution d'un noyau commun aux

systèmes d'information des ressources humaines des ministères, cet infocentre devrait pouvoir se substituer à plusieurs des enquêtes de nature administrative réalisées auprès des ministères.

En second lieu, la phase de test du dispositif de collecte via internet élaboré en 2009 se poursuivra en 2010 avec l'enquête Recrutements 2008 dans la fonction publique de l'État, puis une seconde enquête auprès des DRH des ministères (à préciser). Ce dispositif vise à réduire la charge de collecte et de traitement et à améliorer la qualité des données recueillies.

## 5. Aspects particuliers du programme

### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Poursuite des travaux sur la localisation de l'emploi public, en relation avec la révision générale des politiques publiques sous l'angle de la réorganisation de l'administration territoriale de l'État (RATE), en collaboration avec la Diact et l'Insee.

Régionalisation de l'enquête sur les recrutements dans la fonction publique de l'État.

### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Rien à signaler

### 5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »

Mobilisation, sur le champ de la fonction publique, des dispositifs statistiques existants pour une meilleure compréhension des revenus des ménages comportant au moins un agent de la fonction publique (État, Territoriale et Hospitalière) et de l'impact des politiques sociales (notamment celles des employeurs publics) en faveur des agents de la fonction publique (État, Territoriale et Hospitalière) sur leurs revenus :

- exploitation statistique de l'enquête Familles-Employeurs (EFE) – édition 2004 sur le champ de la fonction publique
- exploitation statistique de l'enquête Revenus Fiscaux de l'Insee sur le champ de la fonction publique

### 5.4. Aspects « européens »

- Étude de faisabilité d'un système d'information statistique auprès des ministères et des établissements publics permettant de mesurer les emplois vacants dans le cadre du Règlement n°453/2008 du parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 relatif aux statistiques trimestrielles sur les emplois vacants dans la Communauté européenne. Cette opération, menée en collaboration avec la Dares, a vocation à couvrir l'ensemble des trois fonctions publiques et est articulée de manière cohérente avec la DGCL (pour la Territoriale) ainsi qu'avec la Drees et la Dhos (pour l'Hospitalière). L'étude de faisabilité est attendue par Eurostat début 2010.

- Exploitation de la Labour Force Survey sur le champ de la fonction publique, ou plutôt du « public service », sachant qu'il n'existe pas à ce jour de définition harmonisée de la fonction publique au niveau européen.

## 6. Diffusion des travaux

Depuis 2007, les résultats et études sur les trois fonctions publiques sont principalement publiés dans **le premier volume (Faits et Chiffres) du rapport annuel sur l'état de la fonction publique** : parution et mise en ligne d'une version provisoire à la mi-juillet dans le cadre d'une présentation au Conseil Supérieur de la Fonction Publique ; parution et mise en ligne d'une version définitive fin septembre.

L'édition 2009-2010, à paraître en 2010, comportera deux volumes, le premier consacré aux « Faits et chiffres 2008-2009 », le second aux « Politiques et pratiques de gestion de l'emploi public ». Ils constituent le « jaune budgétaire » consacré à la fonction publique (« emploi public et rémunérations »), annexé au projet de loi de finances.

Le volume 1 « Faits et Chiffres » se présente en trois parties :

- les « vues d'ensemble » portent sur des sujets développés et repris chaque année sur les trois fonctions publiques, à savoir l'emploi public, les flux de personnels (recrutements externes et retraites) et les rémunérations

- les « dossiers » constituent des zooms sur des sujets renouvelés chaque année, par exemple la localisation fine de l'emploi public, les changements organisationnels et l'informatisation, la parité et la diversité pour l'année 2009
- les « fiches thématiques » présentent toutes les données chiffrées les plus récentes

**Les résultats détaillés de chaque enquête font l'objet d'un rapport détaillé spécifique (RésulStats)** transmis aux directeurs de personnel, aux organisations syndicales et aux écoles et instituts de formation. Certains sont présentés aux commissions paritaires ad hoc.

**Des synthèses sont diffusées sous forme de 4 Pages « Point Stat ».** Un document type « Chiffres-clés de la fonction publique » est désormais publié tous les ans, en versions française et anglaise.

A partir de 2009, l'indicateur « **Évolution Moyenne de la Grille Indiciaire** », permettant d'évaluer l'impact des réformes statutaires en termes de gain indiciaire, **fait l'objet d'une parution trimestrielle dans le support conjoncturel de l'Insee « Informations rapides »** sous le titre « Traitement brut dans la fonction publique de l'État ». Il y remplacera complètement à partir de 2010 l'indice de traitement brut de la fonction publique de l'État, élaboré et publié auparavant par l'Insee.

Enfin, des avancées très significatives seront effectuées au cours de l'année 2010 en matière de diffusion auprès du grand public : mise en ligne gratuite sur le site internet de la fonction publique de tableaux standards selon un calendrier progressif (d'abord ceux élaborés dans le cadre du rapport annuel) ; affichage d'un calendrier des publications selon un rythme trimestriel.

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Garantir la transparence de l'emploi public à l'aide de SIASP	Pôle Emploi Pôle Recrutements et parcours		Collaboration avec Insee-DGCL-Drees	
Assurer le suivi des rémunérations dans les trois fonctions publiques	Pôle Salaires et retraites		Collaboration avec Insee-Drees Comparabilité entre les 3FP	
Prendre en compte la problématique fonction publique dans les grandes enquêtes statistiques		-Enquête SalSa 2009 -Enquête Génération 2007 à 3 ans -Enquête SIP 2006 avec réinterrogation 2010	- Collaboration avec le Cepremap -Collaboration avec le Cereq  -Collaboration Dares-Drees (collège d'expertise risques psycho-sociaux)	
Mettre en place un SID autour de l'ONP		- SID 3FP en 2012 - SIDP FPE de 2012 à 2016		
Mettre en place un dispositif de collecte par internet pour les enquêtes auprès des employeurs publics	Pôle Recrutements et parcours	Expérimentation pour enquête Recrutements 2008		
Mettre en ligne des tableaux pour grand public et un calendrier trimestriel de publications		Première mise en ligne en 2010		



## Annexe

### Liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009

#### Rapport annuel sur l'état de la fonction publique, édition 2007-2008

##### ● Vues d'ensemble :

- « L'emploi public dans l'emploi total » et « Le tableau de synthèse sur l'emploi public au 31 décembre 2005 et 2006 », septembre 2008
- « L'emploi dans les trois fonctions publiques en 2006 » septembre 2008
- « L'emploi territorial en Outre-mer », septembre 2008
- « Le recul des recrutements externes dans la fonction publique de l'État s'accélère en 2006 », septembre 2008
- « Les flux de personnels territoriaux » et « Le concours de technicien supérieur de la fonction publique territoriale en 2005 : exemple du concours Ile de France/Centre », septembre 2008
- « Les départs à la retraite dans les trois fonctions publiques », septembre 2008
- « Les rémunérations dans les trois fonctions publiques en 2005 et 2006 », septembre 2008

##### ● Dossiers :

- « Les mobilités des agents titulaires civils des ministères » et « La mobilité statutaire au 31 décembre 2006 », septembre 2008
- « Faire évoluer sa carrière dans la fonction publique de l'État par les concours internes, examens professionnels et titularisations », septembre 2008
- « Une fonction publique largement féminisée, sauf dans les emplois de direction », septembre 2008
- « Les femmes dans la fonction publique territoriale », septembre 2008
- « L'emploi des seniors », septembre 2008
- « Un éclairage dans la fonction publique territoriale avec la Grande couronne francilienne », septembre 2008

#### Point Stat

- « 85% des agents des ministères utilisent l'informatique, hors enseignants, magistrats et agents de la Défense », avril 2009
- « L'effort de formation reste stable dans la fonction publique de l'État en 2006 », mars 2009
- « Vieillesse dans la fonction publique : des agents plus âgés à l'Ouest, au Sud et chez les cadres, plus jeunes à l'hôpital et chez les enseignants », mai 2008

#### RésulStats

- « Résultats des élections aux commissions administratives paritaires centrales : période du 01/01/2006 au 31/12/2008 », résultats définitifs, en cours
- « Les accidents du travail et les maladies professionnelles en 2005 », avril 2009
- « La formation des agents de l'État en 2006 », février 2009
- « Résultats des élections aux commissions administratives paritaires centrales : période du 01/01/2005 au 31/12/2007 », résultats définitifs, juillet 2008

#### Informations Rapides (support Insee)

- « Traitement brut dans la Fonction Publique de l'État » : juin, septembre, décembre 2009

#### Autres publications

- « Fonction publique : chiffres-clés 2008 », septembre 2008
- « Synthèse Chiffres-clés décideurs 2008 », septembre 2008
- « Civil services : key figures 2008 », octobre 2008
- « Emploi public et rémunérations », Jaune budgétaire, octobre 2008

## Pôle Emploi

### 1. Synthèse

L'année 2010 sera marquée par le lancement de projets de rénovation des systèmes d'information statistique hérités de l'Unédic et de l'ex-ANPE. Egalement liées à la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assédic, les conséquences statistiques du transfert du recouvrement à l'ACOSS prévu le 1<sup>er</sup> janvier 2011 seront analysées et prises en compte. Les systèmes d'information statistique continueront d'être enrichis afin de mieux rendre compte des nouvelles mesures créées en 2009 (le RSA par exemple). Des nouvelles sources d'information administratives seront exploitées sur le plan statistique en fonction de l'état d'avancement des projets les supportant (DNA).

### 2. Travaux nouveaux pour 2010

Les travaux relatifs aux conséquences du transfert du recouvrement seront poursuivis, en collaboration avec l'ACOSS et l'Unédic, par des échanges d'informations détaillées, la mise en place de tests, et la création d'un groupe régional de réflexion. Concernant le système d'information statistique, un plan de convergence et d'harmonisation entre le fichier historique des demandeurs d'emploi (FH) et le fichier national des Assédic (FNA) sera défini et ses premières étapes réalisées. La chaîne de traitement statistique du marché du travail (STMT) sera également revue du fait de l'obsolescence de son environnement informatique.

### 3. Opérations répétitives

#### 3.1 Enquêtes

L'enquête Besoins en main-d'œuvre (BMO) sera reconduite. La version 2010 marquera une évolution importante par rapport aux éditions précédentes avec l'extension de son champ à l'ensemble des entreprises.

La troisième et dernière vague de l'enquête « Entrants au chômage » sera réalisée en 2010. Cette enquête, réalisée auprès d'un échantillon de près de 10 000 personnes entrées au chômage en décembre 2008, permet de suivre les parcours des demandeurs d'emploi et d'analyser les facteurs de reclassement. Pour cela, les demandeurs d'emploi enquêtés auront été interrogés à trois reprises à six mois d'intervalle.

L'enquête « Sortants de chômage » menée trimestriellement en collaboration avec la DARES auprès d'un échantillon de 15 000 demandeurs d'emploi sortis des fichiers de Pôle emploi sera poursuivie, de façon à assurer la qualité et la complétude des données sur les motifs de sortie et la situation des personnes au regard de l'emploi et de la formation notamment.

L'enquête « Sortants de formation », permettant de connaître le devenir des demandeurs d'emploi, à l'issue d'une formation, vis-à-vis du retour à l'emploi sera éventuellement reconduite.

#### 3.2 Exploitation de fichiers administratifs

##### Le suivi mensuel des demandes et offres d'emploi

Il s'agit de poursuivre la maintenance et l'exploitation du système d'information statistique fondé sur les données administratives relatives à la demande et l'offre d'emploi. Ceci se fera en cohérence avec les systèmes d'information opérationnels et les évolutions des modalités de suivi et d'accompagnement des demandeurs d'emploi.

##### Le Fichier historique statistique des demandeurs d'emploi

Les démarches de rapprochement entre le fichier historique statistique (FHS) avec l'enquête emploi en continu de l'INSEE et avec les DADS seront poursuivies (afin de disposer d'informations longitudinales sur les trajectoires au chômage et en emploi).

Les travaux d'intégration du ROME V3 dans le FHS seront finalisés.

### **3.3 Autres activités : le suivi de l'évolution des nomenclatures d'analyse de la demande et de l'offre d'emploi**

A partir de janvier 2010, le nouveau répertoire ROME (V3) sera livré.

## **4. Allègement de la charge statistique des entreprises**

L'enquête « Repère », qui permettait de produire un diagnostic conjoncturel sur les différents secteurs recruteurs, sera intégrée à l'enquête BMO.

## **5. Aspects particuliers du programme 2010**

### **5.1 Aspects régionaux et locaux**

Les travaux d'estimation et de publication régionale d'emploi seront poursuivis. Ils s'enrichiront progressivement de nouveaux travaux d'estimation d'emploi dans l'intérim. Seront également poursuivis et approfondis les travaux d'élaboration et de diffusion d'indicateurs départementaux et régionaux sur la demande d'emploi en concertation avec la DARES et ses services déconcentrés.

L'élargissement de l'enquête trimestrielle « Sortants de chômage » aux départements d'outre-mer sera également mis en œuvre en 2010.

### **5.2 Aspects « environnement »**

Pôle emploi poursuivra sa contribution active aux travaux du groupe « emplois verts » sur les plans méthodologiques et statistiques.

## **6. Diffusion des résultats**

La nouvelle ligne de publications de Pôle emploi, mise en œuvre en 2009, sera maintenue en 2010. Il s'agit de deux collections *Repères & Analyses* et *Les Cahiers* qui succèdent ainsi aux anciennes collections de l'Unédic (*Point'statis* et *Statis*) et de l'ANPE dans le cadre son *Observatoire (L'essentiel* et *Les Cahiers*).

Une contribution sera apportée à l'enrichissement du nouveau site statistique INTERNET de Pôle emploi ([www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org)) au sein duquel un espace « Statistiques, Etudes, Evaluation » sera créé. Des travaux de conception et de réalisation de mise à disposition de résultats détaillés sur la demande et sur l'offre d'emploi seront également menés dans ce cadre.

Pour information :

Programme présenté à la Commission Services publics et services aux publics

**Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche  
Direction générale de l'enseignement et de la recherche - DGER**

## 1. Exposé de synthèse

La mission de la stratégie et des systèmes d'information (MISSI) a pris la suite du BSIDP dans le cadre de la réorganisation des services du ministère de l'agriculture et de la pêche au 1er juillet 2008. La MISSI conserve les mêmes missions : exploitation et valorisation des données statistiques de la DGER, coordination et pilotage d'enquêtes et d'études dans un objectif d'allègement des sollicitations.

Un système d'information décisionnel, DéciEA, a été mis en place et le suivi de cohorte sera opérationnel en 2010 permettant alors de nouvelles analyses. Cependant le remplacement de l'INA par l'INE, projet conduit en lien avec l'EN, est reporté, ce qui retarde le suivi de nos élèves et étudiants hors de l'enseignement agricole.

La diffusion de données statistiques relatives à l'enseignement agricole prendra plusieurs formes :

- la poursuite de la programmation mensuelle thématique des StatEA (bulletins d'information statistique de l'enseignement agricole) sur internet ([www.chlorofil.fr](http://www.chlorofil.fr)),
- la diffusion régulière de nouvelles analyses de filières de formation sur internet,
- le panorama de l'enseignement agricole, publié en juillet 2009 et disponible sur internet, sera mis à jour tous les 2 ans,
- l'accès aux données statistiques via l'outil DéciEA concernera un public élargi : en 2009 l'accès est réservé à l'administration centrale et régionale ; des formations ont été mises en place pour former les agents. En 2010 les établissements d'enseignement agricole devraient y avoir accès.

Le calcul d'indicateurs, en particulier en lien avec la LOLF, évolue avec la mise en place du DéciEA (le suivi de cohorte permettra le calcul du taux d'efficacité scolaire) et la mise en œuvre de nouvelles enquêtes (le suivi de l'insertion des élèves et des étudiants dans l'enseignement technique et dans l'enseignement supérieur) ou la rénovation d'enquêtes existantes (le cheminement des élèves à 45 mois). Dans le cadre du 5ème schéma prévisionnel des formations (SPNF) la publication d'un rapport annuel de performance a été abandonnée, au profit de l'élaboration d'un tableau de bord annuel permettant de faire un bilan annuel et d'enrichir l'évaluation du 5ème SPNF.

## 2. Travaux nouveaux pour 2010

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

#### Enquêtes nouvelles :

- Suivi des élèves et étudiants du supérieur court 7 mois après leur sortie de formation: expérimental en 2009 et mis en œuvre en 2010. Cette enquête fait l'objet d'une demande d'avis d'opportunité (passage le 31 mars 2009).

- Suivi des étudiants de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire : une réflexion est en cours pour mettre en œuvre à titre expérimental en 2010 une enquête auprès des étudiants diplômés des grandes écoles du ministère de l'agriculture, 3 mois et 15 mois après leur sortie. Cette enquête doit également permettre de répondre aux demandes de la Conférence des Grandes Écoles (CGE).

#### Enquêtes renouvelées :

L'enquête de cheminement scolaire et professionnel des anciens élèves ou apprentis, 45 mois après leur sortie de formation, existe depuis 1993, labellisée en 2006. Une réflexion est en cours en 2009 pour repenser cette enquête aux niveaux méthodologique et organisationnel, en cohérence avec la

mise en œuvre du DéciEA et de l'enquête de suivi des élèves et étudiants du supérieur court à 7 mois.

### 2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010

L'exploitation des fichiers relatifs aux élèves et aux examens va évoluer dans le cadre du suivi de cohorte (croisement des données) dans le DéciEA.

### 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

L'enquête sur le suivi des élèves et étudiants du supérieur court à 7 mois permettra de nouvelles analyses : l'insertion scolaire et professionnelle à court terme, notamment l'approche des sorties sans qualification, et l'enrichissement du suivi de cohorte dans le DéciEA.

## 3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
<b>Enquêtes</b>			
Enquête annuelle sur le cheminement scolaire et professionnel des anciens élèves et apprentis de l'enseignement agricole	MAP-DGER		Chaque niveau est enquêté tous les 2 ans. Enquête en cours de rénovation
Enquête sur les taux de satisfaction des usagers de l'enseignement agricole	MAP-DGER		A partir d'un échantillon
Enquête sur les taux de satisfaction des stagiaires à l'étranger de l'enseignement agricole	MAP-DGER		
Suivi des élèves et étudiants du supérieur court 7 mois	MAP-DGER		A partir d'un échantillon
Enquête relative aux élèves porteurs de maladies invalidantes ou de handicaps scolarisés dans le second degré de l'enseignement public et privé sous contrat des établissements agricoles	MAP-DGER		Enquête identique à celle de l'EN
<b>Exploitation de fichiers administratifs</b>			
Remontée des effectifs élèves et étudiants du supérieur court	MAP-DGER		
Remontée des effectifs du supérieur long	MAP-DGER		En cours de rénovation
Remontée des effectifs d'apprentis	MAP-EN		
<b>Autres travaux répétitifs</b>			
Publication des StatEA	MAP-DGER		

## 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Les nouvelles enquêtes mises en œuvre par la DGER sont dématérialisées ou proposées au choix de l'utilisateur sous une version papier ou une version dématérialisée (suivi des élèves et étudiants à 7 mois, enquête satisfaction). Les résultats sont restitués aux niveaux national, régional et local via ce même outil dématérialisé.

La DGER met également à disposition un outil décisionnel qui allège la diffusion papier de statistiques.

## 5. Aspects particuliers du programme 2010

**5.1. Aspects « régionaux et locaux »****5.2. Aspects « environnement et développement durable »****5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :****5.4. Aspects « européens »****6. Diffusion des travaux**

La mise à disposition des résultats d'enquête, des analyses et des synthèses sur le site internet de l'enseignement agricole doit se poursuivre en 2010 selon un calendrier identique à 2009. Cf. annexe

**7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013**

<b>Opérations</b>	<b>Unité</b>	<b>Prévision</b>	<b>Observations</b>	<b>Suivi</b>
Suivi de cohorte dans le DéciEA	MAP-DGER	A partir de fin 2009	Après hachage-cryptage de l'INA, puis de l'INE	Annuel
Publication d'analyses de filières de formation	MAP-DGER	A partir de 2010	Expérimentation en 2009	Mises à jour biennales
Publication du panorama de l'enseignement agricole	MAP-DGER	A partir de 2009	Publication sur internet et tirage papier	Publication biennale
Réalisation d'un tableau de bord annuel dans le cadre du 5ème SPNF	MAP-DGER	A partir de 2009	Arrêt de la production du Rap du 4ème SPNF rénové	Production annuelle
Suivi des élèves et étudiants à 7 mois	MAP-DGER	A partir de 2010	Production de nouvelles analyses et indicateurs, en particulier dans le cadre de la mission insertion des établissements Enrichissement du suivi de cohorte	Fréquence annuelle

**Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009**

Sortie	Numéro	Titre des statEA
Déc. 2007	07-11	La population scolaire 2007
Janvier 2008	08-01	Les effectifs 2007 des formations générales, technologiques et professionnelles
Février 2008	08-02	La formation professionnelle continue dans l'enseignement agricole en 2006
Mars 2008	08-03	Les résultats des examens de l'enseignement agricole – session 2007
Avril 2008	08-04	Le devenir professionnel des anciens élèves diplômés du BTA ou des baccalauréats professionnels 2003 (enquêtes ENESAD)
Mai 2008	08-05	Le devenir professionnel des anciens élèves diplômés des baccalauréats technologiques ou scientifiques 2003 (enquêtes ENESAD)
Mai 2008	08-06	Les trajectoires professionnelles de l'enseignement supérieur agricole (enquêtes ENESAD)
Juin 2008	08-07	Le devenir professionnel des anciens apprentis diplômés de l'EA 2002 et 2003 (enquêtes ENESAD)
Sept. 2008	08-08	La formation professionnelle continue dans l'enseignement agricole en 2007
Octobre 2008	08-09	Les personnels de l'EA en 2007-2008
Nov. 2008	08-10	Les effectifs d'apprentis à la rentrée 2007
Déc. 2008	08-11	La rentrée scolaire 2008
Janvier 2009	09-01	Les effectifs 2008 des formations générales, technologiques ou professionnelles
Février 2009	09-02	La population scolaire 2008
Mars 2009	09-03	Les résultats des examens de l'enseignement agricole – session 2008
Avril 2009	09-04	EDUTER (BEPA)
Mai 2009	09-05	Les enseignants dans les établissements d'enseignement technique agricole public en 2008-2009
Juin 2009	09-06	EDUTER (BTS - LP)
Juillet 2009	09-07	VAE
Août 2009	09-08	Les effectifs d'apprentis à la rentrée 2008
Sept. 2009	09-09	La formation professionnelle continue dans l'enseignement agricole en 2008
Oct. 2009	09-10	EDUTER (L'insertion professionnelle à 7 mois (élèves et apprentis))
Nov. 2009	09-11	La rentrée scolaire 2009
Déc. 2009	09-12	Les effectifs 2009 des formations générales, technologiques ou professionnelles / population scolaire 2009
Janvier 2010	10-01	Les résultats des examens de l'enseignement agricole – session 2009

Pour information :

Programme présenté à la Commission Services publics et services aux publics

**Ministère de l'éducation nationale**  
**Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche**  
**Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - DEPP**

**Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche**  
**Sous-direction des systèmes d'information et études statistiques - SIES**

## 1. Exposé de synthèse

L'année 2009 aura été marquée par la réorganisation du Système Statistique Public (SSP) dans le domaine de l'éducation. Le champ de l'enseignement supérieur et de la recherche, jusque-là de la compétence de la Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance (DEPP, est maintenant du ressort de la sous-direction des Système d'Information et Etudes Statistiques (SIES) qui s'est créée au sein du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Une convention passée entre la DEPP et le SIES permettra aux deux organismes de collaborer étroitement sur les sujets d'intérêt commun (nomenclatures, comptes de l'éducation, suivi de cohortes) et assurera donc la continuité du service en matière de production et d'études statistiques dans le domaine éducatif.

L'année 2010 devrait être marquée par la reprise et la poursuite de sujets ou de thèmes de première importance pour le SSP, en accord avec les orientations à moyen-terme. La mise en place de dispositifs d'observation des parcours des élèves et des étudiants au sein du système éducatif devrait se poursuivre, après un temps de concertation sur le principe d'un numéro unique d'identification des élèves. Ce numéro unique est pourtant une nécessité pour pouvoir suivre les élèves, sachant que la seule finalité du dispositif est l'étude statistique des parcours. L'activation d'un système de cryptage de cet identifiant, actuellement en cours d'expertise, garantira la stricte anonymisation des informations.

Second axe important : les informations localisées. Les opérations de géoréférencement des établissements, notamment, se poursuivent. On devrait disposer courant 2010 d'une base permettant de situer finement l'offre de formation.

Autre avancée : la consolidation du système d'information sur les sortants du secondaire et leur insertion professionnelle à court terme, pour répondre à une demande récurrente en la matière. Des travaux sur l'insertion professionnelle des diplômés du supérieur seront également conduits en 2010, en lien avec les universités (enquête d'insertion et analyse des résultats).

Enfin, un effort important sera fait pour mieux répondre, dans la mesure du possible, aux demandes de statistiques internationales.

## 2. Travaux nouveaux pour 2010

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

#### • Enquête victimation en milieu scolaire

Pour mieux appréhender les phénomènes de violence à l'école et prendre en compte le point de vue des victimes, la DEPP préparera durant l'année 2010, en partenariat avec l'observatoire national de la délinquance (OND), une enquête de victimation en milieu scolaire auprès d'élèves de collèges, qui devrait se dérouler en mars 2011.

#### • Enquête auprès d'enseignants

La DEPP lancera une nouvelle enquête auprès d'un échantillon représentatif, au niveau national, d'enseignants du second degré public. La plus grande partie de l'enquête porte sur les conditions



d'exercice des enseignants, leur appréhension du métier mais aussi les difficultés rencontrées. Quelques questions déjà posées lors des précédentes enquêtes sont reprises afin d'en mesurer l'évolution dans le temps.

- **Enquête européenne sur les compétences en langues étrangères**

Enquête destinée à fournir un indicateur des compétences en langues étrangères des jeunes européens en fin de scolarité obligatoire.

- **Evaluation de l'expérimentation de l'enseignement intégré des sciences et de la technologie (EIST) au collège.**

L'évaluation de l'expérimentation de l'enseignement intégré des sciences et de la technologie (EIST) au collège a débuté en novembre 2008. Le but de cette enquête est de mesurer les effets de ce type d'enseignement sur les apprentissages des élèves, leur intérêt pour la science et leur orientation vers les filières de formation scientifiques. Les progrès de ces élèves seront comparés avec ceux d'un groupe témoin. L'évaluation s'effectuera sur un panel d'élèves au début et à la fin de chaque année scolaire pendant les quatre années de scolarité au collège, de 2008 à 2012.

- **Les évaluations-bilans**

Les évaluations-bilans en fin d'école et en fin de collège, sont organisées depuis 2003 selon un cycle dans lequel se succèdent les domaines disciplinaires : en 2003, ont eu lieu des évaluations de la maîtrise de la langue et des langages en fin d'école et de maîtrise des compétences générales en fin de collège, les acquis en langues vivantes étrangères ont été évalués en 2004, le comportement des élèves à l'égard de la vie en société l'a été en 2005, l'histoire-géographie-éducation civique en 2006, les sciences expérimentales en 2007 et les mathématiques en 2008. Le cycle a repris en 2009.

Ces opérations sont réalisées sur des échantillons nationaux d'élèves ; au-delà des épreuves proprement dites, des questionnaires de contexte sont soumis aux élèves, aux chefs d'établissements et éventuellement aux enseignants.

- **Les compétences de base des élèves en français et en mathématiques en relation avec le socle commun, en fin d'école et en fin de collège.**

Cette évaluation annuelle des compétences, commencée en 2007, concerne des échantillons nationaux d'élèves de façon à permettre l'établissement d'indicateurs qui figurent dans les programmes annuels de performance de la mission « enseignement scolaire » de la LOLF.

Les tests de français et de mathématiques, permettant le calcul de ces indicateurs, sont passés par des échantillons nationaux d'élèves en fin de CM2 et en fin de collège. Ces indicateurs sont établis sur des échantillons représentatifs d'élèves des réseaux « ambition-réussite », des réseaux Éducation Prioritaire hors « ambition-réussite » et du reste du secteur public, ainsi que du secteur privé. Il sera ainsi possible de suivre au niveau national l'évolution des proportions d'élèves maîtrisant les compétences de base essentielles, ainsi que l'évolution des écarts entre les différentes populations. Ces indicateurs n'ont pas de déclinaisons académiques.

- **Les effets de l'accompagnement éducatif**

Le but de cette enquête est d'évaluer les effets de la mise en place des actions d'accompagnement éducatif sur les résultats scolaires des élèves qui en bénéficient comparativement à ceux qui n'en bénéficient pas. L'évaluation a lieu par questionnaire auprès d'un échantillon d'élèves de troisième.

## **2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010**

- **Système d'information du premier degré**

Depuis 2005, le ministère de l'éducation nationale a mis en place un système d'information de gestion pour les directeurs d'écoles publiques et privées. Ce système permet la gestion individuelle des élèves et comporte des données sur la scolarité en cours de l'élève et sa scolarité de l'année antérieure. À la rentrée 2008, environ 80 % des écoles publiques adhèrent à ce système d'information et la généralisation est prévue pour la rentrée 2009. À terme, les données de ce système d'information seront remontées à la DEPP pour élaborer le constat des effectifs d'élèves à la rentrée et constituer une base d'étude de données individuelles anonymes. En attendant la généralisation complète de ce système d'information, la DEPP procèdera à de premières analyses de fichiers à la rentrée 2008 et tentera, dans la mesure du possible, d'estimer certains indicateurs sur la base des 80 % d'élèves renseignés.

Ce système gèrera également des informations sur les divers intervenants, des informations générales sur l'école et un outil de simulation d'ouvertures et fermetures de classes. Il sera partagé (avec des droits d'accès différenciés) par les directeurs d'école, les inspecteurs (IEN et IA) et les collectivités territoriales concernées.

- **SIFA (Système d'information sur la formation des apprentis)**

Le système mis en place pour l'ensemble des académies en 2007 consiste à faire remonter des CFA des fichiers individuels d'apprentis. Les informations collectées portent principalement sur l'origine scolaire, l'origine sociale, les formations suivies et le sexe. Ce dispositif remplace l'ancienne enquête sur support papier (dite enquête n°51). Cela permet de disposer d'une information de meilleure qualité en ayant la possibilité de repérer les doubles au sein des fichiers d'apprentis, et dans quelques années d'analyser des parcours d'apprentis. De façon plus générale, cela permet de faire à la demande tous les croisements de critères possibles, et d'être ainsi en mesure de mieux répondre aux besoins européens en matière de statistiques de l'éducation.

Depuis janvier 2009, le portail professionnel dédié à la remontée des données individuelles des apprentis a transféré aux CFA la correction de leurs données et une partie des contrôles de cohérence. Cela doit, à terme, simplifier et accélérer le processus de collecte.

- **SISE (Système d'information sur le suivi de l'étudiant)**

*Extension du champ*

Initié avec quatre universités en 1995, le dispositif SISE couvre aujourd'hui (à la rentrée 2008/2009) les champs suivants : toutes les universités et grands établissements, les écoles normales supérieures et établissements assimilés, les IUFM, les instituts catholiques, la quasi-totalité des écoles d'ingénieur et 88 % des écoles de management (à diplôme visé), soit environ 270 établissements, représentant une population de 1,6 million d'étudiants. Conformément aux orientations de moyen terme, le système de remontées individuelles sur les étudiants sera proposé aux quelques écoles d'ingénieurs et aux écoles de management non encore adhérentes à SISE. Pour l'année universitaire 2009-2010, l'augmentation du nombre d'écoles de management devrait se poursuivre. La progression est lente parce qu'elle passe par des négociations bilatérales nécessairement longues et que l'entrée dans le système SISE se fait sur la base du volontariat. En 2009-2010, tout le champ des écoles d'ingénieurs devrait être couvert par des remontées individuelles. En 2008, les premières remontées des résultats aux diplômes des écoles de management via SISE ont été mises en place. Dès la première année, la quasi-totalité des écoles utilisant le dispositif SISE pour les inscriptions ont intégré cette remontée. Cette intégration devrait se poursuivre en 2009-2010.

Il est également envisagé de conduire une réflexion sur la possibilité d'intégrer de nouveaux établissements (vétérinaire, architecture) dans le dispositif SISE.

*Rénovation du dispositif SISE*

Sur la base d'une étude préalable menée en 2006, la première phase de rénovation du système SISE, qui a plus de dix ans, s'est engagée en février 2007 et s'est terminée fin 2008. Celle-ci permet en fluidifiant les relations avec les établissements via une plate-forme internet de réaliser des gains de productivité tout en préservant les exigences de qualité et d'avancer le calendrier de l'activité afin de permettre une diffusion plus rapide des données recueillies. Ce nouveau système a été disponible pour comptabiliser les effectifs des étudiants dès la rentrée scolaire 2009-2010. En 2009, une seconde phase de rénovation va être lancée afin d'étendre les fonctionnalités de la première version du système rénové. Cette seconde version devrait être disponible pour les remontées 2009-2010.

- **Service des enseignants du second degré (application « base relais »)**

*Extension du champ*

L'application « base relais » mettant en relation les élèves et les enseignants ne prenait en compte que le secteur public. Concernant l'enseignement privé sous contrat, la constitution de bases relais est en cours d'expérimentation pour l'année scolaire 2008-2009. Cette expérimentation est limitée aux établissements ayant à leur disposition les applicatifs SCONET concernant les élèves et STS-WEB permettant de saisir les services des enseignants. A ce jour les bases relais du secteur privé, concernant les établissements ayant à leur disposition les applicatifs SCONET et STS WEB, de la moitié des académies sont remontées à la DEPP. La constitution des bases relais « privé » sera possible dès la généralisation de la diffusion des applicatifs SCONET et STS WEB à tous les établissements du secteur privé sous contrat. Cette généralisation est prévue pour la rentrée 2009.

### **2.3. Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010**

- **Mise en place d'une base nationale des identifiants élèves-étudiants (BNIE)**

Cette base a en réalité le statut d'un répertoire. Il permet d'attribuer un numéro (INE=Identifiant national élève-étudiant) à un élève nouvellement inscrit dans le système éducatif et de retrouver ce numéro tout au long de sa carrière scolaire, en cas de besoin (notamment lors de la mobilité vers l'apprentissage, l'enseignement agricole, l'enseignement supérieur, ...). Ce numéro doit servir à améliorer la gestion du système éducatif (élimination des doubles inscriptions, ...) et sera inclus, sous

une forme cryptée, dans les fichiers à finalité statistique pour permettre l'étude de trajectoires d'élèves.

Une première expérimentation a été faite début 2005 en lien avec l'expérimentation du système d'information (SI) du premier degré. Le système est opérationnel depuis la rentrée 2005 sur le premier degré en accompagnement de la montée en charge du Système d'information du premier degré. À la fin de l'année 2007, ce sont presque trois millions d'élèves qui ont été ainsi immatriculés, soit la moitié des effectifs du premier degré. L'objectif est d'étendre ce champ au second degré, à l'enseignement supérieur, à l'apprentissage et à l'enseignement délivré dans des établissements sous tutelle d'autres ministères que celui de l'éducation nationale, notamment celui de l'agriculture. Pour préparer cette extension, des études d'impact ont été menées avec les acteurs concernés du second degré MEN, de l'enseignement agricole, de l'apprentissage. Elles sont en cours sur le champ de l'enseignement supérieur. Les différents scénarii ont été confrontés aux contraintes techniques de réalisation au premier semestre 2008. Face aux interrogations qui ont été exprimées sur l'utilisation de ces identifiants, il a été jugé préférable de différer l'extension de la BNIE à d'autres niveaux d'enseignement. Une concertation sur les finalités, exclusivement statistiques, et les conditions d'utilisation de cette base doit avoir lieu en 2010 ; son aboutissement constitue un préalable à l'entrée dans la phase d'extension.

#### • **Cryptage des identifiants d'élèves-étudiants (projet FAERE)**

La configuration du système de cryptage des identifiants d'élèves-étudiants se terminera au cours du premier trimestre 2010. Ce système devrait permettre à terme de constituer des fichiers statistiques retraçant les parcours d'élèves dans le système éducatif, avec une totale garantie d'anonymisation des informations. Ces fichiers seraient utilisés à des fins d'analyses et d'études.

#### • **Géoréférencement des établissements de formation**

Le besoin d'une information à des niveaux géographiques fins est de plus en plus pressant. La DEPP s'est donc engagée dans un projet de géoréférencement de tous les établissements de formation, de façon à disposer d'informations localisées. Ce géoréférencement se fait dans le cadre d'une convention avec l'Institut géographique national (IGN). Les travaux devraient se terminer au premier trimestre 2010. Des mises à jour annuelles sont prévues.

#### • **Géoréférencement des fichiers d'élèves**

Les fichiers individuels d'élèves recueillis par la DEPP constituent une source d'information riche, notamment sur les formations suivies, et remarquablement fine : elle est théoriquement exhaustive et les académies disposent des localisations géographiques précises via les adresses des élèves et des établissements.

La DEPP et l'INSEE se sont engagés fin 2008 dans un processus de géoréférencement des élèves de sixième afin de répondre aux besoins de calculs d'indicateurs par ZUS (retard scolaire à l'entrée en sixième) au lieu de résidence des élèves et non plus seulement au lieu de scolarisation. L'année 2009 est consacrée à l'extension du géo référencement pour tous les élèves du secondaire.

#### • **Système d'information sur les moyens des établissements publics du second degré**

Par suite de la loi « Initiative et responsabilités » d'août 2004 les personnels d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général des lycées et collèges publics sont gérés par les collectivités territoriales. Ces dernières gèrent les affectations de ces personnels et peuvent remplacer la mise à disposition de personnels par des contrats de service. Pour continuer à rendre compte de la répartition des moyens selon le département, la région, la zone (ZEP, ZUS,...) ou le type d'établissement, le service statistique du MEN doit obtenir des collectivités territoriales une information sur les moyens qu'elles affectent au niveau de chaque établissement (cf. décret en Conseil d'État 2007-572 et arrêté du 18 avril 2007). La mise en place de ce système d'information partagé a fait l'objet de discussions avec les associations de collectivités territoriales. L'application EPI rénovée sera un système d'information partagé entre le MEN et les collectivités territoriales.

#### • **Fiche mutualisée Etablissement**

Le principe porteur du projet est la capitalisation et la mutualisation des expériences académiques pour construire une fiche établissement partagée par l'administration centrale et les académies. Les objectifs de cet outil sont de servir de support au pilotage et à l'évaluation des établissements (interne/externe, national/académique), mais aussi à la communication auprès du grand public, notamment les parents d'élèves. Elle permettra au chef d'établissement de disposer des valeurs d'un grand nombre d'indicateurs simultanément pour son établissement, pour le département et l'académie d'appartenance et au niveau national.

• **Insertion professionnelle des diplômés du supérieur**

L'insertion professionnelle des diplômés du supérieur faisant désormais partie des missions des établissements d'enseignement supérieur, des travaux de mesure et d'analyse de cette insertion professionnelle seront menés en 2010 (enquête réalisée à partir de décembre 2009, analyse des résultats à partir de mai 2010). L'enquête, opération pilote pour 2009, a vocation à devenir annuelle.

**3. Opérations répétitives**

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
<b>Enquêtes</b>			
Les effectifs d'élèves des établissements privés de l'enseignement secondaire, les classes préparatoires aux grandes écoles et les sections de technicien supérieur.	DEPP B1		
Les effectifs dans les centres de formation d'apprentis (CFA) (enquête rapide).	DEPP A1		Sera remplacée par SIFA à terme
Les effectifs d'étudiants des établissements d'enseignement supérieur hors université (pour les établissements hors SISE)	SIES		
Le devenir des bacheliers 2002 et des bacheliers du panel d'élèves 1995	SIES		
Le devenir des bacheliers 2008	SIES		
L'insertion professionnelle des jeunes sortis de l'enseignement scolaire ou de l'apprentissage	DEPP A1		
Le devenir des bacheliers 2002 et des bacheliers du panel d'élèves 1995	SIES		
Le devenir des bacheliers 2008	SIES		
Suivi de la scolarité des élèves entrés au cours préparatoire en 1997	DEPP B1		
Suivi de la scolarité des élèves entrés en sixième en 2007	DEPP B1		
Violence en milieu scolaire - SIVIS	DEPP B3		
<b>Enquêtes sur les dépenses de recherche et de développement des entreprises, organismes, associations...</b>	SIES		
<b>Exploitation de fichiers administratifs ou de collectes sous statut administratif</b>			
Les élèves non francophones nouvellement arrivés en France	DEPP B1		
La scolarisation des élèves handicapés dans le premier degré et le second degré	DEPP B1		Informations au niveau individuel
Les élèves dans les écoles publiques et privées du premier	DEPP B1		Informations au niveau individuel

degré - SI 1er degré			
Les élèves dans les établissements publics et privés du second degré - Scolarité	DEPP B1		Informations au niveau individuel
Base nationale des identifiants élèves – BNIE	DEPP A4		
Base centrale des établissements – RAMSESE	DEPP A4		
Absentéisme des élèves	DEPP B3		Collecte sous statut administratif
Système d'information sur la formation des apprentis - SIFA	DEPP A1		Informations au niveau individuel
SISE-Inscriptions Système d'information sur le suivi de l'étudiant	ES SI		Les effectifs d'étudiants dans les universités et dans certains autres établissements d'enseignement supérieur (IUFM, certaines écoles d'ingénieurs, de management, certains grands établissements, etc.) (informations au niveau individuel)
SISE-diplômes Système d'information sur le suivi de l'étudiant	SIES		Diplômes délivrés dans les universités et dans certaines écoles d'ingénieurs et de management (informations au niveau individuel)
Les nouveaux inscrits en première année de cursus licence	SIES		
La validation des acquis de l'expérience dans l'enseignement professionnel et technologique	DEPP A1		
La validation des acquis de l'expérience dans l'enseignement supérieur	DEPP A1		
Bilan des actions de formation continue dans les GRETA et les CAFOC	DEPP A1		Application STAGE qui sera remplacée d'ici 2010 par PROGRE. La phase de transition entre les deux applications se situe en 2008. Il n'y aura pas de résultats d'enquête en 2009.
Les résultats aux examens du Diplôme National du Brevet	DEPP B1		Enquête rapide sur les résultats agrégés par département, puis résultats au niveau individuel extraits de l'application OCEAN
Les résultats aux examens de l'enseignement technologique et professionnel	DEPP B1		
Les résultats du baccalauréat général, technologique et professionnel	DEPP B1		Enquête rapide sur les résultats agrégés par académie, puis résultats au niveau individuel extraits de l'application OCEAN
Les résultats au brevet de technicien supérieur (BTS)	SIES		Résultats au niveau individuel extraits de l'application OCEAN
Les élèves et étudiants boursiers de l'enseignement supérieur	SIES		Application AGLAE
Bilan des concours déconcentrés des ATS	DEPP A 2		Application OCEAN
Le personnel rémunéré au titre du ministère de l'Éducation nationale	DEPP A 2		Fichiers de paye

Les mouvements des corps des instituteurs et des professeurs des écoles : constat et prévisions	DEPP A 2		Application AGAPE
Le service des enseignants du second degré public	DEPP A 2		Application « Base relais »
Absences non remplacées des enseignants	DEPP B3		Collecte sous statut administratif
Parc immobilier et capacité d'accueil des établissements publics du second degré	DEPP A 3		Application EPI
Les technologies de l'information et de la communication	DEPP A 3		Application ETIC
Les comptes financiers des établissements publics du second degré	DEPP A 3		Application COFI-Pilotages
Recensement des subventions reçues au titre de la taxe d'apprentissage par les établissements du second degré et les CFA	DEPP A 3		
<b>Autres travaux répétitifs</b>			

#### 4. Allègement de la charge statistique

La couverture des établissements privés du second degré par le système 'Scolarité' a permis de supprimer l'enquête papier auprès de ces établissements. De même, la généralisation du système d'information du premier degré aboutira à faire disparaître l'enquête 19 papier. Au niveau de l'apprentissage, le passage au système 'SIFA' remplacera l'ancienne enquête papier. Enfin, dans le supérieur, la couverture des établissements par le système 'SISE' permet de supprimer progressivement l'enquête papier auprès de ces établissements. La collecte des informations des enquêtes papier est en voie de dématérialisation : les établissements pourront prochainement répondre au questionnaire sur un site Internet sécurisé.

De manière générale, les services s'efforcent de limiter les enquêtes auprès des établissements en utilisant les informations contenues dans les systèmes d'information du ministère. Les services statistiques des ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche interviennent depuis de nombreuses années lors de la conception de ces systèmes afin qu'ils intègrent bien la dimension « pilotage global » des unités (de l'établissement à l'administration centrale), autrement dit qu'ils permettent d'établir des statistiques et des indicateurs pertinents et ne se limitent pas à la gestion purement administrative de cas individuels.

#### 5. Aspects particuliers du programme 2010

##### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Déclinaison d'indicateurs de performance aux niveaux académiques et départementaux.

##### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Participation à des groupes de travail sur la définition d'indicateurs de développement durable.

##### 5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Lancement de travaux en collaboration avec des organismes extérieurs ou sous-traités à des centres de recherche

##### 5.4. Aspects « européens »

Définition d'indicateurs et de benchmarks faisant partie du cadre stratégique actualisé pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Participation au groupe de travail sur la construction de l'indicateur pour la compétence-clé européenne « apprendre à apprendre ».

## 6. Diffusion des travaux

Rénovation du site Web statistique, et mise en ligne de tableaux associés aux publications statistiques.

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Evolution IVAL	DEPP B3			Publication en avril 2009 des IVAL nouvelle méthodologie
Enquête de victimation en milieu scolaire	DEPP B3			Expérimentation de l'enquête en mai 2009
Indicateurs de valeurs ajoutés des collèges	DEPP B3			Report du dossier en 2010
Nouveau panel de bacheliers	SIES		Remplacement du précédent panel	Première interrogation en 2009
Prolongation du panel étudiant-élèves pour constitution d'un panel démographique	INSEE		Reprise par l'INSEE de ce panel de la DEPP	Fait. Enquêtes réalisées en 2005, 2006, 2007 et 2008. Volet santé en 2007.
Evaluations bilans	DEPP B2			Nouveau cycle qui permettra d'observer les évolutions par rapport au Cycle 1 débuté en 2003
Evaluation de l'expérimentation de l'enseignement intégré des sciences et de la technologie (EIST) au collège	DEPP B2			A débuté en novembre 2008, s'effectuera de 2008 à 2012
La maîtrise des compétences du socle commun	DEPP B2			Nouvel indicateur destiné à remplacer celui des compétences de base dans le PLF
Journée d'appel de préparation à la défense (JAPD)	DEPP B2			En coordination avec le ministère de la Défense. Regard rétrospectif sur 10 ans d'évaluation
FAERE (fichiers académiques d'élèves pour la recherche et les études)	DEPP	Constitution de fichiers avec identifiants cryptés pour les académies et la DEPP	Mise en place d'un groupe de travail DEPP-services statistiques académiques (SSA) en 2009	

## Annexe

### Liste des publications diffusées en 2008

*L'ÉTAT DE L'ÉCOLE* – n°18 – octobre 2008 (*français, anglais, espagnol*)

*L'ÉTAT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE* – n°2 – décembre 2008

*REPÈRES ET RÉFÉRENCES STATISTIQUES* – 25<sup>e</sup> édition – septembre 2008

*ATLAS REGIONAL Effectifs d'étudiants en 2006-2007* – juin 2008

*FILLES ET GARÇONS À L'ÉCOLE SUR LE CHEMIN DE L'ÉGALITÉ* – mars 2008

*LE BAC A 200 ANS* – juin 2008

*LES NOTES D'INFORMATION : 38 numéros en 2008*

Les élèves du premier degré à la rentrée 2007 dans les écoles publiques et privées

Les élèves du second degré à la rentrée 2007 dans les établissements publics ou privés

Les professeurs de langues vivantes : la passion des langues au service des élèves

Parc immobilier et capacité d'accueil des établissements publics du second degré

Les sorties sans qualification : la baisse se poursuit

L'activité de la formation continue universitaire fléchit en 2005 – 1 – publics et formations

L'activité de la formation continue universitaire fléchit en 2005 – 2 – diplômes délivrés et chiffre d'affaire

L'évolution des acquis des élèves de 15 ans en culture ma thématique et en compréhension de l'écrit – Premiers résultats de l'évaluation internationale PISA 2006

Les concours de recrutement des personnels ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé – Session 2006

La recherche en biotechnologie des entreprises implantées en France 2000-2004

La réussite scolaire des femmes et des hommes en Europe

Motivations, perspectives et conditions d'exercice des nouveaux personnels de direction nommés en septembre 2004

Le suivi et le devenir des élèves accueillis en classes et ateliers-relais – Année scolaire 2005-2006

Evolution des performances en lecture des élèves de C.M.1– Résultats de l'étude internationale PIRLS

Les coopérations public-privé pour innover en France

Disparités d'accès et parcours en classes préparatoires

Les inspecteurs territoriaux et leur formation à l'École supérieure de l'éducation nationale

L'activité de formation continue dans les GRETA en 2006

Résultats définitifs de la session 2007 du baccalauréat

Les étudiants en classes préparatoires aux grandes écoles – Croissance soutenue des effectifs à la rentrée 2007

Les concours de recrutement des personnels enseignants du second degré public – Session 2007

Les enseignants du second degré dans les collèges et lycées publics en 2007-2008

Résultats des brevets de technicien supérieur – Session 2007

L'accès à la licence des bacheliers 2002

Résultats provisoires du baccalauréat France métropolitaine et DOM – Session de juin 2008

Les personnels enseignants de l'enseignement supérieur 2007-2008

Les étudiants inscrits dans les universités publiques françaises en 2007

Les instituts universitaires de formation des maîtres 2007-2008

La taille des structures pédagogiques dans les établissements du second degré public à la rentrée 2007

Les étudiants dans les écoles de management en 2007-2008 – Croissance soutenue des effectifs

L'éducation aux médias dans le second degré

Prévisions des effectifs dans l'enseignement supérieur pour les rentrées de 2008 à 2017

L'apprentissage : une voie de formation attractive, entre tradition et mutation

Les actes de violence recensés par SIVIS dans les établissements publics du second degré en 2007-2008



Les évaluations en lecture dans le cadre de la journée d'appel de préparation à la défense – Année 2007

La réussite au premier groupe d'épreuves de la session 2007 du baccalauréat (Série S)

Méthodologie de l'évaluation des compétences de base en français et en mathématiques en fin d'école et en fin de collège

Lire, écrire, compter : les performances des élèves de C.M.2 à vingt ans d'intervalle 1987-2007

*LA REVUE ÉDUCATION & FORMATIONS : 2 numéros en 2008*

L'orientation

Comparaisons internationales

*LES DOSSIERS EVALUATION ET STATISTIQUES : 3 numéros en 2008*

Insertion des apprentis et des lycéens

Portrait des nouveaux personnels de direction du second degré – Interrogation de la promotion 2004, six mois après sa nomination en février-mars 2005

Les inspecteurs territoriaux et leur formation à l'École supérieure de l'éducation nationale (ESEN)

*PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES*

- Indicateurs de résultats des lycées – enseignement général, technologique et professionnel
- Résultats des évaluations des élèves de 6<sup>ème</sup>
- Tableaux statistiques - TS Résultats détaillés d'enquêtes aux niveaux national, académique ou départemental, en ligne et nouvelles parutions signalées aux abonnés : 22 numéros en 2008

## **Sites Internet sous la responsabilité éditoriale de la DEPP**

### **1 – Sites généraux de publications**

Le portail de l'Infocentre ministériel : <http://www.infocentre.education.fr>

**Les publications de la DEPP**, actualités et archives :

- sur le site du ministère de l'éducation nationale, rubrique « Outils de documentation et d'information », sous-rubrique « Évaluation et statistiques », « Les publications » : <http://www.education.gouv.fr/pid132/les-publications.html> ;
- sur le site du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, rubrique « Outils », sous-rubrique « Documentation », Evaluation et statistiques : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid20303/evaluation-statistiques.html> ;
- à partir du portail de l'Infocentre ministériel : <http://www.infocentre.education.fr>

**IVAL** : Indicateurs de résultats des lycées d'enseignement général et technologique et des lycées professionnels : <http://indicateurs.education.gouv.fr/>

### **2 – Sites relatifs à l'évaluation des élèves :**

- Le portail de l'évaluation des élèves : <http://educ-eval.education.fr>
- Les outils professionnels d'aide à l'évaluation diagnostique des élèves  
<http://www.banqoutils.education.gouv.fr/> . Ce site est également accessible à partir du portail de l'évaluation des élèves.

### **3 – Autres sites thématiques :**

Le Réseau européen des responsables des politiques d'évaluation des systèmes éducatifs :  
<http://www.reva-education.eu>

Pour information :

Programme présenté à la Commission Services publics et services aux publics

**Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville**

**Ministère de la santé et des sports**

**Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees)**

## 1. Exposé de synthèse

La DREES exerce une double mission au sein des ministères sanitaires et sociaux :

- ▶ Elle éclaire le débat économique et social en produisant une information statistique régulière, en réalisant des études et en suscitant les recherches dans les domaines de la santé et de la solidarité
- ▶ Elle éclaire la conception et la mise en œuvre des politiques publiques dans ces domaines au sein des Ministères concernés, par la production d'analyses prospectives et par le suivi et l'évaluation des résultats et des impacts économiques et sociaux des politiques menées.

Le programme de statistiques de la DREES pour 2010 s'inscrit dans cette double mission. Il s'efforce notamment d'intégrer les demandes d'analyses et de statistiques formulées par les ministres, les partenaires sociaux et par les directions de l'administration.

En 2010, les orientations du programme de travail de la DREES sont fortement influencées par :

- ▶ La poursuite de l'expertise de nouvelles sources administratives, telles les DADS-U ou les PMSI (MCO, HAD, SSR) afin de pouvoir mener ensuite des études, par exemple, sur l'offre hospitalière ou les effectifs et la rémunération des personnels des établissements de santé et afin d'envisager un allègement des enquêtes auprès des établissements.
- ▶ La nécessité de renforcer la connaissance des comportements et besoins des publics et des modalités de leur prise en charge par les politiques publiques, afin d'apporter une vision d'ensemble ou de nouveaux éclairages. Dans ce cadre, la Drees préparera notamment la collecte de l'enquête nationale sur les conditions de vie des personnes atteintes d'une maladie longue ou chronique.
- ▶ La nécessité de développer des indicateurs avancés de l'évolution de la pauvreté ou de l'exclusion par la mise en place d'une enquête permanente auprès des responsables de la mise en œuvre d'actions concernant ces populations, qu'ils soient dans le public ou dans le secteur associatif.

## 2. Travaux nouveaux pour 2010

### 2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

- Enquête auprès d'acteurs de terrain sur les phénomènes émergents de pauvreté et d'exclusion. (*demande d'avis d'opportunité examinée le 24 mars au cours de la formation démographie condition de vie*)
- Enquête nationale sur les conditions de vie des personnes atteintes d'une maladie longue ou chronique (*demande d'avis d'opportunité examinée le 24 mars au cours de la formation démographie condition de vie*)
- 2<sup>nd</sup> volet de l'enquête « Santé et itinéraire professionnel » réalisée sous la responsabilité de la DARES et de la DREES (*avis d'opportunité du 6 juin 2005 sur l'ensemble de l'opération*)

### 2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2010

**La Statistique Annuelle des établissements de santé (SAE)** est l'un des grands systèmes d'information de référence du Ministère sur les établissements de santé, complémentaire du PMSI puisqu'elle renseigne sur leurs capacités et équipements. L'enquête de l'été 2008 auprès des

utilisateurs nationaux et régionaux l'a confirmé. Elle alimente de nombreux indicateurs (notamment pour le suivi des plans urgence, Alzheimer, etc.) et tableaux de bord, parmi lesquels on peut citer Platines, PRODIGE (tableau de bord de contractualisation État-ARH, pilotage DHOS) ou les PQE (annexe PLFSS, pilotage DSS). Afin d'optimiser la collecte, une refonte à moyen terme de la SAE a été engagée, afin d'aboutir à l'horizon 2010 à un raccourcissement de ses délais de diffusion (données N disponibles à l'été N+1). Par ailleurs, la collecte des **rapports d'activité de psychiatrie** en 2009 permettra de compléter les informations fournies par la SAE et le Rim-P sur la prise en charge hospitalière de la santé mentale, et permettra d'alimenter la préparation des prochains SROS.

La diffusion **d'indicateurs de qualité des soins** des établissements de santé est depuis plusieurs années un projet prioritaire pour le Ministère et un devoir vis-à-vis des usagers. La Drees pilotera avec le concours de la Dhos et de la DGS un groupe chargé de préparer la diffusion en 2010 des indicateurs issus du projet Compaqh via le site Platines. La DREES, la DHOS et la HAS, en lien avec l'ATIH instruisent les questions relatives à la construction, l'interprétation et la diffusion d'indicateurs de mortalité. Une phase d'expérimentation et de concertation avec les professionnels sera réalisée d'ici la fin 2009, avant d'envisager, le cas échéant, une généralisation et une diffusion via le site Platines.

L'acquisition fin 2009 d'une nouvelle base annuelle exhaustive constituée par l'Insee à partir de la source Acooss sur les non-salariés et leurs revenus, ainsi qu'un panel depuis 2004, permettra des exploitations dès 2010 et un suivi des revenus d'activité complets (salaires et revenus libéraux) des professionnels de santé libéraux : médecins, chirurgiens-dentistes, infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, etc. Une expertise sera menée pour comparer les évolutions de revenus que l'on peut tirer de cette source avec d'autres mesures de l'évolution des revenus libéraux et des salaires.

Suite au colloque CNIS-ADF de janvier 2008, la Drees développera ses outils de mise à disposition des données collectées et cherchera à développer ses liens avec l'ADF, de façon à construire un système d'information partagé. Une première étape sera la co-animation par la Drees d'un groupe de travail du CNIS sur la construction d'indicateurs de l'action sociale des départements. Ce groupe de travail rendra ses travaux fin 2009 auprès de la formation « Statistiques locales du CNIS ». Ce chantier devra par ailleurs prendre en compte les évolutions organisationnelles induites par la création des futures directions de la cohésion sociale et des agences régionales de santé.

### 2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

Après la publication des nouvelles **projections régionalisées de médecins** (par spécialités, mode d'exercice, etc.) à l'horizon 2030 la DREES mettra en chantier des projections régionalisées d'infirmières au même horizon, qui seront publiées début 2010. Ces travaux sont menés en collaboration avec l'ensemble des directions du ministère concernées et l'ONDPS.

L'exercice de prospective démographique concernant les infirmières s'accompagnera d'un investissement sur les **conditions d'exercice et trajectoires professionnelles des infirmiers** : projet alliant démographie (formation, répartition, structures d'exercice, cessation), activité (type de tâches), rémunération et carrière des infirmiers. Le projet produira des résultats au fil de son déroulement jusqu'en 2010.

La Drees étudiera la redistribution opérée par le système de santé, en s'intéressant plus particulièrement à la **redistribution induite par l'assurance maladie**, grâce à son modèle de microsimulation INES. Elle engagera une révision du questionnaire sur l'offre de contrats pour mieux connaître les primes payées par les assurés). Elle mobilisera par ailleurs les données de l'ACAM pour étudier la situation économique des organismes complémentaires et rédigera à partir de ces données transmises par l'ACAM un rapport annuel à remettre au parlement en septembre, comme le prévoit la LFSS 2009

La réédition en 2009 de **l'enquête sur les événements indésirables graves** associés aux soins en établissements de santé avec le concours de la DGS, de la Dhos, de l'INVS, de la HAS, de l'AFSSAPS, permettra en 2010 d'évaluer les progrès réalisés par le système de soins dans ce domaine ces cinq dernières années.

La Drees réalisera fin 2009-début 2010 une enquête auprès des **bénéficiaires de la PCH ou de l'ACTP**, pour étudier les conditions d'utilisation de ces prestations et la satisfaction de leurs bénéficiaires en termes de couverture de leurs besoins.

Avec la **mise en place du RSA** en juin 2009, la Drees investira de façon prioritaire le développement des outils de suivi de la montée en charge et de l'évaluation du nouveau dispositif. La réflexion sur ces outils n'est cependant pas encore aboutie à ce jour.

Différents types d'outils devront notamment être mobilisés, à savoir :

- des tableaux de bord comportant des données agrégées issues des caisses de sécurité sociale (CNAF et CCMSA), de façon à disposer de données régulières sur le nombre de bénéficiaires, leurs caractéristiques, les entrées et les sorties dans le dispositif ; des données issues du pôle emploi sur la recherche d'emploi et sur les contrats aidés bénéficiant aux allocataires du RSA ; des données des conseils généraux et de Pôle Emploi décrivant les actions d'insertion vers et dans l'emploi.
- des indicateurs de retour à l'emploi ou de persistance dans l'emploi, ainsi que des descripteurs des types d'emplois occupés : la réflexion devra porter sur la façon d'obtenir ces indicateurs (données administratives ou enquêtes/cohortes)
- des études sur l'organisation mise en place par les acteurs (monographies ou enquête).

### 3 - Opérations répétitives (publication à mettre à jour)

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
<b>ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ</b>					
SAE	Enquête administrative Annuelle	Établissements de santé publics et privés	Exhaustif	- Équipement, plateaux techniques - Activité- Personnel par établissement et par discipline	Études et résultats N° 618, décembre 2007 N° 614, décembre 2007 N° 605, octobre 2007 Site de diffusion des données de la Statistique annuelle des Établissements de Santé
Rapports d'activité des secteurs psychiatriques	Enquête administrative Annuel	Secteur de psychiatrie infanto-juvéniles et en milieu pénitentiaire	Exhaustif	- Activité - Personnel - patients	Document de travail N°76 – février 2005 N°77 – février 2005
Base nationale de RSA (PMSI)	Exploitation statistique de fichiers administratifs Annuelle	Établissements de santé publics et privés	Exhaustif	- clientèle des hôpitaux - pathologies traitées - durées de séjour - modes d'entrée/sortie	Études et résultats N° 473 mars 2006 N° 654 aout 2008
<b>PROFESSIONS DE SANTÉ</b>					
ADELI	Système d'information national sur les professionnels de santé	Professionnels de santé, du social et psychologues	Exhaustif	état civil - situation professionnelle - activités exercées	Document de travail N° 121 mars 2008 N° 127 octobre 2008
Écoles de formation aux professions de santé	Enquête menée en commun avec le Ministère de l'Éducation Nationale Annuelle, DGS, DHOS, DGAS, DRASS	8 500 étudiants pour l'enquête 2001 2002	Échantillon	- Effectifs des élèves - Nombre de diplômés - Origines sociales et géographiques	Document de travail N° 118- octobre 2007 N° 128 janvier 2009
Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale	Avec le concours des observatoires régionaux de la santé (ORS) et des unions régionales de médecins libéraux (URML) et des unions régionales des caisses d'assurance maladie (URCAM) de 5 régions		Échantillon (environ 1900 médecins) Basse-Normandie Bourgogne Bretagne Pays de la Loire PACA	- cadre d'activité, - environnement professionnel - rythmes de travail, - pratiques de prise en charge	Études et résultats N° 610 novembre 2007 N° 649 aout 2008
<b>ÉTAT DE SANTÉ DE LA POPULATION</b>					
Santé de la mère et de l'enfant	Exploitation des certificats de santé 8ème jour, 9ème et 24 mois  Annuelle	Département	Exhaustif Échantillon pour dép. de la région parisienne	-caractéristiques socio-démographiques et médicales des enfants- profession, âge de la mère - déroulement de la grossesse et de l'accouchement	

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
Enquête en milieu scolaire	Examens de santé réalisés par la médecine scolaire  Annuelle	Balayage successif de plusieurs classes d'âge sur un rythme triennal (bilan à 6 ans, en classe de 3ème, en CM2)	Sondage stratifié par académie	Poids et taille, pathologies chroniques, vaccination, asthme et allergies	Études et résultats N° 573 mai 2007 N° 632 avril 2008
Suivi des IVG	Depuis 2001, la SAE sert d'unique référence pour la série du nombre d'IVG couvrant les années 1995 et suivantes. La structure par âge des femmes ayant eu recours à une IVG est celle du PMSI. Annuelle	Établissements de santé publics et privés	Exhaustif	Nombre Structure par âge Répartition selon le mode d'intervention	Études et résultats  N° 624, février 2008
<b>DÉPENSES DE SANTÉ ET RELATIONS AVEC L'ASSURANCE MALADIE</b>					
Centralisation des documents comptables des établissements de santé	Exploitation des comptes administratifs et des budgets des établissements de santé. Annuelle	Établissements de santé	Échantillon		Comptes nationaux de santé n+1
Enquête auprès des organismes complémentaires	Enquête annuelle	Mutuelles et de sociétés d'assurance exhaustivité des institutions de prévoyance	Échantillon de mutuelles et de sociétés d'assurance exhaustivité des institutions de prévoyance	-activité des opérateurs complémentaires de l'assurance maladie -population couverte -cotisations et remboursements proposés par domaine (hospitalisation, dentaire, ...).	Études et résultats N° 635 mai 2008 N° 575, mai 2007
Médicament à l'hôpital	Recueil annuel	Établissements de courts séjours (MCO) de long séjour (SSR) et psychiatriques. France métropolitaine +DOM	Exhaustif	achats de médicaments par les établissements (prix et quantités) consommations réparties entre médicaments dispensés dans les unités de soins et ventes au public (rétrocession)	Études et résultats N° 563 • mars 2007
<b>ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX, DE L'ACTION SOCIALE ET DES PROFESSIONS</b>					
ES (difficulté sociale)	Enquête Quadriennale	Établissements et services pour - enfants en difficulté sociale - adultes et famille en difficulté sociale	Exhaustif (10 000 établissements et services)	- caractéristiques et activité de l'établissement - Personnel - Clientèle	Études et Résultats N° 620, janvier 2008 Documents de travail N° 113 - juillet 2007 N° 119, novembre 2007

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
ES (handicap)	Enquête Quadriennale	Établissements et services pour - enfants handicapés - adultes handicapés	Exhaustif (10 000 établissements et services)	- caractéristiques et activité de l'établissement - Personnel - Clientèle	Études et Résultats N° 466 février 2006 N° 641 juin 2008 N° 669 novembre 2008
EHPA	Enquête Quadriennale	Établissements d'hébergement pour personnes âgées	Exhaustif (10 000 établissements)	- caractéristiques et activité de l'établissement - Personnel - Clientèle	Études et Résultats N°485-avril 2006 N°494 – juin 2006 N°515-août 2006 Document de travail N°106 janvier 2007
Enquête sur la Protection Maternelle et Infantile	Exploitation d'informations administratives transmises via les conseils généraux Annuelle	Données transmises par les Conseils Généraux DDASS	Exhaustif	- Nombre d'établissements - Place d'accueil - Personnel- Consultations- Établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans	Document de travail N° 125 mai 2008 Études et Résultats N° 548 janvier 2007 N° 608, novembre 2007 N° 681 février 2009
Enquête auprès des établissements de formation aux professions sociales	Enquête annuelle	Établissements de formation, étudiants	Exhaustif	nombre d'étudiants en formation nombre de diplômes	Document de travail N° 98 juin 2006 N°117- octobre 2007 Études et Résultats n° 513 août 2006
Bénéficiaires de l'Aide Sociale : -aux personnes âgées -aux personnes handicapées - à l'enfance  Dépenses de l'aide sociale	Exploitation annuelle de formulaires normalisés transmis par les départements (Conseils Généraux) et de questionnaires remplis par les DDASS (État) Remontée administrative	Départements DDASS	Exhaustif : 100 DDASS et 100 départements	- Bénéficiaires par forme d'aide - Dépenses brutes et nettes pour les départements par forme d'aide -Personnel - suivi et évaluation des Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)	Études et Résultats N° 656 septembre 2008 Document de travail N°124 mai 2008 N°122 avril 2008 Études et Résultats N° 622, janvier 2008 N° 682, mars 2009
Personnels des services sanitaires et sociaux	Enquête annuelle	DDASS		-	
<b>LUTTE CONTRE L'EXCLUSION</b>					
Base de données sur les minima sociaux	Tableaux de synthèse des gestionnaires de minima sociaux (CNAF, UNEDIC...) Semestrielle	Bénéficiaires	Exhaustif	Caractéristiques socio-démographiques (âge, sexe, situation familiale, diplôme, départements de résidence, ancienneté dans le dispositif)	Études et Résultats Annuel sur l'ensemble : N° 617, décembre 2007 Trimestriel sur le RMI : N° 627, mars 2008 N° 642 juin 2008 N° 657 septembre 2008 N° 673 décembre 2008 N° 683 mars 2009

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
Échantillon national inter-régimes d'allocataires de minima sociaux ENIAMS	Constitution de la septième vague de à partir de l'appariement du même échantillon démographique avec les fichiers administratifs d'allocataires au 31 décembre	Allocataires ou anciennement allocataires du RMI de l'API et de l'ASS ou de l'AAH.	Échantillon	Permet d'apprécier les flux d'entrées et de sorties des quatre régimes de minimum social et les transitions entre régimes	Études et Résultats N° 680 février 2009
<b>RETRAITES</b>					
Échantillon inter-régimes de retraités EIR	Exploitation statistique et consolidation des fichiers de caisses de retraite. Enrichissement du fichier à partir des DADS, du fichier de paye de la fonction publique et du fichier UNEDIC.	Individus Générations paires entre 1910 et 1954 : la quasi-totalité des caisses	Environ 150 000 en 2004, environ 200 000 en 2008	- Montant des retraites par individu - Durée des cotisations - Age à la liquidation - Données socio-démographiques - Dernière catégorie socioprofessionnelle - Dernier salaire d'activité ou indemnité chômage	Études et Résultats N°538 - novembre 2006 N° 556- février 2007 N° 587-juillet 2007
Échantillon inter-régimes de cotisants EIC	Exploitation statistique des données fournies par organismes gestionnaires des régimes de retraite obligatoires, l'Unedic, l'INSEE et services de l'État concernés	Individus nés entre le 1er et 12 octobre 1934 ou entre le 1er et le 10 octobre des années 1938, 1942, 1946, 1950, 1954, 1958, 1962, 1966, 1970,1974	Échantillon de cotisants	- données socio-démographiques - situation d'activité et conditions d'emploi, durée de carrière, durée d'affiliation, montant des droits acquis...	Document de travail N°538 novembre 2006  Études et résultats n° 40-mai 2005 n° 558-février 2007
Suivi des bénéficiaires du minimum vieillesse	Exploitation statistique des fichiers d'allocataires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse des caisses de retraite concernées	Allocataires	Exhaustif pour 12 caisses d'assurance vieillesse représentant 90% du total	- Sexe - Age - État matrimonial - Nationalité - Département de résidence	Études et résultats N° 631 avril 2008  Document de travail N° 121 mars 2008 N° 129 mars 2009
Épargne retraite Informations statistiques agrégées portant sur les souscripteurs, les cotisations et les rentes versées.	Système d'information statistique obligatoire. Données recueillies auprès des sociétés de gestion en épargne salariale, des sociétés d'assurance, des mutuelles et d'institutions de prévoyance	Données agrégées	France entière	Informations statistiques agrégées portant sur les souscripteurs, les cotisations et les rentes versées.	Études et Résultats N° 626, février 2008
Enquête annuelle auprès des caisses de retraites	Exploitation statistique de données administratives		Quasi-totalité du champ des retraités : onze régimes de base et cinq complémentaires		Document de travail N° 86 mars 2009  Études et Résultats N° 587, juillet 2007 N° 662 octobre 2008



INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
<b>FAMILLE, HANDICAP, DEPENDANCE</b>					
Bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et de la prestation compensatrice du handicap (PCH) + données agrégées sur les bénéficiaires de l'aide ménagère	Exploitation statistique de remontées d'informations des conseils généraux et des caisses de retraite	Département	France entière	Décisions d'attribution de la prestation - Nombre de bénéficiaires - Caractéristiques socio-démographiques des bénéficiaires - Montant moyen de la prestation + attribution d'une aide ménagère	Études et Résultats N° 637 mai 2008 N° 666 octobre 2008  En consultation Internet : Système d'information statistique sur les bénéficiaires de l'APA
<b>Département « méthodes et systèmes d'information »</b>					
FINESS Fichier national des établissements sanitaires et sociaux	Répertoire des structures autorisées à installer des équipements sanitaires ou sociaux (Entité Juridique) et des lieux dans lesquels sont installés ces équipements et s'exercent les activités de soins ou de service social correspondant (Établissement).	Établissements sanitaires et sociaux	Exhaustif	Type d'établissement Catégorie Discipline Capacité Tarif Participation au service public hospitalier	En consultation internet

#### 4 - Allègement de la charge statistique des entreprises

Néant

#### 5 - Aspects particuliers du programme 2008

##### 5.1 Aspects régionaux et locaux

Néant

##### 5.2 Aspects européens

Néant

#### 6 - Liste des publications

Les **Dossiers solidarité santé** réunissaient jusqu'en 2006 des articles portant principalement sur les grands thèmes de la santé et de l'action sociale. Ces dossiers sont diffusés à la Documentation Française.

Depuis 2007, les articles sont publiés séparément les uns des autres et uniquement diffusés sur Internet. Tout comme les dossiers, ces articles sont essentiellement axés sur la présentation et l'analyse des résultats des enquêtes suivies par la DREES.

##### Articles

**N° 8 - 2008 - Vingt ans après les premières unités, un éclairage sur le développement des soins palliatifs en France**

*Anne Dujin, Bruno Maresca, Marie-Hélène Cabé, Olivier Blandin et Gilles Poutout*

N° 7 - 2008 - *Les consommations d'antibiotiques dans les centres hospitaliers universitaires en 2005*  
Marie-Émilie Clerc, Brigitte Haury et Sophie Stamenkovic

N° 6 - 2008 - *Cessation d'activité libérale des médecins généralistes : motivations et stratégies*  
Anne Véga, Marie-hélène Cabé et Olivier Blandin

N° 5 - 2008 - *Prime pour l'emploi, redistribution et incitation à l'emploi*  
Vincent Bonnefoy, Benoît Mirouse, Isabelle Robert-Bobée, Fanny Mikol et Augustin Vicard

N° 4 - 2008 - *Impact du vieillissement sur les structures de soins à l'horizon 2010, 2020 et 2030*  
Marie-Claude Mouquet et Philippe Oberlin

N° 3 - 2008 - *La protection sociale : un aperçu de la situation en Bulgarie et en Roumanie*  
Guillaume Delautre, avec la collaboration de Sylvie Cohu et Diane Lequet-Slama

## Document de travail

Les documents de travail se décomposent en trois collections. La collection « Études » présentent les premiers résultats d'enquêtes de travaux d'études préliminaires. La collection « Statistiques » se compose de séries longues, de résultats complets d'enquêtes, de documents méthodologiques. La collection « Sources et méthodes » présente la documentation des enquêtes et les travaux de méthode.

### Série Études et recherche

- **n° 86 mars 2009**

les retraites en 2007

- **n° 85, février 2009**

rapport sur l'état des lieux du dispositif de soins palliatifs au niveau national

Marie-Hélène Cabé, Olivier Blandin, Gilles Poutout (*Atemis*)

- **n° 84, décembre 2008**

les contrats d'assurance dépendance sur le marché français en 2006

Sandrine Dufour-Kippelin

- **n° 83, novembre 2008**

étude sociologique sur les conditions d'entrée en institution des personnes âgées et les limites du maintien à domicile

Jean Mantovani, Christine Rolland, Sandrine Andrieu

- **n° 82, novembre 2008**

examen des liens entre les modes de financement et la planification et les modifications induites par la T2A - Rapport final

Claire Briffaut, Marie-Eve Mouret, Ariane Piana-Rogez (*Pricewaterhousecoopers*)

- **n° 81, novembre 2008**

la prise en charge des populations dites précaires dans les établissements de soins

Michel Maric, Emmanuel Gégouire, Lucie Leporcher (*IRIS*)

- **n°80 aout 2008**

l'évolution de la situation économique et financière des cliniques privées à but lucratif entre 2005 et 2006

Johanne Aude

### Série Statistiques

- **n° 129, mars 2009**

les bénéficiaires des allocations du minimum vieillesse au 31 décembre 2007

Nathalie Augris

- **n° 128, janvier 2009**

la formation aux professions de la santé en 2007

Dorothee Jolly

- **n° 127, octobre 2008**

les médecins - estimations au 1er janvier 2008

Daniel Sicart

- **n° 126, septembre 2008**

comptes nationaux de la santé 2007

Annie Fenina, Yves Geffroy, Michel Duée

- **n° 125, mai 2008**

l'accueil collectif et en crèches familiales des enfants de moins de 6 ans en 2006  
enquête annuelle auprès des services de PMI  
Guillaume Bailleau

- **n° 124, mai 2008**

dépenses d'aide sociale départementale en 2006  
*Élise Clément*

- **n° 123, mai 2008**

les professions de santé au 1er janvier 2008  
*Daniel Sicart*

- **n° 122, avril 2008**

bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2006  
Guillaume Bailleau et Françoise Trespeux

- **n° 121, mars 2008**

l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse  
bénéficiaires au 31 décembre 2006  
*Nathalie Augris*

## Études et Résultats Hebdomadaire Diffusion gratuite à la DREES

### **N° 683, mars 2009**

*le nombre d'allocataires du RMI au 31 décembre 2008*  
*Isabelle Mirouse, CNAF*  
*Marie Hennion-Aouriri et Emmanuelle Nauze-Fichet, DREES*

### **N° 682, mars 2009**

*les dépenses d'aide sociale départementale en 2007*  
*Élise Clément, DREES*

### **N° 681, février 2009**

*l'offre d'accueil collectif des enfants de moins de 6 ans en 2007*  
*Guillaume Bailleau, DREES*

### **N° 680, février 2009**

*les allocataires de minima sociaux en 2007*  
*Sandrine Mathern, avec la collaboration de Sandrine Micheaux et Nathalie Augris, DREES*

### **N° 679, février 2009**

*la démographie médicale à l'horizon 2030 : de nouvelles projections nationales et régionales*  
*Ketty Attal-Toubert et Mélanie Vanderschelden, DREES*

### **N° 678, février 2009**

*modes de garde et d'accueil des enfants de moins de 6 ans en France en 2007*  
*Sévane Ananian et Isabelle Robert-Bobée, DREES*

### **N° 677, février 2009**

le Compte social du handicap en 2007  
*Alexandre Bourgeois et Michel Duée, DREES*

### **N° 676, janvier 2009**

les affectations des étudiants en médecine à l'issue des épreuves classantes nationales en 2008  
*Mélanie Vanderschelden, DREES*

### **N° 675, janvier 2009**

quelles caractéristiques sociales et quel recours aux soins pour les bénéficiaires de la CMUC en 2006 ?  
*Bénédicte Boisguérin, DREES*

### **N° 674, décembre 2008**

les prestations familiales et de logement en 2007  
une redistribution en faveur des familles nombreuses et des personnes isolées  
*Emmanuel Berger, avec la participation de Vincent Bonnefoy, DREES*

**N° 673, décembre 2008**

le nombre d'allocataires du RMI au 30 septembre 2008

*Marie Hennion-Aouriri et Emmanuelle Nauze-Fichet, DREES*

*Isabelle Mirouse, CNAF*

**N° 672, décembre 2008**

les montants des retraites selon le lieu de naissance et de résidence

*Virginie Christel et Alexandre Deloffre, DREES*

**N° 671, décembre 2008**

les sept premières années de carrière des infirmiers diplômés en 1998

*Carine Ferretti et Clémentine Garrouste, DREES*

**N° 670, novembre 2008**

les fonds de solidarité pour le logement : l'aide des départements au logement des personnes défavorisées

*Éric Renard, DREES*

**N° 669, novembre 2008**

les structures pour enfants handicapés en 2006 : un développement croissant des services à domicile - Résultats de l'enquête ES 2006

*Alice Mainguené, DREES*

**N° 668, octobre 2008**

perdre un parent pendant l'enfance : quels effets sur le parcours scolaire, professionnel, familial et sur la santé à l'âge adulte ?

*Nathalie Blanpain, DREES*

**N° 667, octobre 2008**

les comptes de la protection sociale en 2007

*Alexandre Bourgeois et Marie Hennion-Aouriri, DREES*

**N° 666, octobre 2008**

l'allocation personnalisée d'autonomie et la prestation de compensation du handicap au 30 juin 2008

*Philippe Espagnol, Seak-Hy Lo et Clotilde Debout, DREES*

**N° 665, octobre 2008**

les prestations de protection sociale en 2007

*Alexandre Bourgeois et Michel Duée, DREES*

**N° 664, octobre 2008**

la spécialisation des établissements de santé en 2006

*Philippe Lombardo, DREES*

**N° 663, octobre 2008**

typologie des contrats les plus souscrits auprès des complémentaires santé en 2006

*Marie-Laure Arnould, Guillaume Vidal, DREES*

**N° 662, octobre 2008**

les retraites en 2006

*Alexandre Deloffre, DREES*

**N° 661, octobre 2008**

épisodes dépressifs : des situations multiples

*Thomas Morin, DREE*

**N° 657, septembre 2008**

le nombre d'allocataires du RMI au 30 juin 2008

*Sophie Cazain et Isabelle Mirouse, CNAF*

*Marie Hennion et Emmanuelle Nauze-Fichet, DREES*

**N° 656, septembre 2008**

les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2007

*Guillaume Bailleau et Françoise Trespeux, DREES*

**N° 655, septembre 2008**

les Comptes nationaux de la santé en 2007

*Annie Fenina, Yves Geffroy et Michel Duée, DREES*

**N° 654, septembre 2008**

*l'impact du vieillissement sur les structures de soins à l'horizon 2010, 2020, 2030*

*Marie-Claude Mouquet et Philippe Oberlin, DREES*

### **Revue française des Affaires sociales**

La RFAS est une revue thématique trimestrielle pluridisciplinaire dans le champ de la santé et des politiques de solidarité (voir les recommandations aux auteurs).

La revue est en vente à la Documentation Française.

N° 4, octobre-décembre 2008

**politiques de la santé, du handicap et de l'aide sociale, au Canada et aux États-Unis**

N° 2-3, avril-septembre 2008

**santé et travail**

N° 1, janvier-mars 2008

**état de santé : quelques illustrations des apports, limites et perspectives de l'Enquête décennale Santé**

*Comptes nationaux de la santé, rapport, une édition par an*

*Les comptes de la protection sociale, une édition par an*

*Chiffres et indicateurs régionaux et départementaux, pas de périodicité stricte*

*Suivi barométrique de l'opinion des Français à l'égard de la santé, de la protection sociale, de la précarité, de la famille et de la solidarité : résultats de la huitième vague en ligne sur le site de la DREES.*

*La vie deux ans après le diagnostic du cancer*

*Les établissements de santé, un panorama pour l'année 2006*

*La prise en charge de la santé mentale*

*Suivi de la loi de santé publique :*

*L'état de santé de la population en France, rapport 2007*

*Données sur la situation sanitaire et sociale en 2005*

*Rapport "Indicateurs de suivi de l'atteinte des 100 objectifs du rapport annexé à la loi du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique"*

Pour information :

Programme présenté à la Commission Territoires

**Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales**  
**Direction générale des collectivités locales (DGCL)**  
**Département des études et des statistiques locales**

## 1. Exposé de synthèse

Le département des études et statistiques locales recueille, contrôle, traite et analyse de l'information essentiellement de source administrative pour mettre à disposition des utilisateurs les statistiques et indicateurs sur les collectivités locales. Les travaux prévus pour l'année 2010 s'inscrivent dans les orientations détaillées dans le programme à moyen terme.

Notons que l'information recueillie par le département des études et des statistiques locales provient essentiellement de l'exploitation de documents administratifs, sous-produits de l'activité normale des pouvoirs publics : budgets primitifs et comptes administratifs, transmis aux préfets pour le contrôle de légalité, informations sur la fiscalité locale à partir des opérations de gestion de la DGFIP, données issues des fichiers de gestion comptables de la DGFIP avec laquelle un protocole d'échange a été établi, rapports aux Comités Techniques Paritaires présentés par les collectivités locales dans le cadre de la loi. Sur certains aspects le département des études et des statistiques locales demande une contribution particulière aux préfetures qui mettent en forme des informations dont elles disposent elles-mêmes (intercommunalité, états fiscaux, extraits de comptes et budgets locaux). Les circuits d'acquisition et de contrôle des données seront rationalisés et les procédures raccourcies par une extension du recours aux données déjà dématérialisées.

Dans le domaine des **finances locales**, l'année 2010 verra la poursuite de l'effort sur les objectifs définis dans le programme à moyen terme :

- rationalisation de l'acquisition des données par le traitement de masse des fichiers de gestion enrichis par des traitements ciblés sur les collectivités les plus importantes, ceci pour l'ensemble du secteur communal (toutes communes et intercommunalités à fiscalité propre).
- recherche de plus de cohérence entre le traitement des grandes et des petites communes d'une part, entre les comptes et les budgets d'autre part.
- constitution de séries longues cohérentes sur les principaux agrégats et ratios.
- mise au point de référentiels de comparaison sur des ensembles d'unités définis par d'autres critères que les strates démographiques.

L'année 2010 devrait voir se consolider le calendrier établi dès la deuxième partie de 2008, qui vise à regrouper les travaux sur les budgets primitifs de tous les niveaux de collectivités à une seule échéance en début d'automne. Dans la même logique, deux échéances seront privilégiées pour la diffusion des comptes après exécution, l'une concernant les régions et départements en toute fin d'année, l'autre le secteur communal dans toutes ses composantes quelques mois après.

L'attention se portera aussi sur les améliorations à apporter aux données de dépenses par fonction des comptes des administrations publiques locales, en liaison avec l'Insee et la DGTPE, pour obtenir des données plus pertinentes à un degré fin de la nomenclature et par niveau de collectivité.

Les perspectives avancées de couverture complète du territoire par l'**intercommunalité** à fiscalité propre dans un terme (encore à préciser) de quelques années, les orientations vers la réduction du nombre de syndicats en fonction des compétences déjà déléguées à d'autres groupements, les besoins d'études sur la rationalisation des périmètres fournissent un cadre de demande très forte dans le domaine des statistiques et études sur l'intercommunalité. Le développement de l'intercommunalité fera l'objet d'une étude systématique des comptes des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, mais aussi d'une connaissance aussi précoce que possible des nouveaux établissements se mettant en place. Les modalités du recueil de l'information sur les autres structures intercommunales (celles qui ne sont pas à fiscalité propre) ont été renouvelées, permettant la constitution d'une information actualisée chaque trimestre. Ce système d'information

permet la diffusion par accès Internet à une base nationale des informations statistiques sur l'ensemble des EPCI, informations portant notamment sur la nature de l'EPCI, sa composition, ses compétences, sa nature juridique. Une diffusion des informations sur ces structures se fait sous forme électronique, avec un développement de l'information cartographique.

Pour la **fonction publique territoriale (FPT)**, un des axes majeurs consiste à valoriser les informations rendues disponibles par la présentation de rapports standardisés par les collectivités territoriales à leur comité technique paritaire. Ces « bilans sociaux » apportent des informations sur la structure détaillée des emplois (analysés aussi bien en termes statutaires, juridiques, administratifs, qu'en termes de conditions d'activité, de quotité de temps de travail...), mais aussi sur les mouvements de personnels, la formation, les absences au travail, la prévention et la sécurité... La disponibilité de cinq exercices (de 1999 à 2007) permet de développer l'analyse des évolutions de la FPT.

A partir de la nouvelle situation ouverte par la mise à disposition des données issues des DADS, l'année 2010 envisageait une refonte complète du dispositif de l'exploitation statistique des 'Bilans sociaux'. La dimension globale de support du dialogue social au sein des CTP ne devait pas être affectée, mais l'exploitation des éléments statistiques devait voir un recentrage des 'Bilans sociaux' sur les thématiques non couvertes par ailleurs. On visait à construire un système de recueil (et de diffusion) d'information sur un schéma pluri annuel permettant de couvrir les questions d'organisation du temps de travail, des conditions de travail, de formation, des concours et examens professionnels, des droits sociaux. Chaque thème devait pouvoir être approfondi à un rythme d'observation en cohérence avec le dispositif d'enquêtes qui est conduit par le service statistique en charge de la fonction publique d'État. En complément, le Département souhaitait poursuivre, à partir des expériences réalisées en 2008 et 2009, la mise en place d'un dispositif léger de recueil par Internet de données de cadrage ou d'actualité sur la fonction publique territoriale auprès d'un échantillon de collectivités.

Cependant la DGCL a estimé ne pas pouvoir procéder au recrutement d'un attaché Insee pour assurer cette échéance de rénovation du système d'information statistique de la FPT (basée sur des bilans sociaux refondus, les enquêtes légères par sondage et la mobilisation du fichier statistique des DADS à échéance de 2009/2010). C'est une contrainte forte qui nous oblige à réviser la stratégie mise au point en réponse aux besoins exprimés notamment dans le rapport adopté par le Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale et communiqué au CNIS. Il nous faut donc adopter une orientation sur un format réduit, certes moins satisfaisante par rapport à la production d'informations très demandées mais plus en rapport avec les moyens qui nous sont alloués.

## **2. Travaux nouveaux pour 2010**

### **2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an**

Pas plus que par le passé, le département ne prévoit en 2010 de réaliser d'enquêtes ni auprès des ménages, ni auprès des entreprises, ni même auprès des collectivités locales, au sens où l'entend le comité du label du Cnis.

### **2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2010**

Le DESL espère avoir les moyens de s'insérer pour la partie Fonction publique territoriale dans le dispositif SIASP pour l'exploitation statistique des DADS.

### **2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2010**

Néant.

## **3. Opérations répétitives**

Pas plus que par le passé, le département ne prévoit en 2010 de réaliser d'enquêtes ni auprès des ménages, ni auprès des entreprises, ni même auprès des collectivités locales, au sens où l'entend le comité du label du Cnis.

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
<b>Enquêtes</b>			
<b>Exploitation de fichiers administratifs</b>			
Exploitation des comptes de gestion des collectivités territoriales	DESL		Petites collectivités
Exploitation des états fiscaux des collectivités territoriales	DESL		Petites collectivités
<b>Autres travaux répétitifs</b>			
Exploitation des budgets primitifs et des comptes administratifs des collectivités territoriales	DESL		Grandes collectivités
Exploitation des comptes de gestion des collectivités territoriales	DESL		Grandes collectivités

#### 4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet.

#### 5. Aspects particuliers du programme 2010

##### 5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Par définition, l'ensemble des activités de la DGCL se rapporte à la dimension régionale et locale de la vie publique. Toutefois, compte tenu de l'absence de représentation hors de Paris et des effectifs limités du service statistique, il n'est pas prévu de travaux relatifs à un territoire particulier. La priorité sera donnée à la mise à disposition des acteurs locaux des données concernant leur propre territoire.

La recherche de collaborations interministérielles comme celle déjà mise en œuvre pour les zonages à travers le site [www.territoires.gouv.fr/zonages](http://www.territoires.gouv.fr/zonages) sera poursuivie.

##### 5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Sous réserve de la qualité de la ventilation fonctionnelle des comptes des administrations publiques locales les données que le DESL diffuse sur son domaine peuvent contribuer à la connaissance quantitative ou qualitative de l'environnement ou du développement durable, dans la mesure où il s'agit d'interventions des collectivités locales apparaissant dans leur budget.

Le département publie les données de fiscalité concernant les ordures ménagères (taxe et redevance). Il est en rapport avec les unités issues de l'IFEN pour échanger sources et informations de contexte.

##### 5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Le DESL, par ses synthèses des comptes des départements notamment et plus largement des collectivités locales fournit les données financières aux dispositifs d'observation et de suivi des politiques sociales publiques, pour la part importante qui relève d'une politique publique locale.

La qualité de la ventilation fonctionnelle des comptes des administrations publiques locales est essentielle à cet égard.

##### 5.4. Aspects « européens »

Sans objet : la contribution à la statistique européenne en matière de finances publiques locales, d'emploi public local ou des structures territoriales relève d'autres unités que le DESL.



## 6. Diffusion des travaux

Dans la continuité des orientations précédentes, la politique de diffusion du DESL consiste à mettre en ligne au plus tôt la totalité des données disponibles. L'utilisateur peut ainsi considérer qu'il a accès à toutes les informations ; autrement dit qu'il n'existe pas de données qui ne seraient pas diffusées ou seulement mobilisables à la demande.

L'autre aspect consiste à mettre en ligne une masse de plus en plus importante de données téléchargeables sous formes de listes et de tableaux de résultats dans les formats courants pour les utilisateurs.

L'équilibre entre le volume d'information qui fait l'objet d'une édition papier et celui qui ne fait l'objet que d'une diffusion électronique a été revu au profit de ce dernier média. Les publications d'analyse des comptes et budgets se font maintenant sous forme électronique.

La série des Bulletins d'information statistique (BIS) voit donc son rôle de présentation synthétique des résultats renforcé tout en pouvant traiter en plus d'études transversales ou rétrospectives. L'objectif est celui d'une publication tous les deux mois (6 n° par an).

L'ouvrage annuel « Les collectivités locales en chiffre » reste diffusé en ligne et sous forme d'ouvrage relié. Il a été profondément remanié en 2009 tout en gardant son objectif de fournir annuellement les informations statistiques essentielles sur les collectivités locales. Les principaux chapitres sur les structures, les finances, les personnels des collectivités locales ont été conservés, mais remaniés pour offrir à côté des chiffres, un commentaire succinct et surtout des définitions et des références. Ils retiennent en général les données disponibles sur les cinq dernières années. Les séries longues sur les divers sujets sont reprises dans un seul chapitre en fin d'ouvrage. Un chapitre introductif présente les chiffres clés des collectivités locales. Des données du contexte dans lequel elles se situent sont aussi livrées

Le calendrier envisagé pour 2010 sera structuré en fonction du cycle courant de disponibilité des sources, à une première date de diffusion via Internet, suivie le cas échéant d'une diffusion papier.

- Synthèse annuelle 'Collectivités locales en chiffres' en février-mars
- Synthèse annuelle 'rapport de l'OFL [hors programme statistique mais avec une forte contribution du SSM] en juillet - septembre
- Données de l'intercommunalité au 1<sup>er</sup> janvier, au début du 1<sup>er</sup> trimestre.
- Synthèse exhaustive sur les budgets et la fiscalité prévisionnelle de l'année en cours, en début d'automne.
- Vision des comptes définitifs de l'année précédente avant la fin de l'année courante pour les régions et départements, suivie à quelques mois pour le secteur communal.
- Données sur la Fonction publique territoriale diffusée selon la disponibilité de sources que ne maîtrise pas le DESL.

La liste des publications diffusées effectivement en 2008 et au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 est jointe en annexe.

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Système d'information statistique sur la Fonction publique territoriale	DESL		Sera réduit pour s'adapter aux moyens alloués en cadre A d'attaché statisticien	